

SERVICES

TELEMAT

Abonnement	7
Abonnement étranger	20
Carnet	16
Abonnement scolaire	7
Abonnement étudiant	16
Abonnement jeune adulte	16
Abonnement senior	16
Abonnement famille	16

LES OFFRES
S. MIRA
2015 2014

EGYPTE : une grève sévèrement réprimée
La police a pris d'assaut une manifestation et arrêté cinq cents ouvriers

Le 4 août, le jour de la grève, cinq cents ouvriers d'une usine de textile ont été arrêtés par la police. Les manifestants ont été dispersés par les forces de l'ordre. La grève a été réprimée sévèrement. Les manifestants ont été arrêtés et les usines ont repris le travail.

L'union sacrée de R...

Le 4 août, le jour de la grève, cinq cents ouvriers d'une usine de textile ont été arrêtés par la police. Les manifestants ont été dispersés par les forces de l'ordre. La grève a été réprimée sévèrement. Les manifestants ont été arrêtés et les usines ont repris le travail.

La Somalie ensanglantée

L'Afrique fait de plus en plus figure de continent malade de notre planète. A peine quelques nouvelles - par exemple les efforts de réconciliation nationale dans l'ancienne colonie portugaise d'Angola - sont-elles moins mauvaises que d'autres motifs d'alarme reparassent ailleurs. Les récents affrontements entre Mauritaniens et Sénégalais sont relativement peu de chose en comparaison avec la situation qui prévaut dans la « Corne » orientale. Là, deux pays en proie à la guerre civile se regardent en chiens de faïence à cause d'anciens contentieux territoriaux, bien dérisoires si l'on songe à l'insécurité des gouvernements à faire régner l'ordre à l'intérieur de leurs frontières actuelles.

Au pouvoir depuis 1969, le président somalien Mohamed Siad Barre avait commencé par aligner son pays sur l'URSS pour faire face à une Éthiopie alors pro-occidentale. La chute de l'empereur Haïlé Sélassié et l'émergence d'un régime révolutionnaire à Addis-Abeba allaient changer les données. Implantée en Éthiopie, l'URSS se garda bien d'aider Mogadiscio pendant la guerre de l'Ogaden en 1977. Dépit, le maître de la Somalie opéra avec l'Occident un rapprochement souhaité depuis longtemps par certains de ses proches.

Intéressés par l'ancienne base soviétique de Berbera, les États-Unis répondirent aux ouvertures de Mogadiscio, comme l'Italie, la Grande-Bretagne et la France, soucieuses de jouer un rôle dans la région. Cette nouvelle alliance fut d'autant plus aisée, que, même à l'époque de son flirt avec Moscou, le président Barre faisait preuve d'un relatif respect des droits de l'homme. La lutte contre la corruption, les objectifs d'un « socialisme national » respectueux des valeurs traditionnelles, avaient même fait de la Somalie un « modèle » sans doute moins attrayante que la Tanzanie de M. Nyerere. Mais le pouvoir a fini par transformer un homme de plus en plus ancien à gouverner en fonction d'intérêts claniques, voire familiaux. Devenu un potentat strabotier, il a laissé les soldats de son ethnie des Maheerans se livrer à de sanglantes représailles après des manifestations dans la capitale.

Avec aplomb, les autorités annoncent que les « incidents » de la mi-juillet vont être soumis à une commission d'enquête « parlementaire » composée de députés du parti unique. Officiellement, il y a eu vingt-quatre victimes, mais des témoignages font état de plusieurs centaines de morts. Jusqu'alors épargnée par la guerre civile, la capitale, privée d'eau et d'électricité, est le théâtre de nombreux assassinats et arrestations nocturnes.

L'absence de pour-compte du régime, les assaillants sont les principales cibles de la répression à Mogadiscio. Ils constituent le gros des troupes du Mouvement national somalien, qui combat avec succès l'armée gouvernementale dans le Nord depuis des années. Mais, selon des informations récentes, le sang coule aussi dans le Sud, dont certains habitants fuient au Kenya. A la guerre tribale s'ajoutent les affrontements entre factions militaires.

Les extrémistes chiites seraient prêts à négocier avec Israël

Le président iranien offre son aide à Washington dans l'affaire des otages

Le président de la République islamique d'Iran, M. Ali Akbar Hachémi Rafsandjani, a, vendredi matin 4 août, offert son aide « à la Maison Blanche », dans l'affaire des otages du Liban. « La libération des otages et les problèmes du Liban ont des solutions qu'il faut trouver par le dialogue et non par la force », a déclaré, lors de son préche à l'université de Téhé-

ran, M. Rafsandjani. Jeudi, Washington avait manifesté un certain optimisme à l'annonce de la « suspension » de la sentence de mort contre Joseph Cicippio. Les extrémistes chiites paraissent en effet prêts à engager avec Israël une négociation qui engloberait les personnes enlevées au Liban et des détenus en Israël, dont le cheikh Obeid.

qu'un accord soit annoncé dans les prochains jours, sinon le suris de M. Cicippio sera annulé. Les intégristes pro-iraniens de l'OJR expliquent le suris « par respect pour les parties et les États qui sont intervenus, à la demande de l'Amérique, pour empêcher l'exécution ». Tout est le déplorant, puisqu'ils affirment dans leur communiqué authentifié par un instantané en couleurs de M. Cicippio : « Nous aurions souhaité l'échec de la diplomatie pour exécuter l'assassin américain Cicippio et faire tomber l'Amérique dans le piège, lui faire mordre la poussière et lui rappeler ce qui s'est passé en 1983 » (1).

En début d'après-midi jeudi, l'OJR avait déjà répondu de « quatre heures » son premier ultimatum fixé à dix-huit heures locales « en réponse », affirmait le communiqué, « à la demande de Cicippio ». A ce communiqué de deux lignes manuscrites en arabe était, en effet, jointe une cassette vidéo d'une minute trente, poignant appel de l'otage américain. Très amaigri, l'air exténué, la voix rauque, Joseph Cicippio déclarait d'abord : « J'en appelle à toute personne d'honneur qui peut intervenir en faveur de la libération de cheikh Abdel Karim Obeid. »

FRANÇOISE CHÉPAUD.
(Lire la suite page 3.)

(1) Allusion claire à l'attentat de septembre 1983 contre le quartier général des « marines » américaines qui avait fait deux cent quarante morts.

En début d'après-midi jeudi, l'OJR avait déjà répondu de « quatre heures » son premier ultimatum fixé à dix-huit heures locales « en réponse », affirmait le communiqué, « à la demande de Cicippio ». A ce communiqué de deux lignes manuscrites en arabe était, en effet, jointe une cassette vidéo d'une minute trente, poignant appel de l'otage américain. Très amaigri, l'air exténué, la voix rauque, Joseph Cicippio déclarait d'abord : « J'en appelle à toute personne d'honneur qui peut intervenir en faveur de la libération de cheikh Abdel Karim Obeid. »

FRANÇOISE CHÉPAUD.
(Lire la suite page 3.)

(1) Allusion claire à l'attentat de septembre 1983 contre le quartier général des « marines » américaines qui avait fait deux cent quarante morts.

En début d'après-midi jeudi, l'OJR avait déjà répondu de « quatre heures » son premier ultimatum fixé à dix-huit heures locales « en réponse », affirmait le communiqué, « à la demande de Cicippio ». A ce communiqué de deux lignes manuscrites en arabe était, en effet, jointe une cassette vidéo d'une minute trente, poignant appel de l'otage américain. Très amaigri, l'air exténué, la voix rauque, Joseph Cicippio déclarait d'abord : « J'en appelle à toute personne d'honneur qui peut intervenir en faveur de la libération de cheikh Abdel Karim Obeid. »

FRANÇOISE CHÉPAUD.
(Lire la suite page 3.)

(1) Allusion claire à l'attentat de septembre 1983 contre le quartier général des « marines » américaines qui avait fait deux cent quarante morts.

En début d'après-midi jeudi, l'OJR avait déjà répondu de « quatre heures » son premier ultimatum fixé à dix-huit heures locales « en réponse », affirmait le communiqué, « à la demande de Cicippio ». A ce communiqué de deux lignes manuscrites en arabe était, en effet, jointe une cassette vidéo d'une minute trente, poignant appel de l'otage américain. Très amaigri, l'air exténué, la voix rauque, Joseph Cicippio déclarait d'abord : « J'en appelle à toute personne d'honneur qui peut intervenir en faveur de la libération de cheikh Abdel Karim Obeid. »

FRANÇOISE CHÉPAUD.
(Lire la suite page 3.)

(1) Allusion claire à l'attentat de septembre 1983 contre le quartier général des « marines » américaines qui avait fait deux cent quarante morts.

En début d'après-midi jeudi, l'OJR avait déjà répondu de « quatre heures » son premier ultimatum fixé à dix-huit heures locales « en réponse », affirmait le communiqué, « à la demande de Cicippio ». A ce communiqué de deux lignes manuscrites en arabe était, en effet, jointe une cassette vidéo d'une minute trente, poignant appel de l'otage américain. Très amaigri, l'air exténué, la voix rauque, Joseph Cicippio déclarait d'abord : « J'en appelle à toute personne d'honneur qui peut intervenir en faveur de la libération de cheikh Abdel Karim Obeid. »

FRANÇOISE CHÉPAUD.
(Lire la suite page 3.)

(1) Allusion claire à l'attentat de septembre 1983 contre le quartier général des « marines » américaines qui avait fait deux cent quarante morts.

En début d'après-midi jeudi, l'OJR avait déjà répondu de « quatre heures » son premier ultimatum fixé à dix-huit heures locales « en réponse », affirmait le communiqué, « à la demande de Cicippio ». A ce communiqué de deux lignes manuscrites en arabe était, en effet, jointe une cassette vidéo d'une minute trente, poignant appel de l'otage américain. Très amaigri, l'air exténué, la voix rauque, Joseph Cicippio déclarait d'abord : « J'en appelle à toute personne d'honneur qui peut intervenir en faveur de la libération de cheikh Abdel Karim Obeid. »

FRANÇOISE CHÉPAUD.
(Lire la suite page 3.)

La COB enquête sur Eurotunnel

Recherche d'éventuels délits d'initiés

PAGE 16

Les réformes en URSS

Un pas vers l'autonomie des entreprises

PAGE 5

Accord scientifique franco-australien

Des « gènes tueurs » pour l'amélioration des plantes

PAGE 6

1939-1940, l'année terrible

XV. - Moi, général de Gaulle, actuellement à Londres

PAGE 2

La télévision du futur

I. - L'Eldorado de l'industrie électronique

PAGE 7

Le désarmement chimique

Un obstacle levé entre Washington et Moscou

PAGE 5

Le Monde

SANS VISA

Le Luxembourg à la ville comme à la campagne

■ Gastronomie ■ Jeux

PAGES 9 à 11

Le sommaire complet se trouve page 20

Incendies de forêts

La lutte et la prévention

Alors que les incendies, qui ont déjà ravagé 35 000 hectares dans les départements du Midi ne sont pas totalement maîtrisés, M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, continue à parcourir la région pour se rendre compte de la situation et encourager les hommes du feu. Après s'être rendu, jeudi 3 août, dans les Bouches-du-Rhône et le Var, le ministre devait visiter le Gard au cours de la journée de vendredi.

De son côté, M. Brien Lalonde, secrétaire d'Etat à l'environnement, est arrivé en Corse après être passé par le Var.

Les déclarations de M. Jean Bousquet, maire de Nîmes, et celles de M. Haroun Tazieff, ancien commissaire aux risques majeurs, relancent la polémique sur la politique à mettre en œuvre pour prévenir et lutter contre les feux de forêts.

(Lire page 6 les articles de GUY PORTE et MARC AMBROISE-RENDU.)

Barcelonnette et Jausiers défendent leurs chasseurs alpins

La colère de la vallée de l'Ubaye

Parmi les mesures du « Plan Armées 2000 » présenté par le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, figure la suppression de treize unités militaires, dont celle du 11^e bataillon de chasseurs alpins (BCA), implanté sur les communes voisines de Barcelonnette, sous-préfecture des Alpes-de-Haute-Provence, et de Jausiers, dans la vallée de l'Ubaye, où les réactions des élus et de la population sont les plus vives.

BARCELONNETTE
de notre correspondant régional

Depuis qu'ils ont appris, il y a un mois, la dissolution du 11^e BCA, les élus de la vallée de l'Ubaye ne décabotent pas. « Jusqu'au bout, dit indigné, le maire (UDF) de Barcelonnette, M^{me} Françoise Meyran-Bouscarle, un notaire réputé pour son franc-parler, on nous a menti et traité en moins que rien. » Depuis Thiver dernier, des rumeurs alarmantes, de source militaire,

avaient couru sur l'avenir de la garnison. Au début de l'année, M. Chevènement les avait non seulement démenties, mais il avait promis au député André Bellon (PS), « une concertation étroite avec les élus locaux ». Or la nouvelle est tombée à Barcelonnette sans le moindre égard : un simple

coup de téléphone donné, le jeudi 29 juin, par le directeur adjoint de cabinet de M. Chevènement et reçu, en l'absence de M^{me} Meyran-Bouscarle, par la secrétaire générale de la mairie...

« Aucune entreprise ne se serait conduite avec une telle désinvolture », déclare le maire (PS) de Jausiers, M. Jean-Pierre Aubert.

GUY PORTE.
(Lire la suite page 6.)



La candidature à la présidence de l'écrivain latino-américain

M. Vargas Llosa « sauveur » du Pérou ?

Alors que le Pérou traverse l'une des plus graves crises de son histoire, l'écrivain Mario Vargas Llosa apparaît comme l'un des successeurs les plus probables du président Alan García, dont le mandat expire l'année prochaine. Un défi que l'homme de lettres latino-américain souhaite relever.

LIMA
correspondance

Il a, c'est vrai, un charme certain, Mario Vargas Llosa, candidat officiel du Frente (Front démocratique, droite libérale) à la présidence du Pérou. Une élégance très britannique, de la distinction, une courtoisie raffinée ; il arbore une cinquantaine solide, entretenue - quand il le peut -

par un jogging quotidien sur un boulevard de Barranco, proche de sa résidence liménienne, qui domine le Pacifique. Le sourire affable, il plaît dans les salons littéraires de New-York et d'Europe, où l'on se bouscule autour de cet excellent écrivain - l'un des plus grands d'une littérature latino-américaine justement reconnue aujourd'hui comme une des premières de la planète. - qui semble davantage fêté, sinon plus célèbre, depuis qu'il est entré en politique. Un peu par hasard. Et, dit-il avec énergie, malgré lui, « Je n'ai pas vraiment d'ambition politique, affirme-t-il, et, dans mon cas, c'est la vérité. »

Mais Alan García avait aussi du charme, un physique plutôt avantageux qu'il a conservé, bien sûr, ayant juste passé le cap de la quarantaine. Une présence qui

l'avait aidé à séduire les foules pendant sa campagne électorale de mars 1985, mais qui ne joue plus guère aujourd'hui, alors que son pays, internationalement isolé, s'enfonce dans une crise économique d'une ampleur sans précédent et que la subversion armée défie l'Etat avec une insolence croissante.

« Le seul charme, dit François Bourricaud, éminent spécialiste du Pérou et ancien professeur à Paris d'Alan García, ne résoud rien de façon durable. Il permet d'accéder au pouvoir, nous l'avons vu avec García, mais gouverner un pays, c'est autre chose. Il ne suffit pas de dire : « Je suis le plus beau et le plus intelligent... »

MARCEL NIEDERGANG.
(Lire la suite page 4.)

MAX GALLO

UNE AFFAIRE PUBLIQUE

Roman

Le roman de la France d'aujourd'hui
Il ne ménage rien ni personne

ROBERT LAFFONT

des livres ouverts sur la vie

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 5 dr. ; Tunisie, 600 mt. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,96 \$; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 160 pes. ; Grèce, 80 dr. ; Italie, 180 L. ; Liban, 0,400 L. ; Luxembourg, 80 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 f. ; Portugal, 140 esc. ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,80 fr. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

سنة ١٤١٠ هـ

IL Y A 50 ANS, LA GUERRE

1939 • 1940

L'ANNEE TERRIBLE

« La flamme de la résistance française ne doit pas s'éteindre, et ne s'éteindra pas. » Au quatrième étage de la BBC, Charles de Gaulle lance ce qui deviendra l'appel du 18 juin. A ce moment-là, il n'est qu'un général de brigade quasiment inconnu, et on ne se presse guère pour le rejoindre à Londres. Le Premier britannique, Churchill, avait espéré un plus « gros gibier », mais, pragmatique, il fait affaire avec ce général non conformiste et de caractère.

« A mesure que s'envoient les mots irrévocables, je sentais en moi-même se terminer une vie, celle que j'avais menée dans le cadre d'une France solide et d'une indissoluble armée. A quarante-neuf ans, j'entrais dans l'aventure comme un homme que le destin jetait hors de toutes les séries. » On aura reconnu la patte du mémorialiste Charles de Gaulle, qui n'hésita guère à grossir le trait dans cette geste épique que sont les *Mémoires de guerre*. Mais, en l'occurrence, c'est bien dans une véritable aventure que se lançait, le 18 juin 1940, le général de brigade Charles, André, Joseph, Marie de Gaulle.

Envoyé à Londres par le président du conseil, il avait regagné Bordeaux le 16 juin au soir. Depuis que Paul Reynaud l'avait fait, le 5 juin, sous-secrétaire d'Etat à la défense nationale, il s'était beaucoup démené, essayant de ramener les énergies et de raffermir l'alliance franco-britannique. A Londres, il avait pris sur lui de détourner vers les ports britanniques le *Pasteur*, chargé de matériel militaire acheté aux Etats-Unis; bien plus, il avait saisi au vol l'idée lancée par Jean Monnet de mettre sur pied, pour créer un choc salutaire, une « union franco-britannique »; le projet, on le sait, reçut l'aval de Churchill, mais fut refusé par la plupart des ministres du gouvernement Reynaud. Et, en atterrissant à l'aérodrome de Mérignac dans l'avion à quatre places aux couleurs de la RAF mis à sa disposition par Churchill, Charles de Gaulle apprenait la démission de Reynaud et la fin de sa mission. Il est difficile de dire à quel moment précis il prit la décision de sauter le pas: onze heures après son arrivée, il repartait. Les Vichysois ont prétendu que c'était par dépit de ne pas figurer dans le nouveau gouvernement: rien ne vient étayer cette assertion. Des esprits à peine mieux intentionnés ont écrit qu'il avait surtout craint d'être arrêté, comme Georges Mandel le sera le 17. On peut penser, en effet, qu'il entendait demeurer libre et qu'il pressentait qu'il y avait, à tous égards, urgence.

La décision de partir, il la prit seul. Le général anglais Spears, qui le convoqua jusqu'à Londres, a tracé (plus tard) le portrait d'un de Gaulle désemparé, qu'il aurait fallu hisser dans la carlingue de l'avion; on croirait, à lire cet homme de confiance de Churchill, que sans sa présence d'esprit il n'y aurait pas eu d'appel du 18 juin; la brouille postérieure des deux hommes explique sans doute pareil détournement de mémoire, car tous les autres témoins nous présentent de Gaulle décidé, maître de lui. Au soir du 16, il rendit visite à Reynaud; le président du conseil démissionnaire l'encouragea, lui fit verser 100 000 francs puisés dans les « fonds secrets » et préparer des passeports pour sa femme et ses filles. Selon les *Mémoires de guerre*, « le départ eut lieu sans romantisme et sans difficulté ». Spears emmenait aussi l'aide de camp Geoffroy de Courcel, qui avait, aux yeux de de Gaulle, le mérite de savoir négocier et de parler anglais couramment. En décollant de Mérignac, le 17 juin à 9 heures, Charles de Gaulle venait bien de larguer les amarres.

Dans l'après-midi du 17, il rencontra Churchill, lui faisait part de ses projets, et notamment de son désir d'utiliser la BBC. Le Premier britannique admira en connaissance la détermination et le sang-froid manifestés par ce Français, dont il pensait déjà, depuis une quinzaine de jours, beaucoup de bien; mais les deux hommes convinrent qu'il ne fallait rien entreprendre avant que le nouveau gouvernement français n'annonce officiellement qu'il demandait l'armistice. Quand le discours de Pétain fut connu, de

Gaulle se mit à la rédaction de son premier « Appel ». Lui qui venait de prévenir le général Colson, le nouveau ministre de la guerre, de son arrivée à Londres, et affirmait attendre ses ordres, déclarait à Jean Monnet: « Il n'y a plus rien à faire en France. C'est ici que nous allons travailler. »

Informé des grandes lignes de son intervention, le cabinet britannique, qui ne voulait pas rompre les ponts avec Bordeaux, avait décidé, dans un premier temps, de ne pas le laisser parler sur les ondes. De Gaulle l'ignorait quand il pénétra, vers 20 heures selon toute vraisemblance, dans le studio 4B, au quatrième étage de la BBC. Il tenait devant lui, surchargé de ses ultimes ratures, le texte que venait de lui taper celle qu'on peut considérer comme la première volontaire de la « France libre », Elisabeth de Miribel, qui travaillait jusqu'alors sous les ordres de Paul Morand à la mission économique et qu'avait retrouvée Geoffroy de Courcel. La facture du texte était très classique, avec des périodes construites, comme on apprendait à le faire chez les Frères, sur un rythme ternaire; mais c'était clair et concis. Il y avait quelques formules fortes. Bien que sa voix fût un peu rauque et son ton monocorde, il se révélait doué pour cette guerre des ondes, qui compta elle aussi.

L'« Appel » du 18 juin ne fut pas archivé, parce que les techniciens de la BBC étaient trop occupés par un discours flamboyant de Churchill. C'est d'ailleurs sur ce discours que titrait, le lendemain, la presse britannique: « Seul le *Times* consacrait en page 3 — sa page noble — une ligne de plus à l'« Appel » qu'au discours du Premier britannique: sept lignes. Quant aux Français, eux aussi suspendus à leur radio, ils étaient peu nombreux à prendre la BBC. Quelques journaux — le *Progrès de Lyon* et des quotidiens marseillais, notamment le *Petit Provençal* — donnèrent des extraits plus ou moins longs du texte gaullien, mais en gommant les critiques contre les « chefs ». Au bout du compte, si l'« Appel » ne passa pas totalement inaperçu et en incita certains à gagner la Grande-Bretagne, il apparut comme une péripétie de cette fin du mois de juin. Charles de Gaulle ne pensait certainement pas soulever les foules avec ce texte. Mais il entendait dire à haute voix qu'il existait une politique autre que celle choisie par Philippe Pétain, que « rien n'était perdu pour la France ». Il ne s'adressait pas à l'heure, il est vrai, qu'aux militaires « qui se trouvent en territoire britannique ou qui viendraient à s'y trouver », leur enjoignant de « se mettre en rapport » avec lui. Mais, élargissant le propos, il assurait solennellement à toutes celles et à tous ceux qui refusaient la défaite: « La flamme de la résistance française ne doit pas s'éteindre, et ne s'éteindra pas. » C'est ce qu'il appelait « hisser les couleurs ». Il le faisait en bon disciple de Péguy, se souvenant que son maître en nationalisme avait écrit que celui qui ne se rend pas a toujours raison sur celui qui se rend.

EST-CE à dire qu'il ne réagissait que par une sorte d'instinct nationaliste? Non. Il avait des idées bien arrêtées et, pour envisager la suite des événements, partait de trois postulats: 1) les Anglais tiendraient bon; 2) la guerre deviendrait un conflit planétaire; 3) dès lors, le Reich serait vaincu. Alors que Pétain ne voyait de salut que dans un repli frileux sur l'Hexagone, de Gaulle pariait sur la mondialisation du conflit. Il est naturel de comparer les messages du « Maréchal » aux discours de son ex-protégé. Le premier exonérait les « grands chefs » de l'armée française de toute responsabilité dans la défaite, la rejetant sur les Alliés, la classe politique et l'« esprit de jouissance » du peuple français. Le salut, dans ces conditions, ne viendrait pas d'une aide extérieure, mais bien d'un « redressement moral et intellectuel ». Le second ne cachait pas en privé que l'Etat avait bel et bien failli. Mais il entendait ne pas inverser l'ordre des priorités et ne formulait pour l'heure qu'un diagnostic technique: c'était l'armée française et ses chefs qui avaient perdu la première manche, faute de s'être dotés de la doctrine et des moyens nécessaires. C'est pourquoi rien n'était perdu: « Les mêmes moyens qui nous ont vaincus peuvent faire venir un jour la victoire. » Et la situation, pour préoccupante qu'elle fût, n'était pas désespérée: il fallait s'ancrer dans l'Empire et faire fond sur la Grande-Bretagne. De Gaulle n'était pourtant nullement anglo-

18 juin 1940



Le général de Gaulle photographié à son bureau de l'Hôtel Rubens, à Londres, et les studios de la BBC, d'où partaient toutes les émissions vers l'Europe.

XV - Moi, général de Gaulle, actuellement à Londres

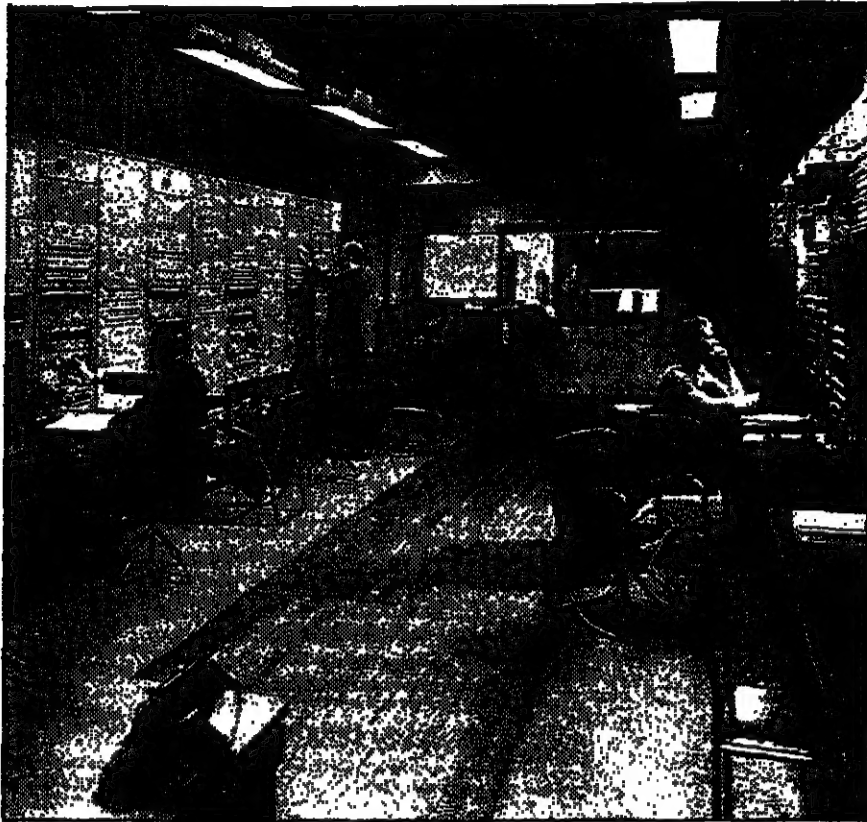
par
Jean-Pierre Azéma

phile: les souvenirs de Fachoda avaient marqué son adolescence plus que les flonflons de l'Entente cordiale, et la politique manichéenne de Chamberlain n'avait rien amélioré. Mais il faisait confiance à Churchill.

CHURCHILL, de son côté, avait été impressionné par ce grand échafaud qui se prenait pour Jeanne d'Arc. Les Anglais avaient d'abord espéré ramener un plus gros poisson. Ils envoyèrent l'équipe de Jean Monnet contacter notamment Mandel et Reynaud. En vain. Quelques jours plus tard, ils s'efforcèrent encore de prendre langue avec Mandel et Daladier, qui avaient rejoint Casablanca par le *Massilia*. Mais ils ne purent les approcher. Et c'est à défaut d'un « gros gibier » — c'est l'expression de Churchill — que le Premier britannique se rabattit sur Charles de Gaulle. Car la notoriété de celui qui n'était qu'un général de brigade (nommé à titre temporaire le 25 mai) se réduisait à ceux, parlementaires et militaires, qui avaient eu à prendre position sur la motorisation de l'armée. Vers l'armée de métier, son ouvrage le plus cité, paru en 1934, ne s'était pas vendu à un millier d'exemplaires. Et si le colonel de Gaulle, à la tête des chars de la 4^e DCR, avait bien guerroyé en mai 1940 à Montcornet (près de Laon) et devant Abbeville, on peut souscrire au jugement formulé par Jean Lacouture, son biographe: « Avec un courage physique qu'attestent vingt faits, un sang-froid presque inhumain, une énergie proverbiale, Charles de Gaulle ne semble pas avoir montré sur le terrain les qualités de coup d'œil et d'invention qui font qu'avec mille hommes on est Masséna ou Rommel. »

Un observateur aussi attentif que l'était Churchill avait perçu chez cet homme — élevé dans un milieu plutôt conventionnel et façonné par une armée qui ne l'était pas moins — une grande liberté d'esprit: c'était, pour une bonne part, un non-conformiste politiquement, il jugeait inopérante la coupe droite-gauche; il n'avait pas hésité à prendre le contre-pied de la doctrine prônée par les « grands chefs » (y compris Pétain, son ancien protecteur) et avait osé, en pleine guerre, en violant les règles hiérarchiques et l'obligation de réserve, adresser le 26 janvier 1940 à quatre-vingts personnalités civiles et militaires un mémoire critiquant les plans de l'état-major. Sa courte carrière ministérielle, au cours de laquelle il avait fait montre d'une grande détermination « belliste », lui avait appris que transiger était vain et qu'il fallait savoir trancher.

En cette fin du mois de juin, de Gaulle avait un quartier général déniché dans un local à usage commercial donnant sur la Tamise: Saint-Stephens House. En



s'explique que le ralliement des 133 marins valides qui avaient quitté l'île de Sein le 24 juin ait été salué comme un événement.

Dans ces journées décisives, de Gaulle lui-même naviguait probablement à vue. Mais le général Lelong, attaché militaire à Londres, se méprenait en envoyant, le 20 juin, ce message à Bordeaux: « Le général de Gaulle est prêt à exécuter l'ordre de rentrer transmis par le gouvernement. » En réalité, le 19, de Gaulle avait télégraphié à Nogues, qui commandait les forces françaises en Afrique du Nord: « Me tiens à votre disposition, soit pour combattre sous vos ordres, soit pour toutes démarches qui pourraient vous paraître utiles »; mieux, le lendemain, il se disait décidé à « servir sous l'autorité » de Weygand, si ce dernier entendait « gagner la France d'outre-mer et y poursuivre la guerre ». Mais les proconsuls, sans Catroux et Le Gentilhomme, qui commandaient en Indochine et sur la Côte des Somalis, répondaient par un silence dédaigneux, et Weygand finit par préciser: « Si le colonel en retraite de Gaulle croit devoir s'adresser à moi, il le fera sous forme officielle. » Devant les refus et les tergiversations des grands notables civils ou militaires, Churchill, avec son pragmatisme coutumier, fit affaire avec ce général qui en voulait, qui avait une tête bien faite et des trépas: le 28 juin, il le reconnaissait « chef de tous les Français, où qu'ils se trouvent, qui se rallieront à lui, pour la défense de la cause alliée ». Le même jour, Charles de Gaulle coupait les ponts avec le gouvernement de Bordeaux, auquel il déniait dorénavant toute légitimité.

En une dizaine de jours, le non-conformiste était devenu un dissident, puis un rebelle; comme le notait dans ses *Carnets* le journaliste Pierre Mailand (il prendra le nom de « Pierre Bourdan »), chez cet homme « dont les traits évoquaient, tout d'abord, un dessin néo-classique », il y avait « du croisé et du pédagogue, du casuiste et du réformé ». Il affirmait à la BBC, le 26 juin: « Nous rejoignons la France. » Mais sa première traversée du désert devait durer quatre années pleines.

REPÈRES BIBLIOGRAPHIQUES

► Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre*, tome I, « L'Appel », 1940-1942, Paris, Plon, 1954, 680 p.
► Jean Lacouture, *De Gaulle, I. « Le Rebelle »*, Paris, Le Seuil, 1984, 889 p.

Prochain article:
Jean Moulin,
préfet d'Eure-et-Loir

QUANT à l'armée de la France » de Gaulle entendait lever, il lui fallait se contenter d'effectifs très modestes, même après avoir harangué la troupe à Trentham Park: se rallièrent quelques officiers subalternes qui n'étaient pas obédés par leur carrière, tels les capitaines Kéng et Dewavrin (le futur « Passy », à qui de Gaulle confia les 2^e et 3^e bureaux), et quelques futurs grognards du gaullisme: ils étaient peu représentatifs de l'« annuaire ». Il recruta dans la division légère alpine qui avait combattu à Narvik et dans la 13^e demi-brigade de légion étrangère; mais les premiers volontaires tenaient dans le cinéma L'Olympia. On

La crise au Proche-Orient et le sort des otages

Washington : soulagement et perplexité

WASHINGTON
correspondance

« Soulagement et perplexité » : telle pourrait être la formule caractérisant la première réaction des milieux officiels à la décision de M. Joseph Ciccipio, l'évidente satisfaction créée par un dénouement provisoire est tempérée par les interrogations qui se posent pour l'avenir. Aussi s'est-on montré prudent à la Maison Blanche, dont le porte-parole a dit seulement qu'il s'agissait d'un « développement encourageant mais ne répondant pas à notre souhait permanent de voir libérer tous les otages ». A dire vrai, dans l'entourage du président, on est perplexé sur les chances d'aboutir, dans un avenir rapproché, à une solution globale du problème des otages.

Dans ce contexte, l'attitude de l'Iran, et plus précisément du président Rafsanjani à son entrée en fonctions, entretient l'espoir d'une évolution et d'une contribution positives du gouvernement de Téhéran. Mais on se demande jusqu'à quel point le gouvernement iranien est prêt à aller au-delà de la mesure il peut contrôler les groupes extrémistes chiites. Bref, tout en entretenant la possibilité de résoudre la crise immédiate par une négociation sur un échange de prisonniers, on souhaite que ce dénouement ait des lendemains plus positifs et marque un nouveau point de départ.

En tout cas, on ne manque pas de souligner que le président Bush s'est bien tiré de cette première grande épreuve de sa présidence. Son « forcing » diplomatique de ces derniers jours a été payant, dit-on, en indiquant que le président avait contacté par téléphone une douzaine de personnalités étrangères parmi lesquelles M. Thatcher, le chancelier Kohl, M. Ciriaco De Mita, le président Chirac d'Algérie, le pape, ainsi que les rois d'Arabie saoudite, du Maroc, de Jordanie et du Sultan d'Oman.

De son côté, le secrétaire d'Etat, M. Baker, maintient le contact avec M. Arzou, son homologue israélien, ainsi qu'avec M. Chavardine, en fait, le ministre sovié-

que, de retour à Moscou, avait fait part à l'ambassadeur américain de l'impression optimiste qu'il tirait de ses conversations avec les dirigeants iraniens.

Le président Bush ne s'est pas contenté d'orchestrer cette importante action diplomatique internationale (les gouvernements japonais, français et italien seraient également intervenus auprès de Téhéran et Damas), mais il avait adressé des messages à l'Iran (par l'intermédiaire du gouvernement suisse) et à la Syrie (le Monde du 4 août). Ces messages étaient formels : soulignant que les deux gouvernements iraniens et syriens seraient tenus pour responsables de la sécurité des otages - mais non menaçants, dit-on à la Maison Blanche.

On souligne également que la concentration d'une importante force aéronavale en Méditerranée avait dû être prise en considération à Téhéran comme à Damas. Le président Bush, en effet, était disposé à s'engager dans une opération militaire limitée, fort de l'appui du Sénat, qui, avant le succès annoncé de l'opération de M. Ciccipio, avait approuvé à l'unanimité une résolution insistant sur une « action appropriée de représailles » si d'autres otages américains étaient enlevés.

La réaffirmation par le département d'Etat du refus des Etats-Unis de négocier avec les terroristes apparaissait ainsi comme un adage dépassé par la réalité. Il semble, en effet, que Jérusalem et Washington sont tacitement d'accord pour envisager une négociation s'inspirant d'un précédent en 1985. Les Américains avaient alors refusé de traiter directement avec des pirates de l'air en sachant que la libération des passagers d'un avion de la TWA serait suivie de la remise en liberté de plusieurs centaines de prisonniers palestiniens.

Les milieux diplomatiques reconnaissent que le président Bush a bien maîtrisé les pressions contradictoires de ceux qui demandent priorité à la sauvegarde des otages, quel qu'en soit le prix, et de ceux qui insistent pour qu'une leçon sévère soit donnée aux terroristes. A vrai dire, le grand public, très ému par l'apparition à la télévision de M. Ciccipio faisant ses adieux à sa femme, paraît satisfait du dénouement, bien qu'il soit peut-être de caractère temporaire. Beaucoup d'Américains ont prié chez eux pour M. Ciccipio, à commencer par le président Bush dans son bureau de la Maison Blanche.

HENRI PIERRE.

Jérusalem : optimisme prudent

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Par une voie détournée et encore certainement semée d'embûches, l'objectif que s'était fixé Israël en enlevant Cheikh Obeid paraît à nouveau accessible : parvenir à un échange de prisonniers. C'est dire que le communiqué publié jeudi soir par les ravisateurs a été accueilli avec une immense satisfaction à Jérusalem : « Cela prouve que la formule est payante et que le message musul-clé adressé par les Américains aux Iraniens et aux Syriens a été capté ».

Mais surtout le communiqué de l'OJRP est considéré comme le signe que, malgré tout, le calcul fait par Israël en enlevant la semaine dernière Cheikh Obeid n'était pas erroné. Le principal auteur de ce calcul, le ministre de la Défense M. Itzhak Rabin, s'est d'ailleurs empressé de saisir la balle au bond : « Tout ce que nous recherchons, c'est le retour des soldats israéliens détenus ou disparus au Liban sud. Si la proposition des chiites est sérieuse, nous l'étudierons favorablement ».

Pour l'heure, un optimisme prudent règne donc à Jérusalem, prudent, car l'on constate qu'à ce stade

le Hezbollah n'a pas évoqué dans son communiqué le sort des trois militaires israéliens qu'il est censé détenir depuis 1986. Sa proposition n'est d'ailleurs pas formulée comme une offre d'échange de prisonniers, mais comme une liste de revendications présentées à Israël.

Jérusalem s'apprête à présent à essayer de tester les véritables intentions du Hezbollah. Les dirigeants vont sans doute réaffirmer la proposition d'échange telle qu'elle a déjà été présentée, lundi 31 juillet, par M. Itzhak Rabin : libération de Cheikh Obeid et de prisonniers chiites contre celle des militaires israéliens et des otages occidentaux entre les mains des organisations chiites.

Israël peut-il accepter dans le cadre d'un vaste marchandage international de relâcher également des prisonniers palestiniens comme l'exigent les chiites ? On ne peut l'exclure. Le général de réserve Moshe Nativ, qui a, dans le passé, négocié la libération de soldats israéliens détenus par des organisations palestiniennes a déjà fait remarquer : « Cela commence toujours par la présentation de listes ; dans le cas présent, les pressions internationales faciliteront peut-être les choses, mais il est certain que, au bout du compte, si un accord intervient, nous payerons un prix élevé ».

Même dans les scénarios les plus optimistes, tout indique, en effet, qu'un éventuel accord fera l'objet de longues et difficiles tractations accompagnées de nombreuses crises. Ce qui constitue en tout cas aujourd'hui un autre sujet de satisfaction pour Israël, c'est le feu vert accordé par les Etats-Unis pour de telles négociations.

Derrière le malaise israélien au début de cette crise, se dissimulent en fait aussi des divergences sur les positions de principe : les Etats-Unis sont contre tout pour-parler avec des prédateurs d'otages, alors que le but même de l'enlèvement de Cheikh Obeid était, selon Jérusalem, d'engager de tels pour-parlers avec les organisations chiites. A présent, le secrétaire d'Etat James Baker a fait savoir qu'il « comprenait » la position israélienne.

Si un processus de négociations s'engage effectivement, il se fera certainement par le biais d'une étroite coordination israélo-américaine. On souligne d'ailleurs, à Jérusalem, qu'une ligne de téléphone directe a été établie entre le ministre des affaires étrangères, M. Moshe Aron, et le secrétaire d'Etat américain.

(Interim.)

Les extrémistes chiites seraient prêts à engager une négociation avec Israël

(Suite de la première page.)

Joseph Ciccipio poursuivait : « Ne tardez pas, car ils sont très sérieux dans leur menace de nous punir. Le délai approche et les heures sont très courtes. (...) Ne me laissez pas. Je demande au peuple américain d'obliger Israël à relâcher Cheikh Abdel Karim Obeid immédiatement, parce que son rapt n'est pas humain. Nous, le peuple américain, sommes toujours les victimes de la politique d'Israël et le président Bush n'a pas aidé à nous libérer du royaume, ma femme. Si tu n'entends plus jamais ma voix et ne vois plus mon visage, je veux que tu prennes soin de toi, et ne sois pas triste, et souviens-toi toujours de moi ».

Ce nouveau sursis, fait significatif, ne comporte plus d'ultimatum

précis, ce qui allège la pression. Il démontre en tout cas que la diplomatie engagée par Washington dans toutes les directions a déjà porté ses fruits et qu'à travers cette affaire, c'est éventuellement tout le dossier des otages qui peut faire maintenant l'objet des négociations.

La précision des termes employés par l'OJRP ne répond certes pas à la proposition israélienne (« échange de Cheikh Obeid et des chiites détenus par Israël contre trois soldats israéliens ou de tous les otages occidentaux ») mais pourrait permettre d'ouvrir ce marchandage global. Dès jeudi soir, le ministre israélien de la Défense, M. Itzhak Rabin, répliquait : « Toute proposition en vue d'un échange de prisonniers sera étudiée par Israël ».

En exigeant l'élargissement de militants de l'Intifada palestinienne, sans autres précisions, les pro-Iraniens font peut-être allusion aux membres de la direction de Hamas, récemment arrêtés par Israël, qui avait affirmé alors avoir démantelé l'organisation intégriste palestinienne. C'est sans doute aussi un message des extrémistes aux modérés : « Vous devez compter sur nous dans toutes négociations avec l'Etat hébreu », une nouvelle preuve de la volonté de l'Iran qui, dans la version dure de la révolution islamique, prône par l'imam Khomeiny, mettrait la libération de Jérusalem au premier plan de ses objectifs, de ne pas être ignoré complètement dans toute négociation globale sur le

règlement de la crise au Proche-Orient.

Sollicitée de toutes parts alors qu'il n'a pas encore pris officiellement ses nouvelles fonctions de président de la République, M. Rafsanjani doit jouer serré pour à la fois tenir compte de son aile dure et réussir son ouverture vers l'Occident, seul moyen pour lui d'amorcer la reconstruction de son pays en ruine après huit ans de guerre.

Le rappel par le guide de la révolution islamique, l'ayatollah Ali Khamenei, à M. Rafsanjani, jeudi, que « la confiance placée en lui persistera aussi longtemps qu'il avancera dans la voie des principes éternels définis une fois pour toutes par l'imam Khomeiny » et sa condamnation des « haut-parleurs de l'oppression mondiale et du sionisme pour l'analyse qu'ils font de la nouvelle ère qui commence en Iran », sont à cet égard lourds de sens.

Si les messages de Washington à Téhéran ont été « extrêmement fermes », assortis d'ailleurs d'une démonstration de force navale qui laisse sceptique à Beyrouth, on ne rappelle les gesticulations de la flotte américaine en 1982-1984 qui n'avaient pas empêché les marines de quitter sans gloire le Liban, on souligne aussi que cette affaire a permis la réouverture du dialogue entre les Etats-Unis et la Syrie. En raison de sa présence militaire au Liban, de ses liens avec les extrémistes pro-iraniens dont elle contrôle tous les mouvements, Damas ne peut en effet être totalement ignoré. Comme l'affirme un responsable libanais : « La Syrie ne peut pas régler le problème des otages sans

l'Iran mais l'Iran de Rafsanjani ne peut régler le sort du noyau dur du Hezbollah sans la Syrie ».

En quête d'un dialogue avec Washington, Damas va sans aucun doute tenter de s'immiscer au mieux de ses intérêts dans ce marchandage. Mais reste à savoir quelle place est prête à lui consacrer l'Iran.

Comme d'habitude pourrait-on dire dans ce genre d'affaires, l'Algérie, sollicitée aussi par Washington, est entrée en scène, et outre les contacts pris à Beyrouth par l'ambassadeur d'Algérie avec le Hezbollah, un haut fonctionnaire des services de renseignements serait venu dans la capitale libanaise avant de se rendre à Téhéran. L'Algérie a gardé de très bons contacts avec les groupes extrémistes pro-iraniens et lors du dénouement du Boeing de la Kuwait Airways en avril 1988, c'est sur l'aéroport d'Alger qu'avaient été libérés les derniers otages, les pirates de l'air quant à eux, des extrémistes chiites libanais, avaient pu regagner tranquillement le Liban.

Les diplomates ont maintenant la parole et un peu de temps pour tenter d'aboutir à un accord qui ne peut être que l'aboutissement d'un processus. Mais, en rejetant la balle dans le camp d'Israël qui a donné le prétexte en enlevant Cheikh Obeid, les extrémistes pro-iraniens ont sans doute voulu aussi desservir l'état. Reste toutefois une question que tout le monde se pose ici, pourquoi Jérusalem a enlevé maintenant, plusieurs années après le rapt de ses soldats.

FRANÇOISE CHIPPAUX.

LIBAN

La France renouvelle son appui au comité tripartite arabe

La France a regretté jeudi 3 août dans un communiqué « l'ingratitude » à laquelle est parvenu le comité tripartite arabe dans sa mission au Liban et confirmé son appui à ce triumvirat, composé de l'Algérie, du Maroc et de l'Arabie saoudite.

Le gouvernement français « confirme son appui au comité tripartite et lance un appel aux parties, aux puissances intéressées et à l'ensemble de la communauté internationale pour redoubler d'efforts, en dépit des obstacles, pour accélérer un règlement de paix et mettre fin au martyre du peuple libanais tout entier ».

IRAN : l'élection de M. Rafsanjani entérinée par le Conseil de surveillance

Deux présidents à Téhéran...

Le Conseil de surveillance de la Constitution iranienne a entériné, mercredi 2 août, l'élection de M. Ali Akbar Hachemi Rafsanjani à la présidence de la République iranienne. Le Conseil de surveillance, organisme chargé de veiller à la validité de l'élection, a, par ailleurs, confirmé les résultats du référendum sur la réforme de la Constitution, qui a eu lieu le même jour que l'élection présidentielle.

Les amendements constitutionnels ont été adoptés par 97,38 % des votants, 16 250 459 électeurs s'étant prononcés pour et 397 867 contre. Aucun chiffre n'a été rendu public au sujet du nombre des abstentions. On sait que le Mouvement pour la libération de l'Iran de M. Bazargan et plusieurs autres groupes de l'opposition légale avaient boycotté la double consultation électorale. On note à ce propos que l'ayatollah Montazeri, l'ancien dauphin de Khomeiny démis de ses fonctions de successeur désigné, en mars 1989, n'a pas pris part au scrutin.

Jeudi, au cours d'une cérémonie dans la mosquée de Djamaran, au nord de Téhéran, qui communique avec la résidence de Khomeiny, le guide de la République islamique, Ali Khamenei, a accordé son aval au président élu tout en le mettant en garde sur les limites de son pouvoir. Le texte de la lettre de

M. Khamenei, lu par Ahmed Khomeiny - qui n'occupe aucune position officielle en sa seule qualité de fils et « souvenir de l'imam défunt », affirme, en effet, que la « confiance que lui accordé aujourd'hui le peuple serait retirée s'il s'écarterait de la ligne droite de l'imam ».

Ce n'est cependant qu'à la reprise de la session parlementaire, dans la seconde quinzaine du mois d'août, que M. Rafsanjani prendra effectivement ses nouvelles fonctions. La Constitution prévoit, en effet, que le président de la République prête serment devant l'Assemblée consultative islamique. D'ici là, l'Iran aura deux présidents : M. Ali Khamenei, qui, jusqu'à l'expiration de son mandat, qui intervient le 9 octobre 1989, demeure théoriquement le président en exercice, et M. Rafsanjani, le président élu, qui assume toutefois, comme il l'a toujours fait d'ailleurs dans le passé, la responsabilité effective du pouvoir.

Il est d'ailleurs fort probable que pour mettre fin à cette dualité, M. Khamenei démissionne de ses fonctions de président en exercice avant le 9 octobre, permettant ainsi à M. Rafsanjani d'accéder officiellement à ses fonctions de président de la République.

J. G.

Le cinquième congrès du Fath à Tunis

« L'Etat palestinien est à portée d'un jet de pierres » déclare M. Arafat

TUNIS
de notre correspondant

En ouvrant, jeudi 3 août, à Tunis, le cinquième congrès du mouvement Fath, principale formation de l'OLP, M. Arafat a réaffirmé la volonté de la direction palestinienne de poursuivre son initiative de paix, tout en maintenant sur le terrain la pression de l'Intifada.

M. Arafat, qui avait à ses côtés le président Ben Ali, à qui il a rendu hommage pour l'hospitalité et l'appui que l'OLP trouve en Tunisie,

a fait un long historique de la lutte palestinienne depuis la première balle tirée le 1^{er} janvier 1965, jusqu'à la dernière session du Conseil national palestinien à Alger, qui a débouché sur l'initiative de paix. Il a insisté sur la tenue d'une conférence internationale pour un règlement « basé sur la légalité internationale » et s'est déclaré partisan « de toute forme de dialogue avec l'ensemble des parties concernées » pour y parvenir.

Le président de l'OLP, de nouveau, rejeté le plan du premier ministre israélien Shamir, qui, selon lui, « vise seulement à entraver la paix et à lever l'opinion internationale » et s'est exprimé en termes très mesurés - quant les Etats-Unis finissent par reconnaître les droits des Palestiniens à l'autodétermination et à un Etat.

Pour M. Arafat, « l'indépendance du peuple palestinien constitue la condition de la paix au Proche-Orient » et l'Intifada, « voix retentissante et agissante de l'OLP », est « irréversible ». D'ailleurs, a-t-il ajouté, « l'établissement de l'Etat palestinien est maintenant à portée d'un jet de pierres ».

Durant les cinq jours que vont durer ces assises, les quelque mille participants vont faire le bilan et tirer les conclusions des multiples développements qui se sont succédés sur la scène palestinienne depuis leur précédent congrès tenu en mai 1980 à Damas. « Les discussions seront dures », nous a déclaré M. Salah Khalaf (Abou Iyad), adjoint de M. Arafat à la direction du Fath.

Outre une « petite minorité » hostile, dès le départ, à l'initiative de paix, beaucoup de congressistes sont déçus et irrités de la stagnation actuelle, reconnaît-il. « A Alger, puis à Genève, vous avez tous mis toutes les cartes sur la table et qu'avez-vous obtenu en échange ? », nous disent ces mécontents, explique M. Khalaf. « Que vous ont donné les Américains suite à l'ouverture du dialogue voilà huit mois ? A quoi ont abouti les contacts avec les Israéliens ? »

Les dirigeants du Fath devront donc se montrer convaincus pour calmer ces inquiétudes et ces impa-

tences et faire entendre, sans trop de réserves, la ligne qu'ils ont adoptée. M. Salah Khalaf ne prévoit toutefois pas de « révisions déchirantes », mais il n'exclut pas non plus que la direction du mouvement « aura peut-être une marge de manœuvre plus étroite à l'avenir ».

C'est sans doute pour cette raison que M. Arafat, qui aime avoir les coudées franches dans ses décisions, ne tenait pas à la convocation de ce congrès, déjà plusieurs fois reportée.

La réforme des structures

Les débats, qui ont lieu à huis clos, promettent aussi d'être animés sur la réforme des structures du mouvement et l'élargissement de ses différentes instances, thèmes inscrits à l'ordre du jour. Il s'agira, entre autres, de remplacer cinq des quinze membres du comité central, dont les places sont vacantes (trois, dont Abou Jihad, ont été assassinés, deux sont entrés en dissidence) et de porter de quatre-vingts à une centaine le nombre des membres du conseil révolutionnaire. Une innovation : un bureau politique sera constitué au sein du comité central.

Un important dispositif de sécurité a été mis en place tout autour du Palais des congrès, tout proche du centre de la capitale où se tiennent ces assises, ainsi qu'à l'abords des hôtels où sont logés les congressistes. L'armée a été mise en état d'alerte et une escadille de F-5 a survolé à plusieurs reprises Tunis alors que se déroulait la séance inaugurale.

C'est que le souvenir du raid israélien du 1^{er} octobre 1985 sur le quartier général de l'OLP, dans la banlieue de Tunis, et de l'assassinat, le 16 avril 1988, de son domicile, de Sidi Bou Said Abou Jihad, alors le numéro deux du Fath, est encore présent dans les mémoires. Et l'appel récent d'Ariel Sharon à l'assassinat de Yasser Arafat n'a pas contribué à calmer les inquiétudes.

Certains pays amis ont-ils donné des assurances pour apaiser ces craintes ? En tout cas, les milieux gouvernementaux ont démenti qu'une protection française et américaine du territoire ait été sollicitée.

MICHEL DEURÉ.

al de Gaulle,
à Londres

ملكا من الاصل

Amériques

M. Vargas Llosa « sauveur » du Pérou ?

(Suite de la première page.)

Mario Vargas Llosa n'a d'ailleurs pas — du moins pas encore — ce charisme classique des politiciens populistes latino-américains : le coup de gueule facile, l'éloquence creuse mais enflammée, le côté macho provocant, sûr de lui, ne portant pas de gilet pare-balles mais voulant que cela se sache, la bonhomie sincère et la démagogie dans la peau. Mario, ancien journaliste, homme de lettres catapulté à la tribune des meetings politiques, se force encore, on le voit bien, à « faire peuple ». Il réussit mieux place San Martín, à Lima, devant un public bon chic bon genre venu de San Isidro et de Miraflores, quartiers résidentiels, que dans les bourgeois de l'intérieur ou dans les bidonvilles sinistres et poussiéreux de l'immense capitale péruvienne.

Il parle bien, mais ce n'est pas un tribun. C'est un intellectuel de bonne volonté qui s'adresse à un peuple simple, misérable, désespéré, apparemment résigné mais qui attend de nouveau un « sauveur », l'homme providentiel qui sera capable de répondre aux multiples et redoutables défis du prochain quinquennat présidentiel (1990-1995).

Une crise économique dramatique

L'histoire semble se répéter. En 1980, après une parenthèse militaire ambiguë de douze années, Fernando Belaunde Terry, déjà président de 1963 à 1968, leader de l'Action populaire (conservateur), avait, lui aussi, été cet homme providentiel. Il a échoué, il a déçu ; son parti, aux élections de 1985, a chuté à moins de 7 % des suffrages. Et pourtant « l'architecte » Belaunde Terry, septuagénaire en pleine forme en 1989, revient au premier plan ; il promet d'aider Vargas Llosa à conquérir la présidence, sans donner l'impression toutefois de renoncer complètement à ses propres chances. Ses manœuvres avaient d'ailleurs incité Vargas Llosa à renoncer « de manière provisoire » à la candidature présidentielle. 21 juin dernier, et à boucler ses valises pour l'Europe. L'ancien président ayant fait amende honorable, Mario est revenu à Lima le 14 juillet, a repris sa « démission », plus fort qu'avant sa fausse sortie, mais pas encore à l'abri d'un coup de Jarnac de ses « alliés ».

Alan Garcia avait, avec encore plus de brio, assuré en 1985 ce rôle de « messie » et commencé sa présidence avec un taux de popularité record de près de 85 %. Quatre ans après la déception, énorme, et à la mesure des espoirs frustrés. Sa cote est tombée à moins de 5 %. Il a

même été, l'année dernière, à deux doigts de la chute. Les militaires, agacés mais indécis, ont été calmés in extremis par l'ambassadeur des États-Unis.

Hyper-inflation, récession, chute brutale du pouvoir d'achat (50 % en moyenne depuis douze mois) ; la crise économique est dramatique, mais le peuple n'est pas — pas encore — descendu dans la rue, comme à Caracas ou à Rosario. Fatalisme indien ? Délinquance, trafic de drogue en hausse, extension de l'insurrection armée du sentier lumineux qui prétend paralyser, sinon interdire, les élections municipales de novembre 1989 et les élections présidentielles et générales d'avril 1990 : la crise politique et institutionnelle impose des mesures radicales et nouvelles. Toute la classe politique en convient, d'ailleurs, mais elle est divisée.

Elle joue à préparer des élections sur un volcan. L'APRA, au pouvoir, est discréditée, affaiblie par des conflits internes et des appétits particuliers, mais menace déjà de soutenir la gauche pour faire échec à Vargas Llosa : « La droite ne reviendra jamais au pouvoir », a proclamé Armando Villanueva, ancien premier ministre et leader de la vieille garde apriste. Mais la gauche dite unie offre le spectacle ridicule, à l'heure des plus grands dangers, de querelles intestines, de disputes byzantines pour s'approprier un sigle, « la Gauche unie » (IU), qui n'a plus guère de sens. Alfonso Barrante, ancien maire de Lima et ex-leader de cette gauche unie, échappe au naufrage en lançant sa candidature à la présidence en dehors et par-dessus la tête des leaders des six petites formations rivales de gauche, et il compte former son propre parti. Une tactique pleine de bon sens. Le duel décisif, en avril 1990, pourrait opposer Barrante à Vargas Llosa.

Alan Garcia, malgré son échec désastreux pour le pays, n'a pas davantage renoncé à revenir, éventuellement en 1995. Mais c'est Mario, aujourd'hui, qui tient la corde. Les derniers sondages de juillet lui accordent 72 % d'intentions de vote. La plupart des chaînes de télévision privées le traitent déjà en vainqueur d'un scrutin annoncé et pourtant mis en question par l'offensive militaire et politique du Sentier lumineux. Mario Vainqueur ? La petite histoire retiendrait, dans cette hypothèse, que pour la première fois un ancien collaborateur de l'Agence France Presse accèderait à l'investiture suprême. Mais pour quelle politique ?

Vargas Llosa, jeune écrivain à succès (*La Ville et les Chiens*, en 1963, lui ont valu sa première distinction littéraire), flirtait alors avec l'extrême gauche, sympathisait avec la révolution cubaine. Comme tant d'autres intellectuels latino-américains, il a « viré sa cuit », rompu avec La Havane à l'occasion de la ténébreuse affaire Padilla (1), et progressivement adopté des posi-



tions libérales. Il a été, au départ, très influencé par l'économiste Hernando de Soto, auteur d'un best-seller, *L'Autre Sentier*, excellente analyse du phénomène clé des « informels » (60 % de la population active). Un de Soto qui n'est pas lui-même dénué d'ambitions politiques.

Antimilitariste

Vargas Llosa, maintenant leader du mouvement Liberté, l'une des trois composantes du Frente avec l'Action populaire de Belaunde Terry et le Parti populaire chrétien (PPC) de Luis Bedoya, s'en est un peu éloigné. Et il préconise maintenant ce qu'il appelle une économie sociale de marché (la libre concurrence tempérée par une action en faveur des plus démunis). Il dénonce avec raison la bureaucratie, envahissante, inefficace et corrompue de l'appareil d'État. Il sait pourtant, mais il ne dit nettement, qu'un libéralisme économique à la Thatcher, ou même à la chilienne, n'est guère applicable au Pérou où les pauvres — l'immense majorité — seraient encore plus écrasés, sacrifiés sur l'autel du redressement économique et financier. La marge est donc étroite.

C'est le projet, malheureux, d'établissement du système financier, lancé à grand fracas par Alan Garcia le 28 juillet 1987, qui a incité Vargas

Llosa à se lancer dans l'arène politique. Et l'économie reste son cheval de bataille. Il est plus prudent, sur le thème non moins dramatique de la subversion. Il nous avait déclaré à ce sujet : « Si les autorités ne se décident pas à mobiliser la population civile, l'armée seule ne pourra pas mettre la subversion en échec ». Une idée reprise depuis par le gouvernement Garcia et par les chefs de l'armée. Mais une idée dangereuse, car la formation ou le renforcement des milices civiles armées (des *ronderos* mal équipés affrontant déjà, parfois, les bandes du Sentier lumineux dans les villages perdus de la sierra) pourrait accélérer le processus de guerre et accroître le chaos qui submerge déjà certaines régions.

Vargas Llosa n'a jamais beaucoup aimé les militaires aux tendances totalitaires. « Au Pérou, dit-il, tous les cabinets militaires se sont terminés par des coups d'État, et le rôle des militaires n'est pas de gouverner... ». Le candidat à la succession très difficile d'Alan Garcia n'a pas oublié que des hommes en uniforme ont brûlé certains de ses livres en place publique. Et l'armée, qui s'est finalement décidée, contre l'avis, semble-t-il, du président Garcia, à lancer des « opérations coups de poing » contre le Sentier lumineux et les trafiquants de drogue dans la vallée tropicale du Huallaga, se méfie apparemment encore un peu de cet intellectuel antimilitariste, anti-apriste, anti-communiste et favorable à la réinsertion immédiate du pays dans la communauté financière internationale.

Mais l'armée se fera une raison si Vargas Llosa apporte enfin des réponses concrètes aux problèmes aigus d'une nation inquiète et sceptique. Le Pérou n'est sans doute pas encore « le Liban de l'Amérique du Sud », comme l'affirme John Read, président de la Citicorp de New York. Mais, comme le déclarait François Bourricaud : « C'est un pays, pour le moment du moins, ingouvernable. Les problèmes du pays, dit-il, sont terribles. Ils peuvent être encore aggravés par l'incompétence et la frivolité de ses dirigeants ».

MARCEL NEDERGAANG.

(1) L'affaire Padilla a débuté en mars 1971, lorsque l'écrivain Heberto Padilla a été arrêté à Cuba, sous l'accusation de complot contre le régime. Après avoir été soutenu par de nombreux intellectuels latino-américains — dont Mario Vargas Llosa — Heberto Padilla a fait son autocritique, dénonçant à son tour ses défenseurs. Cette affaire marque le début de la rupture de nombreux intellectuels latino-américains avec le régime castriste.

PANAMA

Première réunion de conciliation entre opposition, gouvernement et armée

Panama. — Les représentants du gouvernement, de l'armée et de l'Alliance démocratique d'opposition civile (ADOC) ont tenu, jeudi 3 août à Panama, leur première réunion de conciliation. A annoncé M. Diego Cordovez, ministre équatorien des affaires étrangères et chef de la mission de médiation de l'Organisation des États américains (OEA). Les premières discussions avaient été suspendues le mois dernier. Les délégations étaient composées des anciens candidats à la présidence et à la vice-présidence du parti au pouvoir — MM. Carlos Duque Aquilino Boyd, Ramon Sileiro — de l'opposition — MM. Guillermo Endara, Ricardo Arias et Guillermo Ford — de trois députés de l'armée — les lieutenants-colonels Armando Palacios, Luis Cordoba et Julio O'Young — et du représentant du président Manuel Solís Palma, M. Romulo Betancour.

Le médiateur uruguayen a affirmé que les parties présentes avaient discuté « de choses concrètes ». Selon lui, un accord pourrait intervenir bientôt pour mettre fin à la crise politique ouverte depuis l'annulation des élections générales du 7 mai, remportées, selon l'Eglise catholique et les observateurs étrangers, par l'opposition. « Nous demandons toujours le départ du général Noriega des forces armées », a pour sa part déclaré M. Endara, en précisant que les discussions avaient été « très dif-

ficiles ». Il a indiqué, sans donner d'autres précisions, que trois propositions différentes ont été présentées jeudi et devaient être à nouveau discutées vendredi. Elles concernent la composition du gouvernement, qui doit être installé — selon la Constitution — le 1^{er} septembre prochain, au terme du mandat de l'actuel président Manuel Solís Palma. Ce nouveau gouvernement de coalition serait chargé, selon M. Betancour, d'organiser de nouvelles élections dans un bref délai.

Au moment même où se déroulait la réunion tripartite, une centaine d'étudiants ont dressé des barricades aux abords de l'université de Panama pour protester contre la recommandation, faite le 20 juillet dernier par l'OEA, d'organiser de nouvelles élections. L'opposition considère en effet qu'elle a légitimement remporté le scrutin, et réclamait jusqu'ici la reconnaissance pure et simple de sa victoire.

Les manifestants se sont violemment affrontés aux forces anti-émeutes. Les policiers ont tiré à la cheville, blessant au cœur un étudiant de vingt-quatre ans. Luis Gonzalez Santamaria est mort peu de temps après son transport dans une clinique privée, où se trouvent toujours deux autres jeunes gens aussi grièvement blessés par balles. Les membres des délégations ont unanimement condamné cette violence. — (AFT, Reuters, UPI.)

BIBLIOGRAPHIE

Des intellectuels brésiliens sur le devant de la scène politique

Singulier destin que celui des intellectuels brésiliens tout au long de ce siècle. Plus qu'aucuns de leurs homologues latino-américains, ils auront durablement occupé le devant de la scène politique.

Dans les années 30, où Carlos Drummond de Andrade et un Gilberto Freyre aspirent à se substituer à des élites défaillantes afin de réorganiser la société par « en haut ». Quelques décennies plus tard (1934-1964), leurs voix se mêlent à celles de Celso Furtado, Fernando Henrique Cardoso et de Darcy Ribeiro. Tous prétendent, cette fois, incarner le peuple et se font les idéologues du développement national. Enfin, tout au long des vingt années du régime militaire (1964-1985), les trois derniers entendent personifier l'opposition à l'État autoritaire et à la défense de la démocratie.

Au regard de cette histoire, une double question surgit. Comment les membres de l'intelligentsia ont-ils pu se vouloir tour à tour les constructeurs d'un ordre corporatiste, les acrobates d'une révolution populiste, et, enfin, les chantres de la société civile ? Comment ont-ils réussi à occuper aussi durablement une position charnière dans le paysage politique brésilien ?

C'est à l'étude de ces paradoxes que vient d'être consacré un important ouvrage, *Entre le peuple et la nation, les intellectuels et la politique au Brésil* (1). Le livre de Daniel Pécaut a ceci de notable qu'il n'est pas simplement une histoire — ou une sociologie — de trois générations d'intellectuels. Car, si c'est bien là son point de départ, son analyse le conduit à poursuivre une réflexion originale, entaillée dès ses premiers travaux sur la Colombie (2), sur les formes de la politique en Amérique latine.

Généralisations solidaires

L'utilisation du concept de « culture politique » forgé par Augustin Cochin et repris par François Furet lui permet de saisir comment, malgré des options politiques en apparence contradictoires, les générations des années 30 et 60 ont été cependant solidaires d'une même vision. En effet, sans doute la première n'a-t-elle eu d'autre que pour les élites et n'a-t-elle rêvé d'une remise en ordre autoritaire de la société ; tandis que la seconde ne voyait de salut que dans le peuple et dans une révolution dont elle se pensait la seule interprète possible.

On repère pourtant dans les deux cas un même mépris pour les deux classes fondamentales — la bourgeoisie et le prolétariat — qui se doivent d'être prises en charge par ces détenteurs d'un savoir omniscent que sont les intellectuels. Leur souci de la politique n'a ainsi rien à voir avec un quelconque engagement partisan : il se place délibérément sous le signe du réalisme. Car, à les en croire, leur qualité de détenteurs du savoir implique qu'ils soient naturellement immergés dans la politique,

d'où leur même foi dans la toute-puissance de l'idéologie et dans la prééminence du rôle de l'État comme organisateur du social. Ils manifestent aussi la même répugnance, quand ils ne les condamnent par expressément, vis-à-vis des principes au fondement de l'expérience démocratique et libérale : la distance entre le peuple et ses représentants ; et l'incertitude et l'indétermination propres aux procédures démocratiques.

Toute la subtilité du travail de l'auteur consiste à ne pas s'arrêter à une condamnation facile de ces refus qui forment la matrice de la culture politique de l'intelligentsia mais à saisir comment cette culture s'articule à une réalité spécifique, brésilienne (un État omniprésent dès la fin du dix-neuvième siècle) et à un type de mise en forme de politique qui s'instaure un peu partout en Amérique latine à partir des années 30 : le populisme. Forte de ses certitudes et de ses refus, l'intelligentsia en vient à se représenter, à la manière des leaders populistes, comme un trait d'union entre l'État et la société, puis entre le peuple et l'État. Ce qui donne la clef de sa présence récurrente sous les feux de la rampe politique.

Ce constat jette à son tour des lumières inédites sur un sujet au centre du débat sur le renouveau politique qui s'est fait jour au Brésil : la récente conversion des intellectuels latino-américains à la démocratie. Depuis 1975, les termes « démocratie » et « société civile » ne sont-ils pas devenus les maîtres mots des discours intellectuels ? Les élections — naguère toujours tenues en suspicion — ne sont-elles pas aujourd'hui à l'honneur ? Doit-on en conclure que l'expérience de l'oppression aurait conduit ce groupe social à un *agiotamiento* en faveur de la démocratie formelle ? Les pistes ouvertes à la fin de ce livre sont autrement plus subtiles. Une seule certitude : le ralliement à ces mots d'ordre est d'abord affaire de circonstances, et le fruit d'une tactique qui dit ouvertement son inspiration réaliste. Celle-ci n'en conduit pas moins à composer, et à accepter des procédures qui battent en brèche une matrice forgée dans les années 30.

Reste une question en suspens : dans quelle mesure les appels à la société civile et à la contestation de la toute-puissance étatique ne visent-ils pas à réinstaller l'intelligentsia dans sa position de charnière entre l'État et le peuple, celle-ci s'imaginant représenter par excellence la société civile ? Le problème vaut d'ailleurs tant pour le Brésil que pour le reste de l'Amérique latine.

GILLES BATAILLON.

(1) Editions de la Maison des sciences de l'homme, Paris, 1989, 315 p., 196 F.

(2) *L'Ordre et la Violence, évolution socio-politique de la Colombie entre 1930 et 1955*, Editions de l'École des hautes études en sciences sociales, Paris, 1987, 486 p., 350 F.

Afrique

SOMALIE : après les émeutes de Mogadiscio

La violence s'étend dans le sud

NAIROBI
de notre correspondante
en Afrique orientale

Un climat d'insécurité et de violence semble désormais régner dans le sud de la Somalie, dont plusieurs centaines d'habitants auraient fui, ces derniers jours, pour se réfugier dans le nord-est du Kenya. La délégation du Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR) basée à Nairobi devait décider, vendredi 4 août, des éventuelles mesures à prendre pour venir en aide à ces populations.

Celles-ci ont été provisoirement installées par les autorités kenyanaises dans les bâtiments de l'école de la bourgade de Liboi, située à deux pas de la frontière somalienne. On ne connaît pas encore le nombre exact de ces réfugiés. C'est la troisième fois, depuis janvier, que des civils du sud de la Somalie viennent ainsi chercher asile au Kenya.

L'hostilité grandissante des militaires originaires de l'Ogaden — qui constituent près de 60 % de l'armée somalienne — à l'égard du président Siad Barre et de son clan explique en partie ce regain de tension. La répression massive (plusieurs milliers d'arrestations, des dizaines d'exécutions sommaires) qui a suivi l'émeute du 14 juillet à Mogadiscio n'a pas épargné, en effet, les Somaliens d'origine ogaden : l'ancien ministre de la défense, le général Adan Abdullahi Noor, a lui-même été arrêté le mois dernier, ce qui a suscité une explosion de colère parmi les officiers de son clan et, plus largement, au sein de l'armée régulière, où il bénéficiait d'une grande popularité.

Devant le risque grandissant de nouvelles émeutes, un bataillon avait été envoyé de Mogadiscio afin de « mater » d'éventuelles rébellions dans le sud du pays, et notamment dans la garnison de Kismaayo. Cette tentative de reprise en main aurait tourné au désavantage des troupes « loyales » (d'origine marchan), et l'on affirme même que le chef du bataillon As Asleh, demi-frère du président Siad Barre, aurait été pris en otage ainsi qu'une dizaine d'autres membres de l'état-major par les militaires ogadens. Ceux-ci espèrent — assez naïvement, estiment certains observateurs — que ce coup de force poussera le gouvernement à libérer le général Abdullahi Noor.

Ces affrontements entre militaires ont en tout cas aggravé brutalement la situation de violence latente dont les populations civiles sont les premières victimes. Selon certains témoignages parvenus jeudi à Nairobi, les actes de pillage se multiplient dans les zones somaliennes proches de la frontière kenyanne, une vingtaine de personnes auraient été tuées. Pendant ce temps, à Mogadiscio, les meurtres et les rafles continuent, chaque nuit apportant son lot de crimes, de viols et d'atrocités commises par les milices gouvernementales.

De source diplomatique, on affirme que le directeur de la Croix-Rouge somalienne, M. Yusuf Ali, aurait échappé de peu à une arrestation. Il aurait eu le tort, dit-on, de tenter d'organiser les secours et d'apporter des soins aux victimes de l'émeute d'origine musulmane du 14 juillet.

CATHERINE SIMON.

ETHIOPIE

Etranges « ressortissants » américains

Addis-Abeba. — Ce pourrait être Terzan version 1989, l'histoire de l'enfant sauvage, ou encore le Livre de la jungle. Un frère et une sœur, le teint clair et les cheveux blonds, ont provoqué la stupeur, le mois dernier à l'ambassade des États-Unis à Addis-Abeba, en affirmant avoir été abandonnés par leurs parents américains voilà vingt ans et élevés dans une tribu oromo.

Haile Gedessa, à peu près vingt-cinq ans, et sa sœur Tegest, âgée d'environ vingt ans, ont raconté que, pour une raison indéterminée, leurs parents les auraient confiés à une famille oromo, dans le village de Chabor-Guaga, à 80 kilomètres au nord de la capitale, alors que le garçon était âgé de cinq ans et que la petite fille n'avait que quelques mois. Haile a dû s'occuper des bêtes alors que la petite fille était envoyée dans une famille voisine. Tous deux affirment avoir été maltraités et méprisés par les membres de la tribu à cause de la couleur de leur peau.

Haile et Tegest s'expriment difficilement et se sentent mal à l'aise devant des Blancs. Le jeune homme a les mains noueuses des travailleurs de force. Il n'a jamais été à l'école, tandis que sa petite sœur y a passé huit ans. Ils ne savent pas pourquoi leurs parents les ont abandonnés. Tegest imagine que son père est tombé malade, qu'il a été rapatrié, et que sa mère l'a accompagné aux États-Unis.

Depuis des années, une légende qui ressemble fort à leur histoire court l'Éthiopie : des enfants blancs ont été enlevés par une bande d'Oromos, leur mère est morte peu de temps après et le père est revenu fréquemment dans le pays à la recherche de ses enfants. Le problème, c'est que ce père supposé n'a jamais fait parler de lui à l'ambassade américaine ni dans aucune ambassade occidentale. Toutes ont vérifié leurs archives des vingt dernières années et n'ont trouvé aucune trace d'éventuels parents à la recherche de leurs enfants.

A l'époque, les Américains étaient très nombreux à occuper des postes de coopérants civils ou militaires en Éthiopie. L'un d'eux aurait pu avoir deux enfants avec une Éthiopienne, avant de les abandonner et de quitter le pays. Selon les habitudes locales, la femme aurait alors cherché à placer les enfants dans une autre famille pour éviter la honte de ses éleveurs seuls ; c'est encore l'explication la plus plausible.

Aujourd'hui, le frère et la sœur vivent à une quarantaine de kilomètres de la capitale, dans un petit village. Tegest élève son petit garçon de trois ans et Haile subvient aux besoins de la famille en faisant des « petits boulots ». Parfois, Haile lui parle d'un très lointain passé : « C'est presque comme un rêve, très flou. Je vois ma mère, elle est très grande et blanche, et nous vivions dans une maison en brique. » — (AP.)

PANAMA

La réunion de conciliation
entre le gouvernement et l'armée

La réunion de conciliation entre le gouvernement et l'armée a eu lieu à Panama, le 4 août, sous la présidence du général Noriega. Elle a été marquée par une atmosphère tendue, les deux camps se défiant mutuellement. Les militaires ont insisté sur leur rôle de défense de la nation, tandis que les civils ont souligné les violations des droits de l'homme. La réunion s'est terminée sans accord, laissant planer le doute sur l'issue de la crise.

Intellectuels brésiliens
devant la scène politique

Les intellectuels brésiliens se sont réunis pour discuter de la situation politique du pays. Ils ont exprimé leur inquiétude face à la dégradation des libertés civiles et la répression des opposants. Certains ont appelé à une prise de conscience collective, tandis que d'autres ont prôné une action plus directe. La scène politique brésilienne reste marquée par une profonde division.

La compagnie Air France avait bien fait les choses : un membre de l'équipage - entièrement formé de cadres volontaires - s'est même transformé en prestidigitateur, avec cartes et baguette magiques, pour amuser les enfants. Des applaudissements ont salué l'entrée dans l'espace aérien français.

La compagnie Air France avait bien fait les choses : un membre de l'équipage - entièrement formé de cadres volontaires - s'est même transformé en prestidigitateur, avec cartes et baguette magiques, pour amuser les enfants. Des applaudissements ont salué l'entrée dans l'espace aérien français.

Asie

CHINE : il y a deux mois, la répression du soulèvement

Un coup de feu dans la nuit...

Des dissidents chinois ont annoncé jeudi 3 août, à Paris, la création clandestine, le 4 juillet dernier en Chine, d'une Ligue chinoise pour la justice et la démocratie. Cet organisme se veut « non violent » et a pour objectif « l'établissement d'un système démocratique » ; il est ouvert à tous les « patriotes » et a pour membres des étudiants, des intellectuels et des parents des victimes des massacres de Pékin.

PÉKIN
de notre correspondant

Cela faisait exactement deux mois, à minuit et demi dans la nuit du jeudi 3 au vendredi 4 août, que l'Armée populaire de libération avait réprimé dans le sang le soulèvement de Pékin. Un coup de feu, qui pouvait être celui d'une arme chargée à blanc, a été tiré à l'adresse de la résidence diplomatique de Jiangmen, des points stratégiques les mieux gardés par la troupe depuis que Pékin vit sous la loi martiale. Suivi, quelques secondes plus tard, par le tir d'une vraie balle. Puis le silence est retombé.

Un soldat est-il encore tombé sous le feu d'un tir embusqué ? Impossible à dire. La presse officielle ne fait pas état de tels incidents. Pourtant, ils sont, sinon fréquents, du moins récurrents. Des diplomates estiment qu'ils se produisent au moins deux fois par semaine dans la capitale.

Faut-il rapprocher ces incidents, sans précédent dans l'histoire pourtant tumultueuse de la République populaire, d'un constat qui faisait fin juillet le *Quotidien du peuple* dans un nou-

veau « mémorandum » sur la rébellion contre-révolutionnaire : « Depuis l'écroulement de la rébellion, jusqu'à aujourd'hui encore, un assez grand nombre de gens ont eu des pensées variées, comme par exemple celle consistant à dire : « Si on n'avait pas imposé la loi martiale à Pékin, et si les troupes de la loi martiale n'avaient pas pénétré dans la ville, la rébellion contre-révolutionnaire se serait-elle produite ? Certains pensent que même inversés les causes et les effets en allant jusqu'à rejeter ainsi les responsabilités : « Il y a eu d'abord la loi martiale décrétée à Pékin, et ensuite seulement les troubles ; les troupes ont pénétré dans la ville dans un premier temps et la rébellion a eu lieu par la suite. »

« Il est compréhensible, poursuivait le journal, que des gens honnêtes et de bonne nature nourrissent certaines doutes, soit faute de pouvoir accepter pleinement les causes réelles sur le moment, soit parce qu'il s'agit de personnes qui n'ont pas eu une compréhension complète de toute l'affaire. » Il est « raisonnable », ajoutait encore l'organe du Parti communiste, que certains s'accrochent à des explications non conformes à la ligne officielle de manière à « résoudre leurs contradictions psychologiques ou défendre leurs erreurs. »

Les dissidents
embarrassés

Le phénomène a en tout cas l'air d'être suffisamment répandu, huit semaines après la tragédie, pour que les médias s'acharnent quotidiennement à répéter la thèse de la conspiration et de la préméditation. Un deuxième article en vingt-quatre heures s'était intitulé le 1^{er} août « Le *Quotidien du peuple* jeudi contre le dissident Yan Jieji, réfugié aux Etats-Unis. Ce tir de barrage contre les dissidents en août coïncide avec l'apparition devant une réunion conjointe des commissions des droits de l'homme des deux

chambres du Congrès américain de MM. Wu'er Kaixi et Shen Tong, deux des activistes étudiants qui ont, comme M. Yan, gagné clandestinement l'étranger après la répression.

M. Yan se voit dénier la qualité de « membre de l'élite académique » chinoise : il s'agit en fait, assure le journal, d'un homme « qui a commencé il y a une dizaine d'années à nourrir des ambitions politiques au sein d'un cercle d'élites, par opposition à celle des institutions socialistes. La violence de ces attaques traduit l'embarras, bien plus considérable qu'il n'est officiellement admis, que suscite à Pékin l'activité des dissidents réfugiés en Occident.

M. Yan est notamment accusé d'avoir « pris le commandement, le 3 juin, lorsque commençait la rébellion contre-révolutionnaire, des actions anti-gouvernementales en organisant la population de manière à bloquer la progression des véhicules de l'armée » sur ce même pont de Jiangmen, vers le sud, au pied des appartements de la communauté diplomatique. Deux mois plus tard, les soldats gardent toujours impassiblement le pont sous un soleil de plomb dans la journée - on leur a quand même fourni des parasols pour s'abriter - et, épisodiquement la nuit, sous les balles de fusils embusqués, peut-être des proches de ceux qui sont morts dans la charge du 3 juin. Les armées de ces derniers proviennent vraisemblablement des cargaisons confisquées par la population à la troupe lors de son entrée en ville ou prélevées dans les véhicules militaires abandonnés par des unités ayant refusé d'avancer contre les civils.

Ce n'est pas encore une guérilla. Ce n'est plus un soulèvement. C'est loin d'être le retour à l'ordre et l'harmonie sociale décrits par la presse officielle. C'est en tout cas la preuve que le traumatisme immense causé par la répression de juin est là pour durer. Autant, et même plus, que la loi martiale.

FRANCIS DERON.

Europe

URSS : vote au Soviet suprême

Des amendements visent à accroître l'autonomie des entreprises d'Etat

Moscou. - Le Soviet suprême a adopté jeudi 3 août une série d'amendements à la loi sur les entreprises d'Etat visant à accroître l'autonomie de ces dernières à l'égard du pouvoir central. Proposés par M. Leonid Abalkine, vice-premier ministre responsable de la réforme économique, ces amendements devaient contribuer à lever certains des obstacles auxquels se heurte la perestroïka.

Il répondent également à des revendications avancées au mois de juillet par les mineurs grévistes qui souhaitent que les droits de leurs entreprises soient élargis afin qu'elles puissent notamment disposer librement d'une partie de leur production.

Le texte adopté jeudi par le Soviet suprême prévoit notamment que les commandes d'Etat ne pourront atteindre 100 % de la production prévue par le plan - ce qui aboutissait fréquemment à priver les entreprises, dans la pratique, de la marge de liberté qui leur était théoriquement reconnue.

Les entreprises d'Etat pourront, d'autre part, se retirer des groupements industriels dont elles dépendent et adhérer à des associations indépendantes. L'agence Tass indique que « si le collectif des travailleurs prend son entreprise en bail, il peut la déléguer à l'autorité du ministère » (dont elle dépend actuellement). La loi donne encore aux entreprises d'Etat la faculté d'effectuer des transactions avec l'étranger, de se constituer un capital et d'établir des relations avec des partenaires des pays socialistes, capitalistes ou en voie de développement.

Un sans-parti
au gouvernement

Jeudi également, le Soviet suprême a confirmé la nomination au gouvernement d'un sans-parti, c'est-à-dire une personnalité non membre du Parti communiste. Il s'agit d'une première en Union soviétique, dont le bénéficiaire est M. Nikolai Vorontsov, biologiste.

« Grève d'avertissement » en Sibirie. - Les mineurs de dix-sept puits de la région de Kemerovo, dans le Koubass (Sibirie), ont observé jeudi matin 3 août une « grève d'avertissement » de deux heures pour protester contre la poursuite de la construction d'un barrage malgré la promesse du gouvernement de l'interrompre, a rapporté l'agence Tass.

Les autorités fédérales s'étaient engagées à faire suspendre les travaux du barrage de Kravinsky, coupant le lit de la rivière Tom, tant qu'une étude sur la situation écologique dans cette zone ne serait pas achevée. Les travaux ont finalement été suspendus. - (AFP.)

Bucarest rappelle son ambassadeur en Hongrie pour consultation

La Roumanie a rappelé son ambassadeur à Budapest pour consultation à la suite de la diffusion à la télévision hongroise, le lundi 31 juillet, d'un portrait de l'ancien roi de Roumanie Michel I^{er}, qui vit toujours en Suisse. Selon un porte-parole de la télévision, le gouvernement roumain a qualifié les propos tenus par l'ancien monarque, intervenus pour l'occasion sur la situation dans son pays, d'« anti-roumains, antisocialistes et fascistes ».

L'émission avait été annoncée à grand fracas, et la Roumanie avait tenté de la faire interdire par des démarches diplomatiques. Le ministre hongrois des affaires étrangères a jugé la réaction roumaine « inacceptable ». Jugant que l'émission était du ressort de la télévision et non du gouvernement, la Hongrie avait déjà eu, cette année, maille à partir avec la Tchécoslovaquie à la suite de la diffusion à la télévision hongroise d'une longue interview de l'ancien chef du Parti communiste tchécoslovaque lors du « printemps de Prague ». M. Alexandre Dubock, Prague n'avait pas été plus loin qu'une protestation diplomatique.

Les relations entre la Hongrie et la Roumanie n'ont cessé de se détériorer ces dernières années en raison des tentatives d'assimilation forcée de la minorité hongroise de Transylvanie. Trente mille Roumains sont actuellement réfugiés en Hongrie. Cette dernière a beaucoup contribué à l'isolement diplomatique croissant dans lequel se trouve actuellement la Roumanie. Au sein des instances internationales, notamment lors de la dernière réunion de la conférence sur la coopération et la sécurité en Europe à Vienne, Budapest n'a pas hésité à joindre sa voix aux pays occidentaux pour mettre systématiquement le régime Ceausescu en accusation et dénoncer la répression qu'il exerce.

En Grande-Bretagne, où la politique de « systématisation » roumaine fait l'objet, comme dans plusieurs autres pays, d'une campagne de pétitions, le quotidien *The Independent* a rapporté, vendredi, que l'ambassadeur de Roumanie venait de refuser de recevoir une délégation de députés de plusieurs partis politiques venus l'interroger sur la situation roumaine. La délégation entendait lui remettre une première liste de dix mille signatures. - (AFP.)

Budapest pourrait accorder aux réfugiés est-allemands un statut de réfugié politique

Un responsable des réfugiés allemands hongrois de l'intérieur, M^{me} Judith Todt, a déclaré jeudi 3 août à la radio hongroise qu'il était « imaginable » que dans certains cas individuels la Hongrie accorde à l'avenir le statut de réfugié politique à un citoyen est-allemand.

Il n'existe, pour l'instant, aucun « cadre légal » en Hongrie pour régler le problème de l'afflux des Allemands de l'Est qui veulent passer à l'Ouest. La Hongrie a signé en février de cette année la Convention internationale de Genève sur les réfugiés. Mais contrairement aux réfugiés roumains, elle ne considérerait pas jusqu'à présent les réfugiés est-allemands comme des réfugiés politiques.

Bonn a annoncé jeudi que l'ambassadeur de RFA en Hongrie allait dans les prochains jours s'entretenir de ce problème avec le ministre hongrois de l'Intérieur et des affaires étrangères. Le gouvernement ouest-allemand a également demandé au commissaire des Nations unies aux réfugiés, Jean-Pierre Hocké, d'intervenir à ce propos. - (AFP.)

JAPON : le débat sur la succession de M. Uno

Le choix de M. Kaifu comme premier ministre est critiqué au sein même du parti au pouvoir

TOKYO
de notre correspondant

Bien que le choix de l'assemblée générale des parlementaires libéraux-démocrates du 8 août ne fasse guère de doute, la candidature de M. Toshiki Kaifu, qui sera appelé à succéder au premier ministre, M. Uno, suscite des commentaires acides dans la presse et des réactions critiques parmi les membres de la majorité gouvernementale.

Il est notamment possible que soit opposé à M. Kaifu un autre candidat de la même génération, M. Shintaro Ishihara, soutenu par un groupe de jeunes politiciens - l'Union pour la liberté et les réformes - animé par M. Shizuka Kamei, porte-parole de l'aile droite du Parti libéral-démocrate (PLD). Une fronde des « jeunes Turcs » qui n'aura pas de conséquences sur la désignation du futur premier ministre, mais sera symptomatique d'un conflit de générations qui se dessine au sein du PLD.

Les jeunes parlementaires conservateurs critiquent la manière dont a été choisi M. Kaifu : une nouvelle fois, au lieu de permettre aux membres du PLD d'exprimer librement leur choix au cours d'une élection, c'est la « logique des clans » et les ententes à huis clos entre les cercles du parti qui ont prévalu. En l'absence d'un courant minoritaire, c'est en l'occurrence les chefs des deux principaux clans, MM. Take-

shita et Abe, qui ont eu le dernier mot (ils « contrôlent » à eux deux 215 des 402 parlementaires libéraux-démocrates). L'accord, apparemment passé entre les deux chefs de clans revient à un renvoi d'ascenseur : M. Abe soutenant la candidature de M. Kaifu, choix de M. Takehisa, en échange de l'appui de ce dernier pour prendre la relève le moment venu.

Dans son ensemble, la presse de ce vendredi critique la désignation, pratiquement acquise, de M. Kaifu comme prochain premier ministre en qualifiant celui-ci de « sous-produit » de M. Takehisa et le futur gouvernement de « cabinet Takehisa numéro trois ». A bien des égards, le choix de M. Kaifu rappelle celui de M. Uno, renforçant l'idée que son mandat consisterait essentiellement à assurer la transition en attendant le retour sur le devant de la scène des causes et le lendemain d'élections générales vraisemblablement anticipées et qui, en tout état de cause, doivent avoir lieu avant juillet 1990.

A la suite de leur défaite au scrutin du 23 juillet pour le renouvellement de la moitié de la Chambre haute, les libéraux-démocrates ont perdu la présidence de deux commissions, passées aux socialistes, mais ils conservent celle des plus importantes (notamment le budget et les finances).

PHILIPPE PONS.

A TRAVERS LE MONDE

Italie

La police libère un industriel enlevé depuis deux mois

L'industriel florentin Dante Belardinelli, soixante-cinq ans, enlevé le 30 mai dernier par une bande, soupçonnée d'appartenir à la Mafia, après plusieurs semaines de rapts contre rançon, a été libéré, jeudi matin 3 août, lors d'une opération de police dans une ferme située à la limite de la Toscane et du Latium. Le « roi du café » a été retrouvé avec un capuchon sur la tête, sous une tente, les pieds attachés à un arbre. Un berger sardes attaché à la garde à proximité, armé d'un fusil à canon court.

Dans la nuit du 28 au 29 juillet dernier, une fusillade avait opposé ses ravisseurs à des policiers, qui s'étaient fait passer pour membres de la famille, sur une autoroute dans la banlieue de Rome. Deux malfaiteurs avaient été tués au cours de l'affrontement. Deux autres et quatre policiers avaient été blessés.

L'intervention musclée des carabinieri traduit la volonté des autorités italiennes de durcir leur attitude, alors que les enlèvements se multiplient en Italie.

Les indications fournies par les deux malfaiteurs appréhendés ont permis à la police de localiser l'endroit où était détenu M. Belardinelli. A la mi-juillet, la bande, formée notamment de Serdes et de Siciliens, avait envoyé à la famille Belardinelli des morceaux des deux oreilles de leur victime. Les ravisseurs réclamaient un rançon de 5 milliards de lires. - (AFP, AP.)

Sri-Lanka

Impasse dans les pourparlers sur le retrait des troupes

Les pourparlers sur le retrait des 45 000 soldats indiens déployés depuis juillet 1987 dans le nord du Sri-Lanka pour venir à bout de

l'insurrection séparatiste tamoule marquent le pas à New-Delhi. La première phase de ces conversations, entre les ministres des affaires étrangères indien et sri-lankais n'a pas abouti à un accord sur les exigences du président sri-lankais Premadasa, qui souhaite le retrait immédiat de ces troupes. Le chef de la délégation de Colombo, M. Ranjan Wijeratne, a déclaré qu'il n'était « dans l'ensemble pas satisfait de ces entretiens » et qu'il rentrerait à Colombo pour informer son gouvernement de l'état des conversations. Plus optimistes, les Indiens ont exprimé leur « satisfaction », ajoutant néanmoins que, « étant donné que les négociations se poursuivent, nous ne pouvons en dire davantage ».

Pendant ce temps, la violence continue de faire rage au Sri-Lanka, où une vingtaine de personnes ont trouvé la mort en vingt-quatre heures. Parmi elles figurent une douzaine de victimes des terroristes chiennes du JVP (Mouvement de libération populaire), qui ont massacré la famille d'un parlementaire du parti gouvernemental et assassiné un dignitaire de l'Eglise bouddhiste favorable à M. Premadasa. - (AFP, UPI.)

Handwritten note in Arabic script: "هذا هو الجواب"

Société

Les incendies dans le Sud-Est

Trop de broussailles et trop de vent

Accalmie relative sur le front des incendies de forêts. Pour la première fois depuis quatre jours l'affaiblissement du vent et la baisse des températures permettent aux milliers de soldats du feu de souffler un peu. Il était temps car leur épuisement prodigieux, jeudi 3 août, sur le terrain même par M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, ont été les bienvenues. La plupart des foyers ont été sinon totalement maîtrisés du moins circonscrits. Dans le Var, cependant, la situation demeure préoccupante, vendredi matin 4 août, entre Nans-les-Pins et Saint-Maximin où 4 000 hectares de bois et de garrigues sont partis en fumée. A Bormes-les-Mimosas, où 1 600 hectares ont été parcourus par les flammes, les sauveteurs s'employaient encore à traiter les lisières pour empêcher tout nouveau débordement. Partout les pompiers restent mobilisés, car au retour du vent pourrait tout remettre en question.

L'attention se porte déjà sur d'autres départements. Dans l'Aude, 1 600 hectares

de garrigues ont été détruits par un incendie qui s'est déclaré à Tachan et qui n'était toujours pas maîtrisé vendredi matin. En revanche, les unités de défense contre l'incendie de la Gironde ont réussi, en intervenant massivement, à stopper un feu qui s'est déclaré jeudi en fin d'après-midi dans la commune de Lège, au nord du bassin d'Arcachon. Une centaine d'hectares de pins ont été anéantis.

Déjà, le bilan de ces quatre jours, qui resteront dans les mémoires, est extrêmement lourd : 35 000 hectares de forêts et de maquis sont partis en fumée, trois touristes italiens ont péri carbonisés en Corse, des dizaines de milliers d'estivants ont dû déguerpir en hâte et certains ont perdu tentes et caravanes ; voitures, cabanons, maisons, entrepôts et appartements détruits se comptent par dizaines.

Partout, bien entendu, on cherche à comprendre ce qui s'est passé. Les imprudences sont souvent en cause. Plusieurs sinistres ont pris naissance dans des

décharges publiques qui continuent à se consumer malgré toutes les interdictions. Trois personnes ont été interpellées à Rogues (Bouches-du-Rhône), qui ont admis que leurs mégots ont mis le feu à un tas de vieux matelas. La recherche des pyromanes bat également son plein. Un magistrat instructeur de Marseille a entendu, jeudi, un jeune homme de vingt ans, en vacances dans le département, qui a reconnu avoir mis le feu à Roquefort-la-Bédoule, parce qu'il avait été exclu du corps des sapeurs-pompiers d'Annemasse.

Enfin, la polémique sur la politique à mener en matière de lutte et de prévention contre les incendies de forêts se poursuit. M. Jean Bousquet, maire de Nîmes, se plaint que les moyens de l'armée n'aient pas été suffisamment mobilisés et demande le déclenchement du plan ORSEC. Quant à M. Haroun Tazieff, ancien commissaire aux risques majeurs, il met en cause l'insuffisance de la prévention et en appelle au chef de l'Etat.

M. Joxe souligne la priorité donnée à la protection des vies humaines

MARSEILLE
de notre correspondant régional

Avant de se rendre, vendredi 4 août, dans le Gard, M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, s'est déplacé, jeudi 3 août, dans les Bouches-du-Rhône et le Var pour s'informer de l'évolution de la lutte contre les feux de forêt. Il a notamment tenu, à Marseille, une réunion de travail avec les préfets et les responsables de la lutte contre les incendies de sept départements méditerranéens (Alpes-Maritimes, Bouches-du-Rhône, Haute-Corse, Gard, Hérault, Var et Vaucluse) et a visité le centre interrégional de coordination opérationnelle de la sécurité civile (CIRCOSC) de Valabre, près d'Aix-en-Provence, ainsi qu'un PC opérationnel, sur le terrain, à Rians (Var). Il s'est également rendu au chevet de pompiers blessés à l'hôpital militaire de Marseille.

Le ministre de l'Intérieur a essentiellement insisté sur la priorité absolue donnée à la protection des vies humaines et l'efficacité, en son nom propre et en celui du président de la République, les sauveteurs civils et militaires qui, a-t-il déclaré, « méritent honneur, considération et respect ». Il a affirmé, en réponse aux critiques de certains élus locaux sur l'insuffisance des moyens mis en oeuvre, que « la disponibilité a démontré son efficacité » compte tenu d'une « situation exceptionnelle de sécheresse » qui avait nécessité « des choix déchirants ». Il n'a annoncé aucune mesure nouvelle, ni laissé attendre de révision de la politique suivie dans le domaine de la lutte contre les feux de forêt.

« La priorité, en matière de sécurité, a déclaré le ministre de l'Intérieur, qui était notamment accompagné par M. Hubert Fourrier, directeur de la sécurité civile, c'est la protection des vies humaines. C'est parce qu'ils ont conscience de sauver des vies que les pompiers consentent eux-mêmes à exposer la leur. Quelcom ignore cet aspect des actions de secours s'expose à faire un grave contresens. Naturellement il faut porter la plus grande attention à la sauvegarde des biens. Evidemment, il faut avoir le souci de préserver le patrimoine naturel et de limiter les risques écologiques. Mais il faut d'abord être ignorant ou aveugle pour ne pas comprendre que lorsque le degré de sécheresse est ce qu'il est, la sécurité des personnes passe avant tout le reste, ce qui implique, à certains moments des choix déchirants. »

Le rôle des élus

M. Joxe a rappelé, qu'en prévision d'un été difficile, des dispositions avaient été prises, dès le mois de mai, notamment par l'envoi dans la région méditerranéenne de détachements préventifs de pompiers et de militaires (1). « Nous ne sommes pas au bout de nos peines, a-t-il estimé. Aussi importe-t-il que les règles de prudence et de vigilance soient mieux respectées par tous. Chacun doit prendre conscience qu'il peut jouer un rôle en matière de sécurité et que l'on ne doit pas toujours compter sur ceux dont c'est le métier. »

Le ministre a indiqué, à ce sujet, qu'il avait donné aux préfets des consignes « pour prévenir et réprimer les actes commis par les incendiaires. Nous savons que dans certaines régions le nombre d'actes volontaires qui sont à l'origine des départs de feu est élevé. Le problème est qu'il est difficile de réunir des preuves judiciaires contre les responsables de ces actes quand ils peuvent être identifiés ». Parmi ces actes, M. Joxe a distingué, en particulier, ceux « qui ont pour origine des intérêts parfois très importants liés à l'occupation des sols. Une plus grande sévérité dans le traitement des surfaces incendiées pourrait être de nature à en limiter le nombre, mais c'est un problème qui dépend essentiellement des décisions, parfois difficiles à prendre, des élus. »

Interrogé sur le problème des moyens aériens, le ministre a souligné que la France était le pays d'Europe le mieux équipé dans ce domaine et qu'elle possédait plus de bombardiers d'eau amphibies que le Canada lui-même. « Les moyens aériens de lutte contre les incendies de forêts, a-t-il déclaré, ne se limitent pas aux Canadair qui ont d'ailleurs un potentiel d'utilisation extraordinaire. L'efficacité commence par éviter que les feux ne soient allumés. Les Canadair n'ont rien à voir à cela. Ils ne luttent pas contre les incendiaires et ils ne peuvent pas tout contre les incendies. » Selon M. Joxe, qui s'est refusé à « alimenter la polémique », le renouvellement de la flotte « est programmé de façon satisfaisante. Ce serait mentir aux Français, a-t-il ajouté, que d'essayer de leur

faire croire que le problème des feux de forêt est avant tout un problème de moyens aériens. Ce serait une imposture. »

Le ministre de l'Intérieur a enfin répondu aux critiques formulées, jeudi, par M. Haroun Tazieff, sur la politique de lutte contre les incendies, qui, selon l'ancien secrétaire d'Etat, est « couronnée d'insuccès » et à laquelle devrait être préférée une politique de prévention. « Je ne suis pas de ceux qui pensent que la lutte ne sert à rien ni que le seul remède est, au contraire, de multiplier les investissements dont on n'est pas sûr d'ailleurs que l'efficacité serait garantie. La lutte est nécessaire et utile mais une politique de prévention, dans tous les domaines, est indispensable. » A ce sujet, M. Roger Masson, sous-préfet délégué à la protection de la forêt méditerranéenne, a indiqué que 100 millions de francs avaient été affectés, en 1988, à des travaux de prévention, somme à laquelle s'ajoute 340 millions de francs investis par le ministère de l'Agriculture.

G. P.

(1) Depuis le début des feux dans le Midi, deux mille cinq cents hommes, dont un millier de pompiers et mille cinq cents militaires avec deux cents véhicules, ont été affectés en renfort sur les cinq départements les plus touchés (Bouches-du-Rhône, Var, Gard, Vaucluse, Aude). Dans ces mêmes départements, où 15 560 hectares ont été parcourus par les incendies entre le 1^{er} et le 3 août (la même surface qu'en Corse), cinq mille pompiers et mille engins, avec la participation de militaires, étaient en permanence sur le terrain, dont une partie prépositionnée au début de la saison.

SCIENCES

Une découverte australienne exploitée par des agronomes français

Des « gènes tueurs » pour améliorer les espèces végétales

En acceptant la création d'une entreprise conjointe avec l'organisme national de recherche scientifique australien (CSIRO), le groupe français Limagrain, spécialisé dans les semences, vient sans doute de signer l'un des contrats les plus audacieux de son histoire. L'objectif : développer les applications commerciales d'une nouvelle famille de molécules biologiques appelées « ribozymes » et découvertes en 1987 par deux biologistes du CSIRO.

La société franco-australienne Gene Shears, située à Canberra, bénéficiera d'un budget de départ de plus de 100 millions de francs.

Pour certains, il s'agit ni plus ni moins de l'usage des avancées scientifiques les plus importantes de ces dernières années. D'autres vont encore plus loin et prouvent que ce sont nos idées actuelles sur l'évolution qui, à terme, pourraient en être bouleversées.

Chez Limagrain, on joue la carte, plus sûre, du pragmatisme : la découverte des ribozymes, tout simplement, est « une bonne surprise ». Et pour cause : inouïes, il y a seulement dix ans, ces molécules biologiques pourraient permettre, dans un proche avenir, de bloquer spécifiquement l'activité de l'importation du gène végétal ou animal. Avec la clé de fabuleuses perspectives en agriculture et en médecine humaine, notamment dans le traitement des maladies héréditaires et du cancer, voire du sida.

Les ribozymes sont des fragments d'ARN, l'un des supports de l'information génétique (1). Mais pas n'importe quel ARN. Ainsi que le démontrèrent récemment les deux chercheurs australiens Jim Hasselhoff et Wayne Gerlach (le Monde du 27 août 1988), ces fragments-là, en effet, exercent une double fonction. Porteurs d'une information génétique, comme le veut leur nature, ils sont également capables, à l'instar des enzymes (2), de catalyser des réactions biochimiques. Et plus précisément de désactiver certains gènes portés par d'autres molécules d'ARN que les ribozymes reconnaissent comme cibles et détruisent sélectivement.

« Scalpels » génétiques

Pour étudier, voire modifier, le génome des organismes vivants, les biologistes disposent depuis plus de vingt ans d'un cocktail de protéines enzymatiques qui permettent de fragmenter les longues molécules de l'ADN en les coupant en des endroits déterminés. Mais ces enzymes, dites de restriction, ne permettent en aucun cas d'inactiver sélectivement un gène. Si tôt en présence du matériel génétique contenu dans les chromosomes, leur activité s'exerce en effet indifféremment sur de multiples points de l'ADN, sans qu'il leur soit possible d'y « reconnaître » un gène donné.

La réside, précisément, l'immense intérêt des ribozymes. Ainsi que l'ont démontré les deux biologistes australiens du CSIRO, ces fragments d'ARN ont le pouvoir destructeur, une fois insérés dans un gène, d'agir en effet s'attaquant à lui et à lui seul. Grâce aux techniques du génie génétique qui permettent aujourd'hui de modifier presque à volonté l'enchaînement naturel des séquences génétiques, on peut ainsi imaginer transformer ces ribozymes

en toutes sortes de catalyseurs spécifiques. Ces derniers, une fois introduits dans le génome d'un organisme vivant, inhiberaient ainsi durablement l'activité d'un ou plusieurs de ses gènes.

On comprend alors que le groupe Limagrain, qui développe depuis plusieurs années une politique de recherche active en matière de biotechnologies végétales, ait été tenté par la collaboration proposée par l'organisme de recherche australien. Les perspectives offertes par les ribozymes intéressent en effet en premier lieu les agronomes, qui travaillent sur un matériel vivant nettement plus accessible aux manipulations génétiques, tant sur le plan éthique que sur le plan technique, que les espèces animales. D'autant que ces « scalpels » génétiques, mis au service des plantes cultivées et des semences, promettent déjà monts et merveilles.

Des exemples ? L'obtention de plantes génétiquement manipulées, devenues, grâce aux ribozymes, résistants aux virus et autres agents pathogènes ; la culture d'espèces aux qualités nutritionnelles accrues, par modification de leurs voies métaboliques ; ou encore la reproduction de lignées « mâles stériles », incapables de se fertiliser elles-mêmes.

L'obtention, par croisement, de semences hybrides dans lesquelles sont réunies les caractéristiques génétiques les plus intéressantes de deux lignées parentales ne peut en effet être efficace que si l'autofécondation est, au préalable, rendue impossible.

Une autre étape attend la société franco-australienne Gene Shears et les laboratoires qui lui sont associés. « Jusqu'à présent, les ribozymes ont fait amplement leurs preuves sur des cellules végétales et autres agents pathogènes », souligne Joël Perret, directeur du laboratoire des technologies nouvelles de Biocem, filiale de Limagrain. Mais le véritable enjeu, c'est d'obtenir une efficacité similaire sur des plantes entières. « Une tout autre échelle de complexité, qui laisse d'ores et déjà deviner que ces étonnantes molécules, aussi prometteuses soient-elles, ne trouveront réellement leurs premières applications que dans plusieurs années. »

CATHERINE VINCENT.

(1) Les ARN, ou acides ribonucléiques, sont des copies quasi conformes des séquences génétiques portées dans les chromosomes par les molécules d'ADN (acides désoxyribonucléiques). Ce sont les mêmes d'ARN, que les cellules du noyau cellulaire, qui sont utilisées pour la fabrication des protéines correspondantes.

(2) D'où le nom de « ribozyme », pour ces ARN pseudo-enzymatiques.

Affamer le feu

« FAIRE croire aux Français que le seul moyen de résoudre le problème des incendies de forêt consiste à acheter des Canadair serait une imposture. Une politique de prévention est indispensable. » En disant cela, M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, ne fait que formuler un mode prudent mais que M. Haroun Tazieff, ancien commissaire aux risques naturels majeurs, exprime avec éclat. Mais apparemment la prévention est plus facile à invoquer qu'à mettre en œuvre. C'est un travail de longue haleine, obscur et, disons le mot, électoralement non payant. Pour un élu, il est beaucoup plus spectaculaire de réceptionner un camion rouge flamboyant neuf que d'arper un sous-bois nettoyé.

C'est aussi une affaire locale qui met en cause l'ensemble des acteurs sociaux. La prévention commence par l'éducation des citoyens. Il est frappant de constater que, cette année, les incendies catastrophiques ont eu lieu dans le Sud-Est entre le 31 juillet et le 3 août. Exactement au moment où les estivants du mois de juillet, qui avaient compris la gravité de la sécheresse, ont été remplacés par les estivants venant de régions encore vertes. Il eût été opportun sans doute que les municipalités, les syndicats d'initiative, les propriétaires de terrains de camping, les hôteliers et les restaurateurs distribuent aux nouveaux arrivants des tracts les prévenant du danger. Combien l'ont fait ?

Il est vrai que les responsables donnent parfois de bien mauvais exemples. Le 28 juillet, du haut de la tour de guet du plateau d'Arbois, que visitait M. Brice Lalonde, secrétaire

d'Etat à l'environnement, on apercevait une fumée s'élevant de la décharge des ordures ménagères d'Aix-en-Provence.

Puisqu'on ne peut rien contre la sécheresse et contre le vent, la prévention consiste aussi à couper les vivres au feu naissant. C'est l'éternelle affaire du débroussaillage. Là encore les communes font-elles tout ce qu'il faut ? Un exemple : Ramatuelle, dans le Var, s'entourait d'une superbe forêt de 2 500 hectares. En quatre ans, elle n'a réussi à nettoyer que 175 hectares de sous-bois, alors que cette opération est subventionnée à 95 %.

La loi de 1987 réorganisant la lutte contre les incendies oblige les propriétaires privés à couper les taillis sur 50 mètres en bordure des routes et des chemins dont ils sont les riverains. Sinon il leur en coûte de 1 300 à 2 500 francs d'amende. Bien peu semblent se plier à cette obligation. On serait curieux de savoir combien d'amendes ont été infligées par les maires depuis trois ans. Il est plus facile de réclamer les Canadair que de contraindre ses électeurs à balayer devant leur porte.

La prévention à long terme consisterait encore, dit-on, à réinstaller en forêt de jeunes agriculteurs, à faire brouter les sous-bois par des bœufs. Des expériences ont été lancées ici ou là. Elles resteront forcément isolées. La forêt méditerranéenne, abandonnée depuis des décennies parce que non rentable, ne sera pas sauvée par le labourage et le pâturage. Ne rêvons pas, ces temps-là sont passés.

MARC AMBROISE-RENDU.

DÉFENSE

La colère de la vallée de l'Ubaye

(Suite de la première page.)

Si les réactions les plus vives aux suppressions d'unités militaires ont été enregistrées à Barcelonnette, c'est que le rôle joué par le 11^e BCA dans l'Ubaye dépasse, de beaucoup, celui, traditionnel, de l'armée dans une quelconque ville de garnison. La présence militaire dans cette vallée montagnarde qui s'étend sur 70 kilomètres, entre Gap et la frontière italienne, remonte à plus d'un siècle. L'implantation du 11^e BCA sur les communes de Barcelonnette et de Jausiers, en deux quartiers distants l'un de l'autre de 8 kilomètres, date, elle, de 1948. De l'avis général, une intégration parfaitement réussie. « La bataille est l'image presque idéale de l'armée dans son milieu », estime son commandant, le colonel Pierre Bayle. « Il vit en symbiose parfaite avec la population », confirme le premier adjoint de Barcelonnette et officier supérieur à la retraite, M. Hugues Tassé.

Le 11^e BCA ne se contente pas, en effet, comme tout régiment dans sa région d'accueil, de prêter son concours aux manifestations officielles, ou de se livrer à diverses démonstrations publiques de son savoir-faire et de ses matériels. Voir de participer aux opérations de secours en montagne, ce que les chasseurs alpins font partout couramment. Une quarantaine de commerçants sportifs ou socio-culturels de la vallée sont animés par des militaires ou des femmes de militaires. L'Estella, une organisation

caritative locale, a-t-elle besoin de moyens de transport pour collecter des vêtements et de vieux journaux ? Faut-il des figurants et des choristes pour monter un spectacle sur la Révolution ? Les chasseurs alpins sont là. Et on ne compte plus ceux qui ont épousé des jeunes filles du pays.

« Sans le 11^e la vallée se meurt »

Avec ses six compagnies, le 11^e BCA comprend, aujourd'hui, un millier d'hommes, dont huit cents appelés, auxquels s'ajoutent cent dix familles de militaires, soit mille trois cents personnes. Un poids démographique considérable dans une vallée qui compte, au total, sept mille habitants, dont environ la moitié vivent à Barcelonnette.

L'impact économique n'est pas moindre. On a chiffré les dépenses du 11^e BCA : 30 millions de francs en une année. Les militaires représentent, en fait, la seule ressource permanente qui équilibre une économie touristique fragile (la saison d'été est trop courte, celle d'hiver dépend d'un enneigement capricieux). « Sans le 11^e, la vallée se meurt », résume l'une des affichettes qui ont fleuri à Barcelonnette. Une quarantaine de commerçants, assure-t-on, cessent leur activité et quatre-vingts emplois seraient supprimés dès la première année sui-

vant le départ du 11^e BCA. On redoute, en effet, par ricochet, des suppressions de postes dans les services publics, P.T.T., impôts, gendarmerie... Le lycéen André-Honorati, le plus petit de France, avec ses cent vingt-huit élèves, dont seulement, il est vrai, cinq enfants de militaires, serait, lui aussi, menacé. Garderait-on, d'ailleurs, la sous-préfecture ?

Les « Barcelonnètes », au début du dix-neuvième siècle, avaient fui la pauvreté de leur vallée pour aller faire fortune au Mexique. Mais il n'existe plus d'Eldorado... « On va se battre », déclare l'impétueuse M^{me} Meyran-Bouscarie. En 1713, rappelle-t-elle, Louis XIV voulait nous rattraper contre notre gré au Dauphiné. On voulait être Provençaux. Et on a gagné... Si le Roi-Soleil a flechi, alors, un ministre de la République...

Aux côtés de ses écoles, la population s'est spontanément mobilisée à travers la création d'un comité de défense de l'Ubaye qui préside un jeune médecin de Jausiers, M. Hervé Gloguen. Le 26 juillet, à l'appel des responsables de ce comité, deux cents commerçants ont envahi, en un clin d'œil, la sous-préfecture où se trouvait un émissaire de M. Chevènement. Une semaine auparavant une dizaine d'entre eux avaient symboliquement salué le passage du Tour de France : nus, avec, en guise de cache-sexe, la célèbre « tarte » des chasseurs alpins. Le conseil général des Alpes-de-Haute-Provence devait tenir, sur

place, une séance extraordinaire, le vendredi 4 août, date qui coïncide avec le changement de commandement du 11^e BCA. Il a été question de démission collective des maires du canton, voire de l'ensemble des conseillers généraux. Mais on a, provisoirement, renoncé à cette arme à double tranchant qui pénaliserait, d'abord, les administrés.

Par principe, les élus de la vallée ne veulent pas entendre parler de compensations. La décision du ministre de la Défense ayant peu de chances d'être rapportée — sauf à provoquer des réactions en chaîne, toute aide sera pourtant, le moment venu, bonne à prendre. Premier impératif : obtenir un délai plus long que celui d'un an fixé par M. Chevènement. Il faudra du temps pour trouver une économie de substitution, d'autant que l'Ubaye, essentiellement riche de ses sites et de son climat, cumule des handicaps réductibles : enclavement dramatique, faiblesse du potentiel humain et absence d'outil de formation professionnelle. La vallée, comme le croit M. Aubert, aurait sans doute à jouer la carte du tourisme de santé. Mais elle a besoin, avant tout, de moyens d'accès plus faciles. Un tunnel alpin sur l'axe Nice-Briançon, l'aménagement de la route qui la relie à Gap et un raccordement à l'autoroute Marseille-Grenoble régleraient tous ses problèmes d'isolement...

GUY PORTE.

Société

Accusé d'avoir entretenu des relations avec des groupes terroristes

Un médecin libanais est menacé d'expulsion trois ans après les attentats de 1986

LYON
de notre bureau régional

La validité de la carte de séjour en France du docteur Hassan Nabha expire le 10 septembre prochain. Par lettre, la préfecture du Rhône lui a demandé de prendre ses dispositions afin de quitter le territoire français. Il s'agit du dernier élément d'une succession de procédures judiciaires, « une spirale », dit le docteur Nabha, enclenchée en septembre 1986, alors que plusieurs attentats venaient d'avoir lieu à Paris.

À la fin de ce mois de septembre, des enquêteurs frappent à la porte du docteur Nabha, à Vénissieux, dans la banlieue lyonnaise. « La DST m'a interrogé pendant cinq jours sur mes relations avec la communauté libanaise à Lyon », dit le docteur Nabha. Les policiers lui montrent une photo de Jacqueline Raben, membre des FARL (Fraternités armées révolutionnaires libanaises). Il reconnaît avoir signé un certificat d'hébergement à cette personne : « J'ai fait cela comme on me l'a fait quand je suis arrivé en France, par solidarité. Je ne savais rien de cette fille-là. » Comme il affirme ne rien savoir de deux proches de Georges Abdallah, chef des FARL : Maurice, son frère, et Jamel Riachi. « Je n'ai rencontré ces gens qu'une ou deux fois, sans connaître leur identité », dit-il.

Le ministre de l'Intérieur de l'époque, M. Charles Pasqua, prend, le 12 septembre 1986, un arrêté de expulsion contre quatre Libanais résidant dans l'agglomération lyonnaise, dont le docteur Nabha. Il lui est reproché d'avoir des « relations avec des groupes d'action violente auxquels il apporte un soutien logistique actif ».

Le docteur Nabha se défend de toutes relations avec les milieux terroristes. « C'est vrai qu'entre Libanais étudiants à Lyon, on discutait de la situation de notre pays. Cela ne dépassait pas le cadre du campus ou du restaurant universitaire. Mais peut-on reprocher à des Libanais en exil de parler de la guerre qui déchire leur pays ? »

Hassan Nabha est arrivé en France en 1977, âgé de dix-neuf ans, tout juste marié, pour suivre des études de médecine : « J'ai choisi ce métier par humanisme ». Douze ans plus tard, en deuxième année de cardiologie, il est interne au centre hospitalier de Mongelas, à Givors, près de Lyon.

« Une étiquette trop lourde »

Après la décision d'expulsion du ministère de l'Intérieur, sur les conseils de M. Ugo Lamucci, il a déposé un recours devant le tribunal administratif de Lyon, qui va se prononcer en deux fois. Le 6 novembre 1986, par un sursis à exécution de l'arrêté. Le 20 juillet 1987, par son annulation. Le docteur Nabha se croit alors définitivement à l'abri.

Mais M. Pasqua dépose, le 29 septembre 1987, un recours devant le Conseil d'Etat, qui annule, le 28 décembre 1988, le jugement du tribunal administratif de Lyon, en reprenant l'argumentation du ministre : « La matérialité des faits a été établie par des sources non officielles, confidentielles, mais cependant parfaitement sûres. »

Ex c'est en mars 1989 que la préfecture du Rhône signifie au docteur Nabha qu'il doit quitter le territoire français.

Soutenu par les maires communistes de Vénissieux et de Givors et par ses confrères médecins qui ont entrepris des démarches auprès de la préfecture et du ministère de l'Intérieur, le docteur Nabha attend, sans trop savoir quoi faire. « J'ai confiance en la justice de la France. On ne peut pas expulser quelqu'un sans en donner les raisons, sans dévoiler les preuves. Mais les jours sont comptés. Il répète qu'il n'est jamais intervenu sur le terrain politique hexagonal, qu'il ne souhaite que la paix au Liban, que lui, de confession chiite, considère qu'on ne peut pas fonder un pays sur des bases religieuses ».

Son dernier voyage dans la région de Baalbeck, au village de ses parents, remonte à 1983. Aujourd'hui, il ne veut pas quitter la France « de cette façon-là, avec cette étiquette trop lourde sur le dos ». Il passe à son fils de quatre ans : « Je voudrais qu'il aille à l'école ici, en France, en paix. »

BRUNO CAUSSE

FAITS DIVERS

A Paris dans le dix-septième arrondissement

Un mort, un disparu et six blessés dans l'effondrement d'un immeuble

L'effondrement d'un immeuble de six étages en cours de rénovation, dans le dix-septième arrondissement de Paris (nos dernières éditions du 4 août), a causé la mort d'un ouvrier soudeur, écrasé sous les dalles de béton, alors que six autres ouvriers ont été blessés, dont un gravement. La façade de cet immeuble, un ancien parking situé sur 61, rue Pierre-Denis, s'était brusquement effondrée jeudi 3 août, alors que quatre-vingt ouvriers travaillaient sur le chantier, dirigé par le société Bouygues. « Le béton a cassé comme du verre », disait d'un ouvrier.

Les sapeurs-pompiers de Paris étaient parvenus rapidement, jeudi en fin de matinée, à dégager cinq ouvriers des décombres puis un sixième plus difficilement, un « miraculé », selon leur expression, dont seule une jambe dépassait des gravats. Deux hommes, cependant, manquaient encore à l'appel, ensevelis au fond d'un gouffre de poutrelles de fer, de plaques de béton et de montants d'échafaudages. Avec trois chiens de la brigade de Saint-Denis, utilisés après le tremblement de terre de décembre dernier, cent cinquante sapeurs-pompiers allaient s'efforcer, toute la nuit, de les dégager au prix d'un travail de fourmi. Une fissure était apparue dans un bâtiment voisin, les pompiers n'ont pas utilisé leur pelleteuse par crainte de provoquer un nouvel effondrement.

Alors que les habitants de plusieurs immeubles étaient invités à évacuer leur domicile, les pompiers parvenaient, à 22 h 45, à atteindre l'un des deux prisonniers des gravats. Ils ne retrouvaient cependant qu'un corps sans vie, celui d'un ouvrier soudeur de trente-cinq ans, d'origine tunisienne, Mohamed Taleb, domicilié dans un foyer de la SONACOTRA à Boucrot (Yvelines). Ecroulé sur les oreilles, son corps était enfoncé dans le béton, les pompiers avaient dû le débrayer à l'aide d'un appareil à percussion. Mais le léger bruit qui leur avait permis de s'orienter avait réprimé dans le milieu de la nuit. Et à l'aube du vendredi 4 août, Serge Fouchet, trente-cinq ans, était toujours porté disparu.

Toute l'après-midi de jeudi, les ouvriers rescapés sont restés à proximité des barrières de sécurité installées par la police, casque de chantier sur la tête, surpris de se trouver encore là. A quelques minutes près, le béton aurait pu se refermer sur un nombre beaucoup plus important d'ouvriers, la cantine étant située au premier sous-sol de l'ancien parking. Plusieurs d'entre eux, ainsi que les écrivains, mettaient en cause un échantillon insuffisant en sous-sol alors que des travaux d'excavation étaient en cours, hypothèse également envisagée par la police. Les causes de l'accident restent cependant indéterminées vendredi. L'enquête a été confiée au commissariat du dix-septième arrondissement. Un responsable du groupe Bouygues, présent sur les lieux jeudi après-midi, se bornait à indiquer qu'il n'avait aucun commentaire à faire.

C. L.

de l'Ubaye

Viol et meurtre d'une adolescente à Brest. — Le corps de Lydie Guillou, dix-sept ans, a été découvert le jeudi 3 août vers 13 heures, le long des rives de la Penfeld à Brest (Finistère). L'adolescente, dont la disparition avait été signalée mercredi matin par ses parents, a subi des violences sexuelles avant d'être étranglée. Selon l'enquête menée par la brigade des mineurs de Brest, Lydie était allée rejoindre des amis sur les bords de la Penfeld le soir de sa disparition. Quatre adolescents sont actuellement gardés à vue au commissariat de Brest, et seront entendus par la police.

COPIES COULEURS
Canon LASER
COPIES DE PLANS
JUSQU'À 84 x 120 CM
RANK XEROX 2080 3080
P.A.O.
AVEC VENTURA
ET ÉDITION LASER
ETRAVE REPRO
38, AV. DAUMESNIL - 43.47.21.32

Communication

Les enjeux de la télévision du futur

I. — L'Eldorado de l'industrie électronique

Démonstration lors du sommet des Douze à Madrid, présentation à M. Gorbatchev lors de sa visite à Paris, mise en images des cérémonies du Bicentenaire... La télévision Haute Définition européenne, encore à l'état de prototypes, fait ses premières sorties publiques. L'Office parlementaire français d'évaluation des choix scientifiques et technologiques vient de lui consacrer un volumineux rapport qui préconise de « ne pas relâcher l'effort européen » en engageant des moyens « à la mesure de ceux de nos concurrents, de l'importance des enjeux et des retards à rattraper ».

Voici M. François Mitterrand vantant lors d'une conférence de presse récente « la mise au point d'une haute définition que je crois supérieure à ses concurrentes, japonaises aujourd'hui, américaines demain ». Voici le Congrès américain en passe de violer ses principes libéraux pour soutenir ses industriels ; voici enfin le ministre allemand des Télécommunications ou des parlementaires français appelant à une alliance entre Europe et États-Unis pour contrer les Japonais. Si les hommes politiques de tous bords se penchent sur le berceau de la télévision Haute Définition, c'est que les enjeux culturels et économiques de cette nouvelle technologie sont considérables. C'est aussi que la compétition mondiale est loin d'être terminée.

Au lieu d'une étrange lucarne, ouvrir au téléspectateur une véritable fenêtre sur le monde : c'est ainsi qu'on pourrait résumer l'ambition de la télévision Haute Définition (TVHD), sur laquelle les experts travaillent depuis maintenant plus de dix ans. Car les trois systèmes actuels de télévision couleur (Secam, PAL et NTSC), conçus il y a plusieurs décennies, enferment la télévision dans une sorte d'impasse technologique, alors que la Haute Définition présente une série de bénéfices prometteurs : un son stéréo, une image plus précise sur des écrans plus grands et en même temps plus plats.

Stratégies différentes

Pour tous les professionnels, c'est une révolution. Côté production des images, la HD (Haute Définition) a des avantages incontestables sur le support chimique (le film) qui restera encore longtemps l'étalon de la qualité d'image. Cycle de production plus rapide, stockage et reproduction simple, effets spéciaux à volonté, bref une souplesse d'emploi à peine différente de la vidéo actuelle, pour un résultat qui ne dissonne pas une salle de projection. Celui qui maîtrisera la technologie retenue aura un net avantage compétitif pour alimenter en images les télévisions qui se multiplient dans le monde, et les nouveaux supports qui les accompagnent, des magnétoscopes aux lecteurs de disques vidéo.

Au moment où l'on s'interroge tant en Europe d'un déferlement d'images étrangères, l'impact culturel est évident. En contrepartie, l'introduction de la HD imposera la rénovation de tous les studios qui fabriquent la trame quotidienne des émissions (variétés, jeux, information, etc.). Un investissement dont le coût ne manque pas d'inquiéter les responsables de chaînes.

Pour reproduire dans les foyers ces images nouvelles, il va aussi falloir de nouveaux équipements.

loir de nouveaux équipements. A raison de sept cents millions de postes installés dans le monde, toutes les études chiffrent le marché en dizaines de milliards de dollars à l'horizon 2000. Même si la percée véritable est lente, voilà un marché qui fait saliver les constructeurs de téléviseurs ! Mais pas eux seuls. Plus sophistiqués que nos engins actuels, les téléviseurs HD seront de gros consommateurs de « puces » et

téléviseurs haut de gamme. Avec les brevets de ces téléviseurs HD plus chers et plus « intelligents », resteront « au pays » des usines et donc des emplois, actuellement attirés par la zone Pacifique, et notamment les « quatre dragons » du Sud-Est asiatique.

Cette ambition mobilise les Européens et, plus tardivement, les Américains. Mais le temps presse, car les Japonais ont pris, dans cette course,

Les normes de diffusion

Aujourd'hui	
● 75 % de la population mondiale	● 25 % de la population mondiale
● Europe, Afrique, Proche-Orient, Chine, Inde.	● Amériques, Japon, Corée
(Fréquence électrique : 50 hertz)	(Fréquence électrique : 60 hertz)
625 lignes, format d'écran 4/3 (PAL ou SECAM)	525 lignes, format d'écran 4/3 (NTSC)

Demain		
EUROPE	JAPON	ÉTATS-UNIS
625 lignes, format 16/9 (standard intermédiaire MAC PAQUET) 1995 ?	1 125 lignes format 16/9 (Haute définition norme EBU/ISO)	525 lignes, format 16/9 (standard intermédiaire) 1995 ?
1 250 lignes, format 16/9 (Haute définition norme HD-MAC)		1 050 lignes, format 16/9 (Haute définition)

les industriels de la micro-électronique ne peuvent qu'être alléchés par la perspective de nouveaux débouchés de masse.

Armées ou hôpitaux ne restent pas indifférents aux applications nouvelles de la TVHD. Car ces futurs écrans plats, à l'image précise, seront demain utiles, non seulement pour visionner la Palme d'or du Festival de Cannes, mais pour conduire des chars de combat ou établir des diagnostics. Quant aux experts de la domotique, ils rêvent déjà d'un super-téléviseur ange gardien du foyer, tableau de bord pour tous les appareils de la maison, et accueillant toutes les images, quelle que soit leur origine.

Bref, les retombées espérées de la TVHD laissent entrevoir aux industriels de l'électronique grand public occidentale une échappée « par le haut » devant la concurrence japonaise. Grâce à ce saut technologique, ils s'affranchiraient de l'engorgement fatal de la banalisation des produits, qui a conduit l'industrie asiatique à dominer tous les créneaux du secteur, à l'exception des

une solide avance : gouvernement, industriels et chaînes de télévision travaillent au coude-à-coude depuis longtemps pour faire prévaloir leurs vues. En face, le camp occidental est loin d'afficher la même cohésion. Même si l'industrie met maintenant les bouchées doubles, les chaînes de télévision européennes et américaines ont des stratégies hésitantes, voire divergentes. Or la réussite reposera sur le choix du consommateur. Et celui-ci juge au moins autant le contenu des images que leur support. La bataille fœrre qui se joue dans les conférences internationales sur les normes ne sera donc vraiment gagnée que si l'industrie des programmes vient relayer l'industrie tout court.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA.

Prochain article :

Bataille planétaire autour d'un nouvel écran

Des téléviseurs doués de mémoire

Dans un téléviseur actuel, l'image est formée d'environ 120 000 à 180 000 pixels, soit autant de « points » d'information élémentaire, répartis sur 525 ou 625 lignes balayées par un faisceau électronique. Les futurs téléviseurs Haute Définition devraient fournir environ 700 000 pixels, permettant d'agrandir l'image tout en améliorant sa qualité. Pour cela, le nombre de lignes sera doublé. De plus, le papillotement actuel sera éliminé car les images seront renouvelées plus souvent. Et le format des écrans s'élargira, passant d'un rapport de 4 sur 3 à 16 sur 9 entre largeur et hauteur.

Mais la quantité d'informations à transmettre se trouve alors considérablement augmentée. Comme les canaux de transmission ne peuvent être élargis à volonté pour ne pas gaspiller les ressources rares que sont les fréquences hertziennes, les techniciens ont dû avoir recours à des artifices. Ainsi, l'image captée par les caméras haute définition est décomposée en parties fixes et parties mobiles, qui ne sont pas transmises au même rythme. Certains « morceaux » d'image sont même éliminés à la transmission, et recalculés à la réception à partir des images adjacentes. Pour traiter ce signal filtré, compressé, codé, les futurs téléviseurs disposeront donc de mémoires et d'une puissance de calcul se rapprochant des ordinateurs actuels.

Si tout le monde s'accorde à peu près sur ces objectifs, chacun a sa méthode pour y parvenir, avec des changements aux trois stades de la chaîne de

l'image, production, transport, reproduction. Dans les propositions initiales des Japonais, la TVHD est un nouveau média à part entière, avec ses propres canaux de diffusion. Cette solution a l'avantage de la simplicité, mais ne permet pas aux téléviseurs actuels de recevoir les nouvelles images, et impose donc le renouvellement de tous les récepteurs et la création de réseaux additionnels.

Européens et Américains ont donc entamé une autre démarche, dite « compatible ». Mais cette approche implique en Europe le passage par une étape intermédiaire, celle du MAC Paquet. Cette nouvelle famille de normes de transmission, qui sépare les signaux de luminance et de chrominance (dont élimine les défauts de couleur), et permet un son de qualité équivalente au disque compact, doit permettre dans un premier temps d'unifier les pays européens, toujours partagés entre PAL et Secam, sur un même standard, avant d'introduire la véritable haute définition HD-MAC. Dans l'approche compatible, les futurs programmes en HD-MAC pourront être visionnés à la fois sur les téléviseurs D2 MAC et HD MAC, seuls ces derniers pouvant toutefois exploiter les informations supplémentaires transmises pour reconstituer une image de qualité maximale.

La recherche d'un standard mondial unique est encore compliquée par les différences de courant électrique entre continents (50 ou 60 hertz), qui ont dicté la fréquence de balayage des images.

PRINTEMPS

EXPO LA MARSEILLAISE

18 juillet-16 août

Pour découvrir les dessous de l'Opéra-Ballet du 14 Juillet, le Printemps vous présente en exclusivité les créations de Jean-Paul Goude : les croquis, les maquettes de décor et les costumes qui ont donné naissance à ce spectacle magique.

Printemps Haussmann 2ème étage du Printemps de la Mode.

هنا من الحفل

TRIATHLON : Championnat du monde

Trois Glorieuses

Le premier championnat du monde officiel de triathlon catégorie A doit avoir lieu dimanche 6 août en Avignon, sur des distances de 1,5 km en natation, 40 km à vélo et 10 km en course à pied. Cette épreuve, qui regroupe des représentants de quarante nations et l'élite des meilleurs triathlètes du monde, dont l'Américain Mark Allen, suit de quelques mois seulement la création de la première fédération internationale du triathlon (ITU).

NE vous y trompez pas : le championnat du monde de triathlon qui fera nager, rouler et courir les meilleurs triathlètes du monde, dimanche après-midi dans la Cité des Papes, mérite son nom et son label. Il est bel et bien un championnat du monde reconnu, accepté et respecté. Un « vrai », certifié conforme et fraîchement officialisé par les toutes jeunes instances internationales de ce sport.

La précision n'est pas superflue pour le triathlon, sport hybride, qui a poussé de façon anarchique. Né en 1975 sur une plage de Californie du Sud, le triathlon n'a vraiment touché les esprits et déclenché les vocations qu'à partir de 1978, date choisie par une quinzaine de militaires américains pour repousser ce que beaucoup croyaient alors être les limites humaines en matière d'endurance. Quinze « marines », assez fous et suicidaires pour s'aligner au départ du premier triathlon d'Hawaï, épreuve grandiose, pompeusement qualifiée aujourd'hui de mythique.

Une idée folle

L'idée de cette folie avait germé l'année précédente dans l'esprit revanchard du capitaine de vaisseau John Collins, un vétéran de la marine américaine, stationné à Honolulu. Vexé que son équipe de vétérans ait été battue par les cadets dans une épreuve de relais, John Collins lance, un soir de 1977, autour d'une table copieusement encombrée de chopes de bière, le défi de regrouper les trois compétitions les plus redoutées de l'archipel : la Waikiki Rough Water Swim, une épreuve de natation de 3,9 km, l'Around Oahu Bike Race, une course cycliste longue de 179 km, le marathon d'Honolulu, couru sur la distance traditionnelle de 42,195 km.

Le 18 février 1978, cette idée se réalise avec le premier véritable triathlon de l'histoire : John Collins emmène quatorze « marines » à l'assaut de ce défi. Douze d'entre eux terminent saufs et bien portants. La victoire revient à Gordon Haller, qui couvre les 225 km en 11 h 46 mn et 58 sec. pour être le premier « iron man » (homme de fer) de l'histoire.

Onze ans et quelques centaines d'organisations plus tard, le triathlon vit sa deuxième naissance dimanche en Avignon. Le temps s'est à peine étiré entre ces deux dates si proches, pourtant ce sport a déjà vécu bien plus qu'une simple jeunesse. Étonnamment, remarquablement télévisé, le triathlon a voulu saisir ce chapelet de superlatifs pour tenter de sauter toutes les étapes. L'argent y a très vite fondu, comme un sigle sur une proie facile.

L'âge adulte

Au point que les épreuves « iron man » d'Hawaï ou de Nice n'ont pas hésité à s'autoproclamer pompeusement de « championnats du monde », installées sur de douillet tapis de dollars et soutenus par le plus influent des agents du sport mondial, McCormack, et avec lui par la puissance de la chaîne de télévision américaine CBS.

L'argent coulait à flots, les champions du monde succédaient aux « numéros un mondiaux », les courbes de licenciés suivaient leur tracé exponentiel (3 937 en France en 1985, 7 098 l'année suivante, 8 936 à ce jour), les épreuves fleurissaient à un rythme toujours plus rapide (80 en France en 1985, 350 pour la saison 1989). Mais tout le monde s'y perdait, ne sachant plus si un triathlon était champion d'Europe A (1,5 km de natation, 40 km de cyclisme, 10 km de course à pied), ou vice-champion du monde C (3,8-180-42,195), à moins qu'il n'ait gagné le circuit national B (2,5-80-20). Personne ne pouvait s'y retrouver dans ce flou des épreuves et des distances, au milieu de cette pagaille des titres et des championnats.

Le triathlon est allé trop vite. L'argent et les partenaires commerciaux ont pris en marche un train que les textes et les structures attendaient passivement sur le quai de la gare. Il a fallu patienter jusqu'en 1985 pour que



C'est avec un vélo mis au point par les triathlètes américains, avec un guidon à accoupler pour mieux récupérer des efforts fournis en natation, que Greg LeMond a déposé Laurent Fignon du maillot jaune dans la dernière étape contre la montre du Tour de France.

naissance en France le CONADET (Comité national pour le développement du triathlon), un organisme affilié au CNOSF, qui devrait logiquement mener en fin d'année, changer de peau et de nom pour devenir la Fédération française du triathlon. Les structures ont épousé la même lenteur au niveau international puisque l'ITU (International triathlon union), fédération internationale enfin reconnue de tous, n'a pas encore fêté son premier anniversaire. Sa tâche initiale a consisté à organiser le premier championnat du monde « officiel » de triathlon, dimanche en Avignon, et d'y inviter les meilleurs triathlètes du monde grâce à une grille de prix coquette et aguichante (75 600 francs au vainqueur, la même somme pour la première femme). Et, fort de ce calendrier enfin adulte et crédible, réclamer haut et fort cette sacro-sainte

reconnaissance olympique, symbole illustre et convoité qui vient certifier qu'un sport a atteint son âge de raison.

Pour Barcelone, le triathlon semble avoir laissé passer le bon wagon. Mais 1996 devait marquer l'entrée de cette discipline dans l'antre olympique, au moins comme sport de démonstration.

En attendant cette heure de gloire, le triathlon peut bomber le torse. Vieux d'une seule décennie, il a déjà atteint l'âge adulte. Celui de la reconnaissance médiatique d'un professionnalisme bon teint (l'élite des dix ou quinze meilleurs triathlètes français vit confortablement du triathlon) et du label « éducatif » (le premier circuit scolaire a été lancé cette année avec le soutien de l'Union nationale du sport scolaire).

ALAIN MERCIER.

RUGBY : le centenaire de la fédération sud-africaine

Les invités sont priés de ne pas donner suite

Aucun joueur ni dirigeant ne représentera la Fédération française de rugby (FFR) à la célébration du centenaire de la South Africa Rugby Board, ont annoncé, jeudi 3 août, MM. Roger Bambuck et Albert Ferrasse, respectivement secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports et président de la FFR. En cas de participation aux cinq matches, dont deux tests prévus contre les Springboks, les sept internationaux français, invités, à titre individuel, à constituer une « sélection mondiale » avec des joueurs britanniques et australiens, s'exposeraient à des sanctions qui n'ont pas été précisées.

A Londres, M. Sam Ramsamy, président du Comité olympique non raciale d'Afrique du Sud (SANROC), a indiqué, jeudi 3 août, que les pays africains militaient pour l'exclusion de l'Angleterre des prochains Jeux du Commonwealth, organisés à Auckland en janvier 1990, si des sportifs britanniques participaient à ces fêtes du centenaire ou à la tournée des joueurs de cricket envisagée en janvier 1990.

Il n'y aura ni joueur ni dirigeant représentant la FFR pour participer à la tournée d'une sélection mondiale en Afrique du Sud à partir du 19 août prochain, dans le cadre du centenaire de la Fédération sud-africaine de rugby, ont déclaré de conserve MM. Roger Bambuck et Albert Ferrasse, à l'issue de leur entrevue. « Si tel n'était pas le cas, le ministre demanderait à M. Ferrasse de sanctionner les joueurs concernés », a précisé M. Claude Champin, directeur de cabinet de M. Bambuck.

Le secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports a rappelé que, en 1983, M. Edwige Avice avait déjà signifié à M. Ferrasse le point de vue du gouvernement français. « Aucun sportif n'est autorisé à se rendre en Afrique du Sud pour prendre part à une manifestation officielle », a-t-il dit. Notre position est inflexible. Le mouvement sportif dans son ensemble, et le rugby en particulier, ont fait des efforts dans la lutte contre l'apartheid en imposant notamment des sélections multiraciales, mais je crois qu'ils ont été trompés par les autorités sud-africaines qui se sont servies de ces événements pour tenter de prouver que la situation était normale.

M. Bambuck a toutefois souligné qu'il ne lui était pas possible d'empêcher la participation à la tournée de « ceux qui, à titre personnel, ont clairement décidé de se faire les complices de l'apartheid ». Le troisième ligne Laurent Rodriguez s'est déclaré prêt à se rendre en Afrique du Sud. « Je répondrais favorablement à cette invitation si elle ne venait, a-t-il dit, d'Irai la-bas, en tant que touriste, rendre visite à des amis. Et si ces amis me proposent une partie de rugby, je ne pourrais pas refuser. » Les six autres internationaux français invités seraient, selon l'hébergement Midi olympique, Pierre Berbizier, Franck Mesnel, Denis Charvet, Philippe Sella, Jean-Pierre Garnet et Marc Cécillon.

Il est désormais peu probable que ces internationaux se risquent à outrepasser le veto gouvernemental et fédéral. M. Ferrasse a

précisé que, « opposé depuis toujours à l'apartheid », il était « fondamentalement légaliste » et qu'il conseillerait « aux joueurs de rester chez eux ». Cette position diffère de celle des responsables de la Fédération anglaise de rugby dont le secrétaire, M. Dudley Wood, a déclaré le 3 août : « Nous avons reçu les invitations dans des enveloppes scellées lundi (31 juillet) et nous les avons transmises aux joueurs. »

A Londres, M. Sam Ramsamy, président du Comité olympique non raciale d'Afrique du Sud (SANROC), a évoqué, le 3 août, les conséquences que pourrait avoir la participation de sportifs britanniques à ces fêtes du centenaire et à une tournée de joueurs de cricket programmée en janvier 1990.

« J'ai le sentiment, a-t-il dit, que l'Afrique pense que l'Angleterre ne fait rien pour arranger les choses et qu'il faut faire un exemple en demandant son exclusion des Jeux du Commonwealth. Les Africains, qui ont abandonné l'idée de boycotter eux-mêmes les Jeux, étudient actuellement la possibilité de provoquer une assemblée générale extraordinaire du comité d'organisation dans ce but. » Cette hypothèse avait aussi été envisagée, quelques jours plus tôt, par M. Russell Marshall, ministre des affaires étrangères de Nouvelle-Zélande qui doit accueillir ces Jeux en janvier 1990.

Les Anglais redoutent surtout l'intransigence de leurs seize joueurs de cricket, dont l'ancien capitaine de l'équipe nationale Mike Gatting, qui sont prêts à risquer une suspension de cinq ans de toutes les compétitions internationales pour effectuer une tournée en Afrique du Sud du 24 janvier au 8 mars 1990 qui leur rapporterait 100 000 livres (1 050 000 F) à chacun. Le président de la Fédération britannique de cricket (TCBB) a annoncé que leur attitude constituait pour lui une « grosse déstabilisation », tout en ajoutant qu'« il est impossible pour le TCBB de rivaliser avec l'argent sud-africain ».

AUTOMOBILE
Les culbutes des F 40

ENZO FERRARI avait tenu avant de disparaître à célébrer, en 1987, le quarantième anniversaire de sa firme en présentant la fabuleuse F 40, « l'île de la compétition », cette grande voiture dotée d'un moteur V 8 de 2,9 litres à double turbo développant 480 CV, était, par de nombreux aspects, inspirée de la formule 1. Ce « pur sang cabré », commercialisé au prix de 270 millions de francs (1,7 million de francs en France) devait être réservé à l'origine à quatre cents clients privilégiés mais, devant l'efflux des commandes, ce quota a dû être doublé.

Parmi ces privilégiés figurait M. Jean-Marie Balestre, président de la Fédération internationale de l'automobile (FIA). Pour remercier son vieux ami de tous les « services rendus » au sport automobile, Enzo Ferrari lui avait même consenti une petite remise de... 40 % sur le prix d'achat. Or c'est cette F 40 présidentielle — présentée incognito — qui a été adjugée 6 300 000 francs en juin lors d'une vente aux enchères organisée au Palais des congrès par Mr Poulain.

Pour expliquer cette revente d'une voiture qui n'affichait que 380 kilomètres au compteur, le président de la FIA a invoqué les problèmes qu'il rencontrait pour s'installer et sortir de l'habillage depuis son opération. Tout en reconnaissant devant des journa-

listes italiens qu'il avait fait une « très bonne affaire ».

Jean-Marie Balestre n'est d'ailleurs pas le seul à avoir profité de sa fortune et de son rang de client privilégié pour spéculer sur les F 40. Stefano Casaghi, époux de la princesse Caroline de Monaco, aurait aussitôt revendu la sienne 1,4 milliard de francs (6 600 000 francs). Ancien pilote de la « Scuderia », le Belge Jacky Ickx a dû se contenter de deux fois et demie le prix de son investissement.

Avant même de disposer de sa F 40, le Britannique Nigel Mansell, qui défend les couleurs de Ferrari en formule 1, croyait avoir réussi l'affaire de sa vie en la proposant 880 000 francs (7 163 000 francs) à David McKee, un revendeur britannique. Or ce dernier agissait pour un client, John Collins, qui lui payait 1 million de francs (10 700 000 francs).

Devant ce « manque à gagner » qu'il n'avait pas soupçonné, Nigel Mansell a voulu faire machine en arrière. L'affaire a été portée devant la Haute Cour de Londres, qui a décidé que le pilote de la « Scuderia » devait honorer sa promesse de vente. Il ne lui reste plus qu'à obtenir de ses employeurs le privilège d'être le premier à bénéficier d'une deuxième F 40 pour tenter de faire mieux la prochaine fois.

GÉRARD ALBOUY.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09Tél. : (1) 42-47-97-27
Téléc. MONDIPAR 850572 F
Télécopieur : (1) 46-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publicationAnciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauret (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.Capital social :
620 000 FPrincipaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.Administrateur général :
Bernard WozniakRédacteur en chef :
Daniel VerdetCorrespondant en chef :
Claude Salas.

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-83 ou 45-55-91-71
Téléc. MONDIPUB 286 136 F

Inscrit
au « Vrai »
Paris-IX

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administrationCommission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-99-61

Le Monde
TÉLÉMATIQUE

Composés 38-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LM

ABONNEMENTS

BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS voir annuaire
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre
règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABOPORTAGE : pour tous renseignements
Tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à for-
maler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande
d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en
capitales d'imprimerie.

82.1 MOND3

LES HEURES
DU STADE

Athlétisme

Coupe d'Europe. — Finale
masculine A à Gateshead (GB) et
finale féminine B à Strasbourg,
samedi 5 et dimanche 6 août.
(A2, le 5 à 16 h 30).

Automobilisme

Rallye d'Argentine. —
Jusqu'au samedi 5 août.

Football

Championnats de France.
— Quatrième journée, samedi
5 août.Coupe d'Europe. — Auxerre-
Dynamo Zagreb, mercredi
9 août en tour préliminaire de la
coupe de l'UEFA (Canal + à
20 h ; TF1 en différé à 22 h 10).

Motocyclisme

Grand prix de Grande-
Bretagne de vitesse. — Diman-
che 6 août à Silverstone.
(Canal + à 16 h 30).

Ski nautique

Championnat d'Europe. —
Jusqu'au dimanche 6 août à
Milan.

Sports équestres

CSGO de Dinard. — Jusqu'au
dimanche 6 août. (FR3, le 5 à
16 heures et le 6 à 14 h 30).

Triathlon

Championnats du monde.
— Dimanche 6 août en Avignon.
(Canal + à 13 h 30).

Voile

Admiral's Cup. — Course du
Fasnet, du dimanche 6 au
mardi 8 août.Course de l'Europe. —
Jusqu'au samedi 12 août.Course du « Figaro ». —
Jusqu'au mardi 15 août.

Le Monde SANS VISA

Est-ce à son passé, riche ou chaotique selon les points de vue, que ce petit pays doit son ouverture d'esprit si remarquable ? Le Luxembourg vaut en tout cas le voyage.

Le Luxembourg à la ville comme à la campagne

par Olivier Boissière

APRÈS tant de belles réformes de l'enseignement, il est sans doute superflu de rappeler aux Français, dont on sait qu'ils furent naguère médiocres en géographie, que le Luxembourg se situe aux frontières nord-est de l'Hexagone avec quelque 68 kilomètres de frontière commune aux confins de la Lorraine et des Ardennes, tandis que le grand-duché est bordé au nord-ouest par la Belgique et par la République fédérale d'Allemagne à l'est.

Les mêmes Français, Européens convaincus, ne peuvent ignorer que le Luxembourg adhère à l'OTAN, et qu'il est membre de la Communauté européenne. Qu'il en soit le pays le moins étendu par le territoire — l'équivalent d'un département français — et le moins peuplé avec quelque quatre cent mille habitants. Que sa situation géographique lui a conféré l'honneur d'accueillir le secrétaire d'Etat, ainsi que quelques institutions comme la Cour de justice et la Banque d'investissement.

Le Français, qui a bon esprit, ne peut croire les rumeurs qui courent sur le compte de son allié, que les banques pratiqueraient à Luxembourg un noir secret qu'on croyait caduc même en Helvétie et que des holdings obscures y tiendraient position sur le marché au détriment de la moralité des transactions internationales. Le Luxembourg, paradis fiscal ? Mais non, mais non, assure-t-on ici.

C'est peut-être au sommet de la montagne de Clausen qu'on embrasse le mieux le paysage. Bâtie sur un piton de grès encadré par les méandres de la Pétrusse et de l'Alzette, la vieille ville semble une île au sec avec ses ponts et viaducs lancés entre les bords des deux vallées. La montagne de Clausen se prend aussi à rebours. Franchi le pont à voûte unique, sur la rue qui monte doucement et surplombe l'Alzette, entre la brasserie de trique et le viaduc qui porte la voie de chemin de fer, il y a un doux caboulot à la terrasse, plein midi et soir, qui porte le nom féérique de Mélusine. Près de la porte, une plaque gravée annonce : « Docteur Médecin. F.G. Maladies inévitables. Consultations sur rendez-vous ». On s'enquiert sur le mode plaisant du sens caché de cette enseigne. Les regards brillent et se croisent. On finit par apprendre que cette plaque est destinée à faire causer les gros malins (dans votre genre). Les Luxembourgeois sont des farceurs.

Mélusine — rien à voir avec son homonyme poitevine, — c'est une légende locale, un petit mythe fondateur. Un jeune comte Siegfried se serait égaré, une nuit sans lune, et aurait, au bord de la rivière, eu commerce avec une jeune fille aux longs cheveux blancs. Il n'eût de cesse de lui



construire un castel et de la prendre pour épouse. La condition qu'elle posa est qu'il ne demanderait jamais ce qu'elle faisait le samedi soir. Dévoré par la curiosité, il la guetta par le trou de la serrure pour découvrir qu'il avait épousé non ce monstre « mi-homme, mi-femme, mi-poison » que vantait Hugo, mais une sirène. Hurlant d'épouvante du jeune comte, disparition instantanée de la belle. Ridesu. Une histoire qui se termine en queue de poisson. La donzelle hanterait encore les lieux et apparaîtrait tous les sept ans pour être sauvée de sa malédiction par un cœur pur. Mais qui l'a jamais rencontrée depuis ?

« Gibraltar du Nord »

Avant (pendant, après ?) leur Lorelei, les Trévires ont connu César et ses légions, la paix gallo-romaine. Bien placés entre la Germanie et les pays d'influence latine, les anciens Luxembourgeois ont vu passer et séjourner sous leurs cieux toute sorte de rétro-d'origines diverses, des Bourguignons et des Espagnols, des Prussiens et des Français, tous les nomades affamés et porteurs de hallebardes qu'engendrait la vieille Europe.

Ce maniaque de Vauban ne manqua pas de venir mettre le siège devant la ville, l'enleva et se mit aussitôt à l'ouvrage pour la rendre imprenable, tel un champion d'échec solitaire prenant alternativement parti pour ses blancs et ses noirs. Elle fut pourtant reconquise par les Autrichiens, qui y établirent le dédale de casemates qui la fit surnommer la « Gibraltar du Nord » et fait aujourd'hui le supplice des touristes.

Terre de passage, tournée, comme on dit, vers l'ouest et l'est, et qui mit longtemps à trouver son autonomie, sinon une identité, le grand-duché du Luxembourg doit sa naissance officielle au traité de Vienne de 1815. Encore était-il alors sous la coupe hollandaise par grand-duc interposé, un Nassau. Seule une loi de succession différente, qui faisait accéder une femme au trône batavé tandis qu'un homme devenait grand-duc, sut consacrer une scission défi-

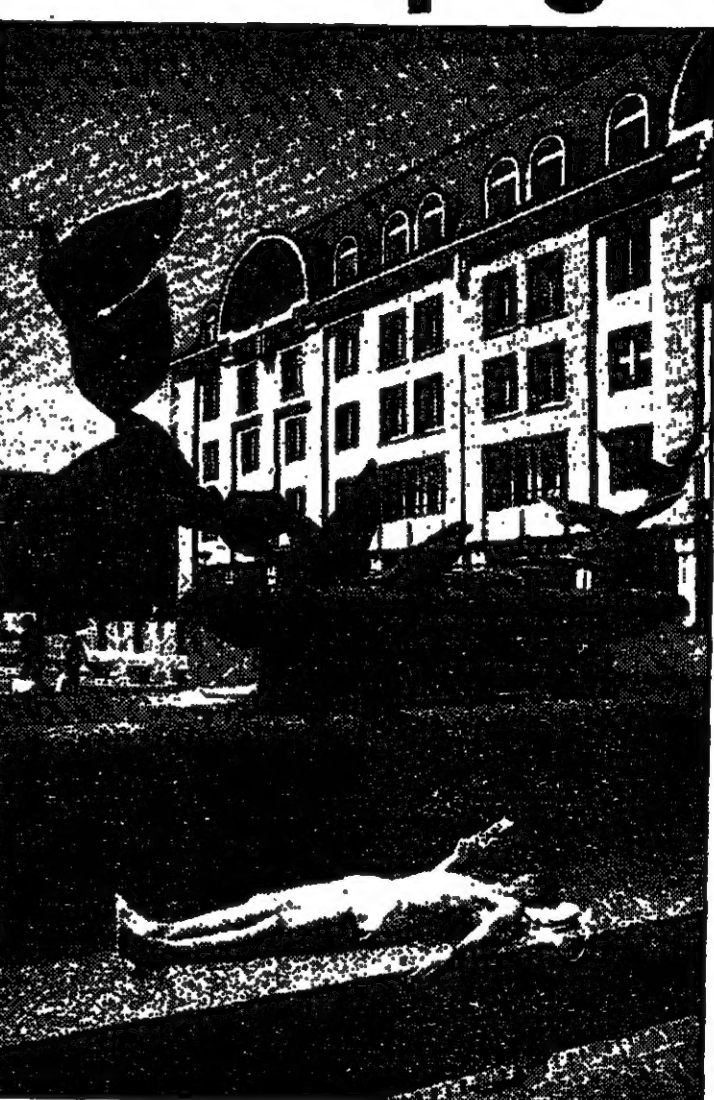
nitive. La situation pour le peuple avait été plus que confuse : à l'aube du dix-neuvième siècle, les vieux étaient sujets des Habsbourg, les adultes étaient nés Français, les jeunes, formés par les Hollandais, avaient été sujets belges soumis un temps à une tentative de germanisation. Un melting-pot s'il en fut. Est-ce ce passé, riche ou chaotique selon les points de vue, qui dote ce petit pays d'une tolérance et d'une ouverture d'esprit si remarquables ?

Les Luxembourgeois à la démographie déclinante — ce qui, ajouté à un PNB record par tête d'habitant, ferait mentir leur vieil adage : « Les enfants viennent plus vite que les rentes » — ont une population formée au quart d'étrangers. Des études récentes leur font augurer d'un tiers à l'horizon 2030. On envisage sans panique que, en sus des immigrés principalement latins, il faudra compter avec une immigration venue d'outre-mer. Et l'on s'y prépare sans la moindre trace apparente de racisme ni de xénophobie. De la graine à prendre.

Il sont cent deux — le barman possède la liste — les étudiants de l'université de Miami entassés autour du billard du Pacha Club. Ils sont venus passer un semestre, visiter la vieille Europe et apprendre quelques mots de français — sous la torture, nous assure-t-on. Pour l'instant, ils se préparent une gueule de bois à la mode du Vieux Monde : de frêles adolescentes avalent cul sec des rasades d'un mélange détonant — deux shots de vodka pour un de limonade — et ferment les yeux, la tête en arrière quand le liquide explose dans leur poitrine.

Cosmopolite par nature

Le Luxembourg serait ainsi cosmopolite par nature. Si on songe que la ville est peuplée d'une douzaine de milliers de fonctionnaires internationaux et qu'elle accueille cent cinquante banques, on comprend mieux l'impression de déjà-vu que dégage la vieille ville avec ses zones piétonnes comme partout, ses pavages design, ses boutiques aux vitrines banalisées. La frontière, le boulevard Royal, aligne les sièges des banques joutifues, clinquantes ou retenues dans



leurs façades. Comme on dit à la campagne : « Le paysan le plus bête a les plus grosses pommes de terre ». Evidemment, le charme est ailleurs.

Il est dans le val de Ham, par exemple, au bout d'une petite route qui n'est guère asphaltée. Une petite usine de briques rouges regarde couler la rivière parmi les saules. Un de ces lieux qui donne envie d'acheter une canne à pêche et un pliant, un chapeau à larges bords aussi pour amortir les scintillements de l'eau, puis de se consacrer au repeuplement du grand-duché.

Les occupants du lieu se disent artisans-artistes. Il y a un grand blond un peu déprimé au regard délavé, un menton légèrement prognate, des jeans maigres, des santiags marquées aux pieds, et un Euzen Spiegel introuvable, bondissant et levure de coudre. Weber et Kalmes — en bulgare qui ignore le K, le W et le Y, ils n'existeraient pas — seraient, quoi, en jargon parisien ? Designers ? Aménageurs d'espace ? Pour l'instant, ils s'affairent autour d'une gigantesque horloge qu'ils achèvent de revêtir d'une chape — miac — de plomb. Le mécanisme qui entrainera les aiguilles tient dans une boîte d'allumettes de cuisine. Le temps, c'est relatif ? Dans l'atelier traient des outils, des postes de soudure ici et là, un très bizarre prototype : un fauteuil club aux coussins de plomb élastiques, un siège de plumes d'oie... Que font-

ils donc ces hurluberlus inattendus ? Un travail sérieux sur la gravité ?

On les avait soupçonnés d'abord au Casablanca — à Luxembourg, sauf le respect dû à leurs Altesses, il faut faire la tournée des grands-ducs, — un lieu de nuit à un jet de siphon du centre, une bâtisse sombre à l'usage mixte : restaurant, bar, night-club, développés autour d'une large trémie centrale

ouverte, impressionnante par son architecture efficace et la précision de la mise en œuvre. La qualité, surtout quand elle s'exerce ainsi loin des circuits internationaux et métropolitains, ça saute aux yeux, pour ainsi dire. Le bistrot de Mélusine, c'était encore eux. Alors on est venu voir. Ce ne sont pas des ingénieurs provinciaux : ils ont vu Milan, Rome, New-York et Amsterdam. Ils sont installés ici pour des raisons de commodité. Demain ils seront ailleurs. En attendant de prendre la route, ils refont des boutiques, des cafés.

Parce qu'à Luxembourg il y a une belle vie de café. On y boit de la bière, beaucoup de bière. Le Luxembourgeois en absorbe 125 litres par an juste derrière le Belge et le Tchèque. On y parle aussi, on refait le monde. Les cafés participent manifestement de la vie sociale, à toutes les heures du jour et de la nuit. On peut y traîner deux heures d'affilée le matin sous le feu du reggae à lire les journaux bilingues, allemand et français distribués, semble-t-il, au hasard ou à la fantaisie des rédacteurs, le *letzenburgeresch* réservé aux annonces roses et noires, c'est-à-dire aux naissances, mariages et décès.

A l'interview, l'horloge a trouvé sa niche au-dessus du comptoir. Le lieu lui d'une très belle lumière dispensée par des lampadaires de métal lourd. Le plomb a des reflets sombres et sous-marins. Ici encore, l'intelligence de l'agencement, la qualité d'ambiance conférée par l'exactitude des solutions plastiques laissent interloqués. De quoi effacer d'un trait les architectes de nos bistrotis bourgeoises. L'ouverture, c'est ce soir. Le jeune manager de ces lieux ne cache pas son bonheur. Les artisans ouvrent de la bière. Et tous ces efforts, cette munificence, c'est justifié ? Regard condescendant. Et la réponse, logique, en *letzenburgeresch* : « L'interview, ici, c'est un must ! »

TUNISIE CONTACT
Le spécialiste de la Tunisie depuis 20 ans

LA TUNISIE EST NOTRE PASSION PARTAGEONS-LA

1 SEMAINE A L'HOTEL CLUB SANGHO SKANES
A partir de 3 400 F tout compris Paris/Paris

Brochure complète Tunisie sur demande

TUNISIE CONTACT
30, rue de Richelieu, 75001 PARIS
Tél. : 42-96-02-25.

سكنا صو لاجل

GASTRONOMIE

OLIVIER en AOUT
CHEZ PIERROT
 Cuisine bourgeoise
 SES PLATS DU JOUR ET POISSONS
 SPÉCIALITÉS BOURGUIGNONNES
 18, rue Claude-Max (2) - 45-08-17-44 et 05-45
 F. Jean. et dim.

SAPNA F. LUNDA
 100, rue de Charonne (12)
43-46-73-33
 SOUS UN CIEL ÉTOILÉ VENEZ
 DÉGUSTER LES SPÉCIALITÉS
 DU NORD DE LA FRANCE

POUR VOS INVITATIONS
LE SOUFFLÉ
 Sa bonne cuisine française
 Salle climatisée
 36, rue du MONT-THABOR
 (à côté de la place Vendôme)
 Réservation : 42-80-27-19
 Fermé le dimanche

ZOMBI NELSON
 Spécialités Antillaises
 17, rue de la Ville Neuve
 75002 PARIS
 Réservation
 42-33-76-57

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'azur

06400 CANNES
HOTEL LIGURE ★★NN
 5, rue Jean-Jaures
 Tél. : 93-39-03-11 - Tél. 970275
 A 150 mètres du Palais des congrès,
 climatisé, insonorisé, chambres
 TV couleur. Tél. direct, minibar

NICE

HOTEL LA MALMAISON
 Best Western ★★NN
 Hôtel de charme près mer,
 calme, grand confort.
 50 CH. INSONORISÉES ET CLIMATISÉES
 TV COULEUR PAR SATELLITES
 Restaurant de qualité.
 48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
 Tél. 93-87-62-34 - Tél. 970418
 Téléphone 93-16-17-59

HOTEL VICTORIA ★★
 33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
 Tél. 93-88-38-60
 Petit centre-ville, calme.
 Petit parking, grand jardin,
 chambres TV couleur,
 téléphone direct, minibar.

Montagne

05350 SAINT-VÉRAN
 (Hautes-Alpes, Queyras)

Parc rég. Site classé. Village XVIII^e.
 Plus haute comm. d'Europe, 2040 m.
 Randonnée, pédestre.

LE VILLARD, tél. 92-45-82-08
 Tennis, billard. Chambres, studios gd
 confort de 55 F à 160 F par jour.

BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62
 Pension de 185 F à 275 F par jour, promo
 en sept. Piscine, tennis, billard.

Paris

SORBONNE
HOTEL DIANA ★★
 73, rue Saint-Jacques
 Chambres avec bain, w.c., TV couleur.
 Tél. direct.
 De 250 à 350 F. - Tél. 43-54-92-55.

PROVENCE

MAUSSANE-LES-ALPILLES
 Au pied des Baux de Provence,
 VAL-BAUSSENC, hôtel ★★

Une grande maison provençale en pierres
 des Baux vous ouvrira ses portes :
 21 chambres et conf., grill, piscine, prome-
 nades à cheval, golf et tennis.
 122, avenue de la Vallée-des-Baux,
 13520 MAUSSANE-LES-ALPILLES.
 Tél. : 90-54-38-90.

AD-EN-PROVENCE

HOTEL RESIDENCE
 Location d'appartements meublés.
 Pour séjour de courte
 ou longue durée.
 Prestation de qualité.
L'HOTEL PARTICULIER
 Tél. : 42-38-29-92

Grande-Bretagne

68 - QUEENSGATE
EDEN PLAZA HOTEL
 68 QUEENSGATE,
 SOUTH KENSINGTON, LONDRES SW7
 Tél. 19-44-1-378-6111. Tél. 916228.
 Tél. 19-44-1-378-6578.
 Hôtel moderne et accueillant
 Près de Knightsbridge, Harrod
 Hyde Park, musées.

Suisse

LEYSIN (Alpes vaudoises)
 1300 m, à 4 h 30 de Paris
 TGV. Site alpin + climat
 bienf. ★★ Sports.
 Randonnées. Détente. Soleil. Belle vue.

Hôtels de famille E & C ★★
 FORFAIT 7 J. (dîner/soir)
 1/2 pers. 1 690 FF. pers. compl. 1 950 FF.
 Préfixe tél. Lépin : 19-41/25-
HOTEL PRIMEVERE, tél. 34-12-46.
 Près centre et sports. Spéc. du pays.

HOTEL ORCHIDES, tél. 34-14-21.
 Vue panoramique, prix spéc. familles.
HOTEL PAIX/VEUX PAYS, tél. 34-13-75.
 Accès train idéal. Tranquille, gourmand.

CH. 1854 LEYSIN

HOTEL MONT-RIANT
 Confort. Un accueil jeune et chaleureux.
 Cuisine personnalisée faite par le patron.
 Terrasses. Jardin. Jeux.

Pension complète, chambre à 2 lits, 292 F
 (73 F) par personne, par jour, toutes
 taxes comprises, demi-pension possible.
 Jean-Marc et Brigitte RYHEN-
 WINTER, dir.-prop.
 Tél. : 19-41/25-34-27-61.

St-MORITZ (Engadine)

Kulm - Hôtel
 L'hôtel 5 étoiles avec
 la plus grande tradition.
 Centre mondain et sportif.
 CH 790 St-Moritz - Tél. : 1941 82/2 11 51.
 Fax 82/3 27 38, Tx. 85 21 72.

St-MORITZ (Engadine)

Kulm - Hôtel
 L'hôtel 5 étoiles avec
 la plus grande tradition.
 Centre mondain et sportif.
 CH 790 St-Moritz - Tél. : 1941 82/2 11 51.
 Fax 82/3 27 38, Tx. 85 21 72.

CH. 3960 Sierre

AUBERGE DES COLLINES
 Proximité du Lac de Cérade
 Idéale pour familles et étudiants
 Tél. 1941-27-55.12.48

TOURISME

ÉTÉ 1989
SÉJOURS ENFANTS
A LA MONTAGNE
 (agréé Jeunesse et Sports)
 Haut-Doubs. Alt. 900 M.
 TGV 3 heures de PARIS

Yves et Liliane accueillent vos enfants (5
 à 14 ans) dans une ambiance très familiale
 dans ancienne ferme XVIII^e siècle, confort-
 ablement restaurée, au milieu des pâtu-
 rages et des forêts. Accueil limité à
 15 enfants. Activités proposées : tennis,
 poney, jeux collectifs, découverte des
 fleurs, milieu rural, peinture sur bois,
 fabrication du pain...
 Prix : 1 650 F par semaine/enfant.
 Tél. (16) 81-38-12-51.
LE CRÉT L'AGNEAU
 25650 MONTBENOIT

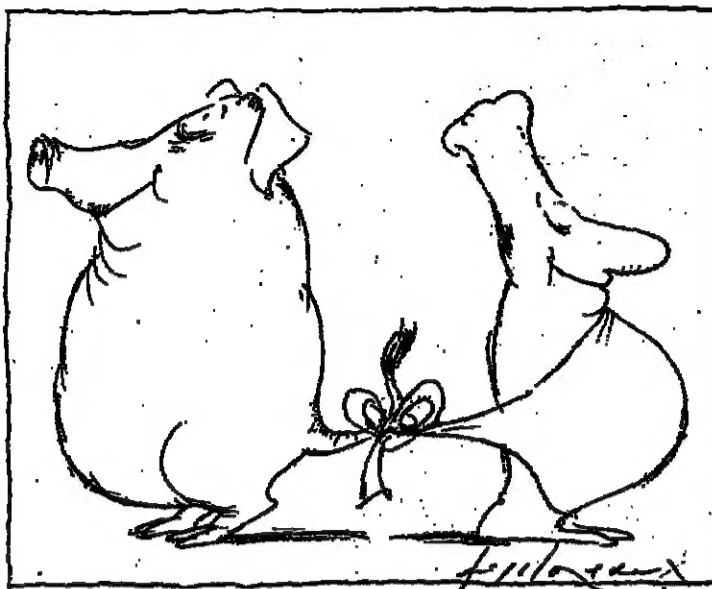
LA TABLE

Célébration de l'andouillette

A grande Encyclopédie de Diderot lui rend hom-
 mage : « Les andouillettes
 de France sont les plus
 recherchées. Les plus
 renommées : Cambrai, Nancy,
 Troyes. Chaque fabricant a son
 secret. » Et le R.P. Maurice
 Lelong, auteur d'une *Célébration*
 de l'andouillette, est bien obligé de
 reconnaître, sinon la suprématie
 du moins la différence entre les
 deux. Contrairement au Larousse
 qui nous assure faussement que
 l'andouillette est « une petite
 andouille », quant au Diction-
 naire de l'Académie des gastro-
 nomes, il se trompe plus encore en
 disant : « Le contenu de l'andouil-
 lette est le même que celui de
 l'andouille, mais on le hache plus
 finement » alors que tout gour-
 mand sait que la véritable
 andouillette (on la dit « à
 l'ancienne ») n'est point hachée,
 mais de minces lames de viande
 tirées « à la ficelle ».

C'est pour défendre cette tradi-
 tionnelle préparation qu'a été
 créée, voici déjà cinq ou six lus-
 tres, l'AAAAA (Association ami-
 cale des amateurs d'authentiques
 andouillettes) dont les membres
 (les cinq « A ») décernent par-
 ticulièrement leur diplôme (des-
 signé par le charmant Henry
 Monier du *Canard enchaîné*).

Certes, le diplôme est quelque-
 fois décerné à un artisan charcu-
 tier. Au fil des ans nous recom-
 pensons ainsi le regretté Yves
 Colbeau, à Châtillon-sur-Loire ;
 Looft pour ses andouillettes
 cambrésiennes, Michel Soulié de



Chablis. Et, bien entendu, à Paris,
 Chédeville (place du Marché-
 Saint-Honoré) et le célèbre Duval
 (rue Marcellin-Berthelot à
 Drancy), fournisseurs des meil-
 leurs restaurateurs « affichant »
 l'andouillette à leur carte.

Mais surtout nous nous sommes
 attachés à la présentation, à
 l'accompagnement du produit. Et
 le diplôme a ainsi couronné les
 recherches heureuses des cuis-
 niers. Car servir l'andouillette
 avec des frites, surtout en ces
 temps où les bonnes frites sont
 rares, c'est un peu trop classique
 et surtout peu heureux : gras sur
 gras, n'est-il pas trop ? Alors la

facilité conduit à la purée, bien
 banale elle aussi. C'est pourquoi
 nous avons diplômé de bonnes
 andouillettes servies avec une
 purée pommes de terre-céleri,
 avec une purée cressonnaise, avec
 une purée de pois cassés, avec du
 chou rouge, avec des gratins
 divers.

*Siffle, crève et larmoise,
 Ma princesse de Troye
 Au flanc de noir zébré !
 Mon appétit te garde
 Un tombeau de moutarde
 De Maille ou de vert-pré...*

rimait Charles Monselet. Mais je
 me souviens d'andouillettes de
 Vouvray aux fêtes fraîches car-

sées juste ce qu'il faut de mou-
 tarde aux anchois. Et d'une
 andouille envoyée d'Aubagne par
 l'ami Yvan Andouard que nous
 accompagnons d'une ratatouille
 de champignons des bois. N'est-ce
 pas Hugo qui a écrit quelque
 part : « Le laurier fut créé pour le
 porc » ? Eh bien ! les lauriers de
 notre diplôme de l'AAAAA
 conviennent fort bien à l'andouil-
 lette. Lorsqu'elle est bien faite
 (fallait écrire amoureusement
 faite et cuisinée). Lorsqu'elle est
 médiocre, alors on peut dire, avec
 Mistral :

*Quand l'andoulette volo bas
 Se noun plou, tardara pas...*

C'est-à-dire que, mauvaise
 l'andouillette, s'il ne pient pas il
 ne tardera pas à pleuvoir.

Le diplôme de l'AAAAA, nous
 venons de le donner à M. Gilbert
 Lemelle qui, en famille, prépare
 avec ferveur l'andouillette
 troyenne, sinon semblable à celle
 que Louis II, lors de son couron-
 nement à Troyes (en 878), offrit
 à sa « disnée », du moins dans les
 règles de la tradition. Et nous
 l'avons dégustée tour à tour gril-
 lée, au vin et en une sauce raifort
 parfaitement en harmonie, œuvre
 du chef-patron du restaurant
 Runtz (16, rue Favart, Paris-2 ;
 tél. : 42-96-69-86). Une bonne
 petite maison que celle-là. Et une
 grande andouillette que celle des
 Lemelle (13, rue Paul-Bert à
 Sainte-Savine-près-Troyes,
 10300).

LA REYNIÈRE.

SEMAINE-GOURMANDE

Bernard Chirent

Il a travaillé dans de bonnes
 maisons avant de s'installer tout
 nouvellement ici et, à la fois, clin
 d'œil et précision, sa carte indi-
 que : « cuisine actuelle », ce qui
 signifie, à la dégustation, qu'il
 allie le délicieux sans le
 renier, passant des ravioli de
 homard (110 F) à une légère et
 goûteuse tarte au vieux cantal
 (50 F), des goujonnettes de sole
 au cerfueil (95 F) à l'aillette de
 canard au citron (80 F), avec
 aussi une variante du carpaccio
 au bœuf du Chirolois à la
 signoriaise (85 F) avec un saut
 fromage, mais un canennet au
 lait cru (30 F), de hors d'œuvre
 (35 F à 55 F). Le pain « maison »
 est bon, l'accueil de la jeune
 patronne aimable, la carte des
 vins propose quelques vins au
 vint (15 F à 18 F), tel le ché-
 teau bordelais La Gébory 1985
 (75 F la bouteille). Les étrangers
 des grands hôtels voisins aime-
 ront ce petit coin de France bien
 tranquille (menu à 170 F vin
 compris). Ah ! encore un bon
 point : si vous commandez le
 rognon de veau moutardé
 (100 F), on vous demandera si
 vous le désirez entier ou tranché.

● BERNARD CHIRENT
 28, rue du Mont-Thabor,
 75001 Paris.

LA FARIGOLE

Tél. : 42-86-80-05.
 Fermé samedi midi et dimanche.
 Salon de 8 à 18 couverts.
 Parking : Vendôme ou garage
 New York, au 38 de la rue.
 Carte bleue. Chiens acceptés.

La Villa créole

La cuisine des « îles » par
 ces temps caniculaires « du bon,
 surtout lorsqu'elle s'accompa-
 gne de sourires frais, d'ambiance
 décontractée. Et qu'elle est, bien
 sûr, authentique ! Elisabeth vous
 expliquera ce que sont les
 accras, la chiquetille, la farce
 mariniquaise, les christophines,
 le vivanseau. Puis, de la nasse
 du pêcheur, elle aura retiré selon
 l'occasion requin, morue, deu-
 rade rose, thon, etc... diverse-
 ment accommodés mais aussi
 épicés que le boudin créole, ce
 qui n'est pas peu dire. Poulet et
 porc au rayon des viandes. Des-
 serts aussi sucrés que les plats
 sont épicés, six sortes de café,
 une douzaine de punchs et un
 menu « pratique » à 145 F. A la
 carte, comptez 250 F. Ambiance
 musicale le soir.

● LA VILLA CRÉOLE
 18, rue d'Antin, Paris-2.
 Tél. : 47-42-64-92.
 Fermé le dimanche.
 A.E.-D.C.-C.B.

Aux quatre coins de France

Vins et alcools

CHAMPAGNE Dir. de ppte
 Situé en l'ouest de Chablis,
 renommé pour ses
 champagnes, pour ses
 REDEMPTEURS, pour ses
 R.M. DUBOIS F. & F. (S). Les Alambics
 VENTRIL, 51200 EPERNAY, 26-33-48-37.

GRANDS VINS DE JURANÇON
CHATEAU DE ROUSSE
 Direct. du producteur au consommateur.
 Qualité et millésime au sec et moelleux.
 J. LABAT-LANOUËTTE, 64110 JURANÇON.
 Tarif sur demande.

LES SWAHILIS

ÉTONNANTE SYNTHÈSE
 AFRO-ARABE

Sur le littoral africain vit une
 communauté où l'influence
 arabe s'est maintenue depuis les
 premiers siècles de l'histoire.
 Ses membres revendiquent une
 même identité musulmane. Un
 reportage en couleurs.
 Dans le numéro de juillet-août
 d'Arabes
 en kiosque et en librairie
 78, rue Joffroy - 75017 Paris
 Tél. : 46-22-34-14

● Sottiser : La palme revient
 cette semaine au Prunier-
 Medelaine. Une grande pancarte
 proclame en effet, rue Duphot :
 « Prunier, le coureur du poisson
 et des crustacés » !

● A Lausanne, après cinq mois
 de travaux, le nouveau restaurant
 du Beaurivage Palace d'Ouchy vient
 d'ouvrir. C'est le Rondeau-Beau
 Rivage, de style Belle Époque, avec
 superbe vue sur le Léman et les
 Alpes. Menu « business-lunch » à
 42 F et dégustation (95 F).

● A Bruxelles, au Métropole, le
 seul palace bruxellois datant du
 siècle dernier renouveau ces temps
 derniers, un nouveau - et bon - chef :
 Dominique Michou (que nous
 connaissons au Western du Hilton
 parisiens).

● Le terroir belge. Si l'on veut
 faire l'Europe des casseroles, il faut
 retrouver les vieilles recettes des
 provinces. Et suivre l'exemple de
 l'Ondah (version belge de notre
 Sopex) qui a demandé à Jacques
 Kother, du Guide des cuisiniers,
 un guide des recettes culinaires du
 terroir belge. On y trouve le secret
 du bloodpans, des balles, du sto-
 ver, etc. Oui, mais... Dans quels
 restaurants d'outre-Quivrain
 aurait-on la chance d'en déguster ?

● A Rio-de-Janeiro, un nou-
 veau restaurant (de cuisine bré-
 silienne mais d'amitiés françaises).
 C'est « Chez Cécile » (rue Paul-
 Redfern - tél. 2593.148) et Cécile
 n'est autre que Cécile de Oliveira
 grande dame de l'ambassade de la
 cuisine brésilienne à Paris : Chez
 Guy, 6, rue Mabillon.

● Robert Bardot, l'excellent
 chef-patron du Flambard (79, rue
 d'Anglet à Lille), a repris, non
 loin, en forêt de Phélinpin, une
 vieille auberge. C'est Lau Pindu (Le
 Loup pendu), 1, rue du Général-de-
 Gaulle au Neuville, par Thumeries.
 Tél. 20-86-57-59. Excellent on
 l'imagine et conviendrait au possible.
 Menus à 90 et 150 F.

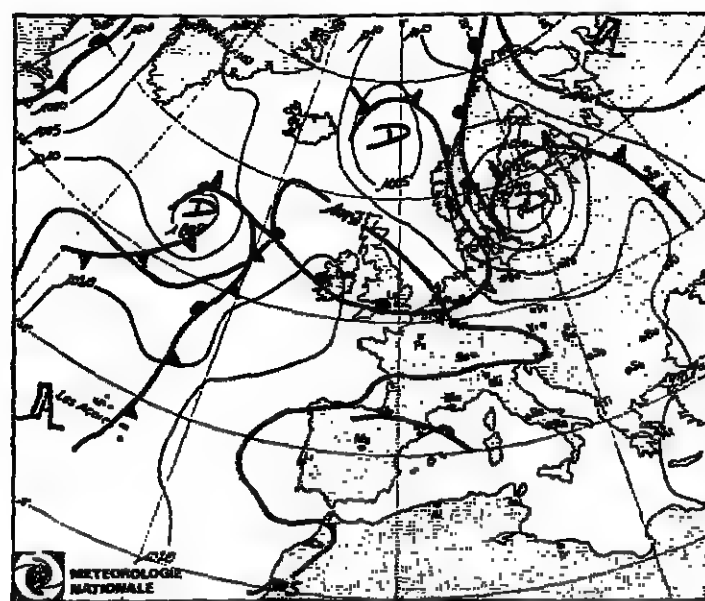
INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

BASTILLE-OPÉRA-DE LA	CHAMPS-ÉLYSÉES	GOBELINS	MAUBERT-MUTUALITÉ	PLACE BLANCHE	SAINT AUGUSTIN
EL BOLICHE , 43, rue Faidherbe, 11 ^e . F. dim. 43-79-87-93. Le rest. sud-américain du 11 ^e .	RELAIS BELIMAN , 37, r. Franc-1 ^{er} . 43-23-54-42. Jusq. 22 h 30. Cadre élég. F. samedi, dimanche. F./soit.	ENTOTTO , 45-47-48-51 - F. dim. 143, r. L.-M.-Nordmann, 13 ^e . Spécialités éthiopiennes.	CHIENG-MAI , 12, r. Frédéric- Sauton, 5 ^e . 43-25-45-43 F./dim. déj. 90.30 F. a.c. F./du 1 ^{er} au 15 août.	DOUCEURS DES ÎLES , 3, rue de Bruxelles. Tél. : 45-26-68-20. Spécialités antillaises.	LE SARLADAIS , 2, r. de Vienne, 8. 45-22-23-67. Dîner péroratoire 130 F a.c. OUVERT TOUT L'ÉTÉ F./samedi, et dim. en juillet et août.
LA PLANTATION - 43-67-64-15 5, rue Jules-César, 12 ^e - F./dim. Les ANTILLES à côté de la Bastille. Cuis. créole traditionnelle et nouvelle. Ambiance créole chaleureuse et tropicale. PMR 200 F.	142, av. des Champs-Élysées, 43-59-20-41 COPENHAGUE , 1 ^{er} étage. F./soit. FLORA DANICA , et son jardin r.d.c. SAUMON, RENNE, CANARD SALE . OUVERT TOUT L'ÉTÉ	LES HALLES CAVEAU F.-VILLON , 64, r. Arbre-Sec, 42-36-10-92. Ses caves du XV ^e . F. dim. et lundi. P.M.R. 170/200 F. OUVERT TOUT L'ÉTÉ	LE TAGORE L'un des meilleurs restaurants étrangers de France (G. Millau) 25, av. de Ménil, Paris-16 ^e . Tél. 46-44-44. ODEON INCARL, 9, r. Monsieur-le-Prince, 6. F. dim. 46-33-65-32. Rest. sud-américain.	LE REPAIR DE CARTOUCHE 47-00-25-86, 8, boulevard des Filles-du- Calvaire (11 ^e). F. sam. midi, dim. F./du 4 au 27 août	SANTIERI, DES PRES LA FOUX , 2, rue Clément (6 ^e). F. dim. 43-23-77-66. Alex aux fourneaux. OUVERT TOUT L'ÉTÉ PROGADERO F. GAILLARD, 70, r. de Longchamp. F. dim. et sam. soir. 47-27-43-41. Cuis. classique.

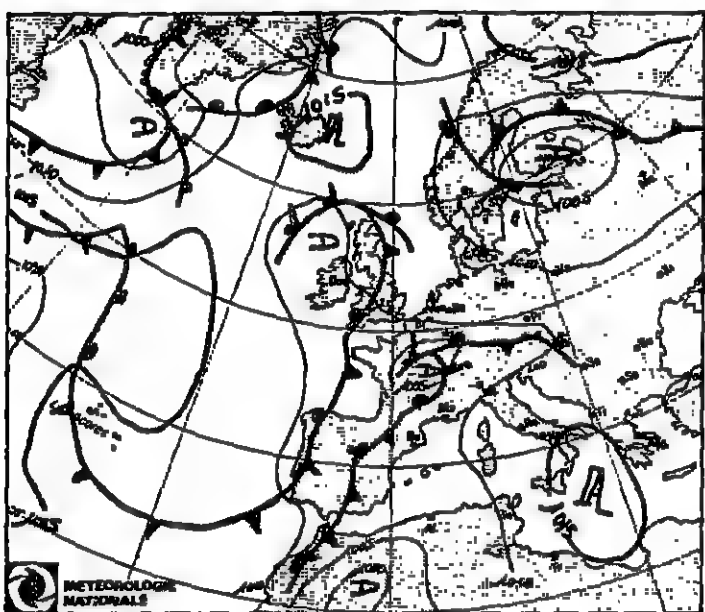
Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 4 AOÛT 1989 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 6 AOÛT 1989 À 12 HEURES TU



Évolution probable du temps en France entre le vendredi 4 août à 0 heure et le dimanche 6 août à 24 heures.

En cette fin de semaine, un temps plus chaud et orageux va se généraliser à l'ensemble du pays. Samedi, les orages seront plus fréquents dans le Sud-Ouest et sur le relief. Dimanche, tout le pays sera touché par le temps orageux.

Samedi : orageux sur une grande partie du pays.

Le matin, le ciel sera généralement dégagé. Quelques rares bancs de brume se formeront près des côtes de la Manche et de la mer du Nord, mais seront vite dissipés par le soleil. Dans un grand quart sud-ouest, des nuages seront déjà présents dès le matin dans le ciel et ils pourront même donner quelques ondées orageuses.

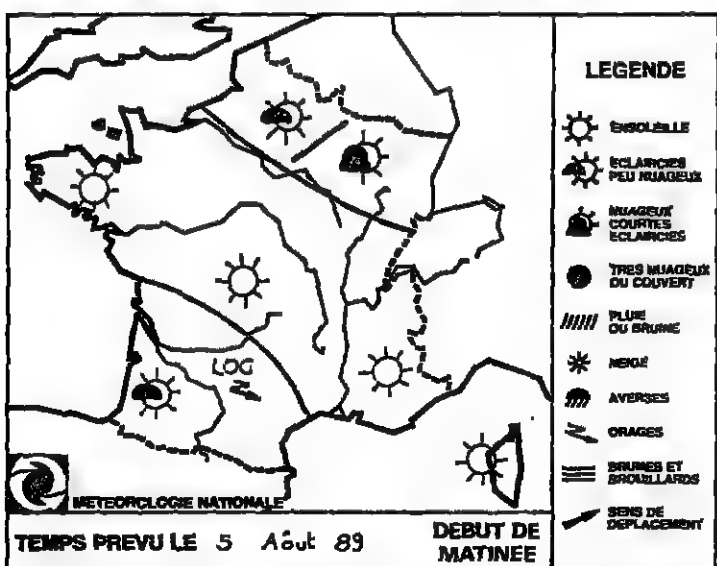
En cours de journée, les nuages gagneront depuis le Sud-Ouest, pour envahir progressivement le ciel de presque tout le pays. Le soir, seules les régions proches des frontières du nord et

du nord-est garderont un ciel bien dégagé. Malgré la présence des nuages, la journée sera assez ensoleillée. Cependant, des orages isolés pourront éclater en soirée. Ils seront plus nombreux dans le Sud-Ouest et sur le relief, où ils pourront être localement violents. Ailleurs, les orages seront plutôt isolés.

Dimanche : orageux en toute région.

Du côté du ciel, on ne verra pas beaucoup de changement au cours de cette journée de dimanche. En effet, les nuages seront présents dès le matin dans le ciel dans toutes les régions. Il pourra même y avoir encore quelques orages résiduels çà et là. En cours de journée, le ciel restera encore assez nuageux en général, même si le soleil réussit à faire de belles apparitions. Des orages pourront éclater en toutes régions.

Les températures minimales seront supérieures à 12 degrés. Les températures maximales seront stationnaires ou en hausse sur une moitié nord.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé												
Valeurs extrêmes relevées entre le 3-8-1989 à 6 heures TU et le 4-8-1989 à 6 heures TU												
FRANCE				TOURS				LOS ANGELES				
ALGER	27	15	D	TOULOUSE	31	15	N	LUXEMBOURG	26	17	D	
BARCELONE	25	19	N	PORT-AU-PRINCE	31	24	C	MADRID	30	13	N	
BELGRADE	29	15	N	ÉTRANGER				MARACAY	34	19	N	
BOMBAY	26	12	D	ALGER	32	22	D	MEXICO	22	11	B	
BREST	23	14	B	AMSTERDAM	21	9	B	MOSCOW	27	12	D	
CAEN	23	12	D	ATHENS	30	22	D	MONTREAL	27	12	D	
CHERBOURG	21	14	D	BANGKOK	33	26	C	NEW-YORK	29	14	N	
CLERMONT-FERRAND	23	23	N	BANGKOK	33	26	C	NEW-YORK	29	14	N	
DIJON	22	11	D	BANGKOK	33	26	C	NEW-YORK	29	14	N	
GUEREPPE-S-BALE	28	10	D	BANGKOK	33	26	C	NEW-YORK	29	14	N	
LAJOS	23	15	D	BANGKOK	33	26	C	NEW-YORK	29	14	N	
LIMOGES	24	15	D	BANGKOK	33	26	C	NEW-YORK	29	14	N	
LYON	26	12	D	BANGKOK	33	26	C	NEW-YORK	29	14	N	
MARSEILLE	29	16	N	BANGKOK	33	26	C	NEW-YORK	29	14	N	
NANCY	20	8	N	BANGKOK	33	26	C	NEW-YORK	29	14	N	
NANTES	27	16	D	BANGKOK	33	26	C	NEW-YORK	29	14	N	
NICE	26	19	D	BANGKOK	33	26	C	NEW-YORK	29	14	N	
PARIS-MONTMARTRE	23	16	N	BANGKOK	33	26	C	NEW-YORK	29	14	N	
PAU	26	17	D	BANGKOK	33	26	C	NEW-YORK	29	14	N	
PERPIGNAN	28	17	D	BANGKOK	33	26	C	NEW-YORK	29	14	N	
RENNES	26	13	D	BANGKOK	33	26	C	NEW-YORK	29	14	N	
STRASBOURG	23	9	D	BANGKOK	33	26	C	NEW-YORK	29	14	N	
STRASBOURG	23	9	D	BANGKOK	33	26	C	NEW-YORK	29	14	N	

A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M	N	O	P	Q	R	S	T	U	V	W	X	Y	Z
alger	bruno	covert	clif	doigne	nol	maguen	orag	phila	temple	ncige															

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PHILATÉLIE

L'Algérie de Philippe Zoumeroff

Le Musée de la poste de Paris accueille jusqu'au 16 septembre une étonnante exposition consacrée à la présence française en Algérie de 1830 à 1962, de la prise d'Alger par les Français à l'indépendance.

A partir d'une collection unique d'objets, de livres, de cartes, de litho-

par Scepers ayant appartenu à Charles Quint (1554), les premières photographies d'Alger, d'Oran, de Constantine.

Le visiteur traverse ainsi cinq périodes historiques : la période turque (1516-1830), la conquête française et



Lettre affranchie avec 20 c. noir de 1949, à côté cachet à date « Colonies Fra Alger » ; l'une des rares lettres connues.

graphies, d'aquarelles... réunis par Philippe Zoumeroff. Sans oublier les documents postaux bien sûr. Rappelons-voilà, l'an passé, la date de 12 millions de francs en timbres et lettres, c'était lui (Le Monde du 21 mai 1988). Sept cents des plus belles pièces sur les quinze mille de cette date sont présentées au public.

L'exposition est accueillie par une galerie du Messager entièrement rénovée, qui met en valeur, parmi les objets les plus surprenants présentés chronologiquement, des lettres de Napoléon, Talleyrand, de Gaulle, Abd El Kader, l'exemplaire de l'Expedition d'Alger

la Résistance (1830-1847), la pacification (1847-1871), l'apogée de l'Algérie française (1871-1924) et les temps modernes (1924-1962).

Collection-poste-départ : l'Algérie de Philippe Zoumeroff, Musée de la poste, 34, boulevard de Vaugrand, 75731 Paris Cedex 15. Tél. : 43-20-15-30. Exposition ouverte du lundi au samedi de 11 heures à 18 heures jusqu'au 16 septembre. Catalogue rédigé par André Miquel.

Robrique réalisée par la rédaction du Monde des philatélistes, 24, rue Chancel, 75009 Paris. Tél. : (1) 42-47-99-06.

En filigrane

Le courrier des bandits.

Zhang Xindun, romancier chinois né en 1953, vient de publier chez Actes Sud un roman intitulé Le Courrier des bandits. Peut-être le vrai premier roman intelligent tous publics dans lequel le timbre-poste tient le premier rôle. Un timbre rare a disparu, un timbre de la fameuse « poste aux bandits » chinoise mise sur pied à la suite de la prise d'otages de Lincheng en 1923. Et tout Pékin semble se donner le mot pour tenter de retrouver cette pièce fabuleuse. Un roman policier social qui nous fait découvrir la Chine d'aujourd'hui à travers l'univers de la philatélie. Très intéressant et prenant du début à la fin. (Le Courrier des bandits, 119 F. Christian Dupuy, éditeur-libraire, 18, rue de Savoie, 75006 Paris.)

La France à l'étranger.

Le Tazania a récemment émis une série de timbres consacrés à des sportifs. Yannick Noah apparaît sur l'une des figures.

L'Albanie a célébré philatelliquement les mémoires, le 3 juin, de Johann Strauss, Federico Garcia Lorca, Albert Einstein et Marie Curie.

Expositions. - Le Cercle philatélique lardinois organise à la salle polyvalente du Lardin-Saint-Lazare (Dordogne), les samedi 12 et dimanche 13 août, une expo-bourse timbres et cartes postales. (Renseignements : J. Bessoutrot, « Les Pichoties », Peyrignac, 24210 Thenon).

Relaxpo 89 à Migennes (Yonne), du 12 au 15 août, avec des obédiations temporaires de la 140^e anniversaire de l'arrivée du premier train et le 40^e anniversaire de l'électrification (souvenirs philatelliques : Cheminots philatélistes, 39, rue Tabernat, 89400 Laroche).

Exposition thématique « chiens » à Lacommande (Pyrénées-Atlantiques) à l'occasion de la 25^e exposition canine internationale, le dimanche 13 août. Dans l'enceinte de la manifestation, le bureau de poste temporaire sera ouvert (souvenirs philatelliques : J.-F. Saget, 3, avenue Rhin-et-Danube, 64000 Pau).

Angles fête, le 13 août, la tour de l'ancien port de Morica d'Angles (Vendée). Avec un cachet temporaire spécial (souvenirs philatelliques : M. le receveur de la poste, 85750 Angles).

Le Carnet du Monde

Mariages

M. et M^{me} Maurice BRUN, M. et M^{me} Hans POULSEN, sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants,

Martin et Anita,

qui sera célébré le 12 août 1989, en l'église de Villm (Danemark).

112, boulevard de Courtais, 03100 Montluçon. Papovet 2, Havm, Nizot Kjellberg.

Julie de LA BARDONNIE et Pierre LEBAILLIF

ont la joie d'annoncer leur mariage, célébré dans l'intimité, à la mairie du 5^e arrondissement de Paris, à l'occasion du 4 août 1989.

Décès

La Fédération française de la franchise Son président

Et le conseil d'administration, ont la tristesse de faire part du décès de M. Benjamin AMSTUTZ-MAHLER, président d'honneur de la Fédération, survenu le 2 août 1989, à Barritz.

M^{me} Paul CAUVY, née Edmonde Vianet, M. Gérard CAUVY, ingénieur civil des Mines et M^{me} Gérard CAUVY, Marie-Madeleine, Germain et Juliette CAUVY, M^{me} Maurice Danger, M. Pierre Danger et sa fille.

Les familles CAUVY, Parlier, Peugeot, Mangon, ont la douleur de faire part du décès, survenu le 25 juillet 1989, dans sa quatre-vingt-troisième année, de

M. Paul CAUVY, docteur en droit, administrateur civil honoraire du ministère de l'Intérieur, chevalier de la Légion d'honneur,

leur époux, père, grand-père, frère, parent et ami.

Les obsèques ont, selon la volonté du défunt, été célébrées dans la plus stricte intimité à Menton, où sa dépouille repose au parc du Souvenir.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

C'est ici mon commandement : que vous aimiez les uns les autres. (Saint Jean, XV, 12.)

Le Winter Palace, avenue Riviera, 06500 Menton.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 42-47-99-03
Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques 83 F
Abonnés et actionnaires ... 73 F
Communications diverses ... 86 F

- « Peindre est la seule luxation que je tolère et souhaite. »

Yvette et Pierre Lachens, ses parents, Catherine Lachens, sa sœur, Les familles Lachens, Barrière et Laporta, ont la douleur de vous annoncer le décès de

Erie LACHENS, artiste-peintre, survenu le 2 août 1989.

Pour lui rendre un dernier hommage, un service religieux sera célébré en l'église Saint-Séverin, le lundi 7 août, à 14 heures.

Pour satisfaire à son désir, son corps sera incinéré au crématorium du Père-Lachaise, le 11 août 1989, à 14 h 15.

Tienant à s'associer à leur douleur : Amick Legoff, Françoise Mairay, Yves-Alex Agostini, Casimir Chevreux, Vladimir Lyszczyński, Camille Muller, Vincent Feissner, Jacques-Henri Perin, Alain Wolff, ainsi que M. Serge Roggiani qui a cru en lui et en son art, Et tous les amis qui l'ont connu et aimé.

6, rue du Petit-Pont, 75005 Paris.

Lyon. Paris. Saint-Gervais-le-Bain.

M^{me} Etienne Maillon, M. Jean-Claude Maillon, M. Michel Maillon et leurs enfants, M. et M^{me} François Maillon et leurs filles, Les familles Maillon, Dorival, Morel, Escoffier, Parents et amis, ont la douleur de faire part du décès survenu le 2 août 1989, de

M. Etienne MAILLON, 30, rue Chazotte, 69004 Paris.

Yvonne Michel-Hanff, sa mère, Ludovic Michel, Antoine et Laurence Garbarg-Chenon, Sylvia Michel, ses petits-enfants, Julien et Sarah, sa sœur, Antoinette Coutrot-Michel, ses enfants et petits-enfants, son frère et sa belle-sœur, Laurent et Elizabeth Michel, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part de la mort de

Olivier MICHEL, chevalier de l'ordre national du Mérite, survenu le 30 juillet 1989, dans sa soixante-quatrième année.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité le 3 août 1989.

Cet avis tient lieu de faire-part.

21, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris.

Les obsèques religieuses sont célébrées en l'église Saint-Cassien à Mar-

Le président.

Le conseil d'administration, Les dirigeants Et tous les GO du Club Méditerranée, ont la tristesse d'annoncer la mort de

M. Olivier MICHEL, administrateur et conseiller du président, chevalier de l'ordre national du Mérite, survenu à Paris, le 30 juillet 1989.

Le service religieux a été célébré dans la plus stricte intimité familiale.

Le conseil d'administration, Les dirigeants Et l'ensemble du personnel du Groupement des industries du transport et du tourisme (GITT), ont la tristesse d'annoncer le décès de

M. Olivier MICHEL, président-directeur général, chevalier de l'ordre national du Mérite, survenu à Paris, le 30 juillet 1989.

Le service religieux a été célébré dans la plus stricte intimité familiale, le 3 août 1989.

GITT, 192, avenue Charles-de-Gaulle, 92523 Nanterre Cedex.

Le président Et les magistrats du tribunal de commerce de Paris, ont le grand regret de faire part du décès de leur collègue, le

président Olivier MICHEL, survenu le 30 juillet 1989, à Paris.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité le 3 août 1989.

A la suite du décès survenu à Paris, le 21 juillet 1989, du regreté

Chelk Antoine NAKDESSY, l'absoute sera donnée en l'église Notre-Dame du Liban, à Paris, rue d'Ulm (foyer franco-libanais), lundi 7 août, à 16 heures.

Les condoléances seront reçues par sa sœur Violette et ses amis, les mardi 8 et mercredi 9, entre 14 heures et 17 heures, à l'hôtel Quercy-Elizabeth, avenue Pierre-I^{er}-de-Serbie, 75008 Paris. Tél. : 47-20-80-56.

M^{me} Maurice Toga, née Nelly Medvedovsky, M. Philippe Piquet et M^{me}, née Caroline Toga et leurs enfants, M^{me} Bella Toga, M. Michel Toga, M. Nicolas Toga, Les familles Francoschi, Barnucci, Mattei, Bellorini, Reynier et Medvedovsky, Parents, alliés et amis, ont la douleur de faire part du décès de

professeur Maurice TOGA, doyen honoraire de la faculté de médecine de Marseille, président de l'université Aix-Marseille-II, chevalier de la Légion d'honneur, survenu dans sa soixante-deuxième année.

Les obsèques religieuses sont célébrées en l'église Saint-Cassien à Mar-

seille, ce jour vendredi 4 août 1989, à 15 heures, suivies de l'inhumation au cimetière Saint-Pierre. (Le Monde du 4 août.)

M^{me} Frédéric Rambaud, née Simone Tournier, Anne-Marie et Philippe Desmarestaux, Jean, Philippe, Laurence, Olivier, Jean-Louis et Clotilde Rambaud, Christophe, Céline, Thomas, Lucie, Pascal et Chloé Rambaud, Sébastien, Marile, Gonzague, Marie-Hélène Rambaud, François et Sylvie Rambaud, Nicolas, Guillemina, Juliette, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

Frédéric RAMBAUD, officier de la Légion d'honneur, ancien élève de l'ENFOM, administrateur civil hors classe (e.r.), survenu à Paris, le 26 juillet 1989, à quatre-vingt-quatre ans, de

La Terrasse Rabat-Trois-Seigneurs, 09400 Tharros-sur-Arège, 205, rue de Lormel, 79013 Paris, 134, rue de Rivoli, 75001 Paris.

M. et M^{me} Jean Vettard-Deve, M. et M^{me} Guy-A. Augis-Vettard, ses enfants, M. et M^{me} Bruno Crombach-Augis, M. Francis-Augis, ses petits-enfants, M. Laurent Nizot, son frère, M. et M^{me} Henri Robin-Nizot et leur fils Xavier, M. et M^{me} Marc Nizot et leur fils Philippe, ses neveux et petits-neveux, Les familles Buison, Dargaud, Guist, Guy, Lallier, Fommesol, M^{me} Fernande Varand, sa fidèle amie, ont la douleur de faire part du décès, le 30 juillet 1989, de

M^{me} Antoinette-Maxime VETTARD, née Marie-Louise Nizot, dans sa quatre-vingt-onzième année, munie des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans la stricte intimité familiale, le 1^{er} août, en l'église de Jannet.

7, place Bellecour, 69002 Lyon, 5, quai Gaillon, 69002 Lyon.

Anniversaires

Le 4 août 1988, Jacques DOUSSET nous quitte.

Aime et fais ce que veux.

Il y a un au.

Sylvain LIBERMAN nous quitte.

Que tous ceux qui l'ont connu et aimé se souviennent.

PHOTOGRAPHIE



Mer de glace et chaîne du Mont-Blanc (Adolphe Braun, 1865).

Les vingtièmes Rencontres d'Arles

Le choix de l'éclectisme

Trois grandes expositions, des soirées recentrées, un public très nombreux, tel est le bilan positif d'un Festival de bonne tenue.

A l'image de l'affiche en couleurs de Nick Knight, les Rencontres photographiques d'Arles arboraient pour leur vingtième anniversaire un sourire plus forcé qu'éclatant. Débuté sur fond de crise, miné par trop de trahissements, le Festival se révèle pourtant une indiscutable réussite. Dès le départ, le mistral qui soufflait avec force a chassé les images et les interrogations suscitées par une programmation sans parti pris.

Moins connu que la côte ouest magnifiée par Weston, le « Deep South » s'étale dans les salles blanches du palais de l'Archevêché. Réunis par Gilles Mora, dix-huit photographes, dont deux Européens, posent un regard pittoresque, souvent très kitsch, sur cette contrée après de plantureux de canne à sucre et de maïs. Outre la chronique intimiste de Ferno Koch, il faut distinguer les portraits de prostituées d'Atlanta par Marilyn Futterman, commentés par les sujets eux-mêmes, le reportage d'Eggleston sur « Graceland », demeure d'Elvis Presley, à Memphis, et le travail obsessionnel de William Christenberry, qui, sur les traces de Walker Evans, documente, à plusieurs années d'intervalle, des lieux d'habitation, qu'il reconstruit ensuite en maquette.

Enfin, Eudora Welty, grand écrivain octogénaire, qui a pris trois mille photos en 1933 sur le Mississippi. Certains de ses instantanés annoncent curieusement Arbus. Cette balade sentimentale dans le vieux Sud est complétée par les vues ardues du désert de Sonora par Friedlander et par le Birmingham Project, commande passée en 1988 à cinq grands noms de la photo américaine, dont Davidson, Michaels et Frank, avec des inédits très cinématographiques.

MUSIQUES

Saint-Germer-de-Fly

Sept concerts pour le 7^e Festival

A peine Saint-Riquier clôturé sur l'interprétation des *Brandebourgeois* par l'Orchestre Bach du Gewandhaus de Leipzig (Festival estival de la Somme), le 7^e Festival de Saint-Germer-de-Fly prend le relais, dans l'Oise miyonnaire. Après une ouverture relativement « grand public » consacrée au jazz (22 juillet, Martial Solal et Michel Portal), la soirée du 27 juillet propose, au profit de l'antenne beethovenienne de la Ligue contre le cancer, l'Orchestre de chambre rhénan de Cologne, qui interprète Jean-Christophe Bach, Mozart, Haydn, Mendelssohn.

En écoutant Pergolesi et Grétry sous la direction aussi précise qu'enthousiaste de Jan Corazzola, avec en solistes G. Anders (violoncelle), et H.-T. Lenzén (alto), on apprécie d'autant plus l'authenticité de ces hautes voûtes abbatiales, aujourd'hui insolitement dressées au centre d'une modeste bourgade agricole : une réverbération sonore aussi pure que la miraculeuse traînée de

rosée qui, en l'an 691, selon la légende, servit de plan aux fondateurs de l'édifice, Géromanus, comte de Dagobert I^{er}, et saint Ouen, évêque de Rouen.

Le programme enchaînait le 3 août, avec une soirée Mozart (Kammerensemble de Paris - J.-C. Bouveresse) : deux quatuors avec cor et flûte et un quintette à deux altos. L'alto à l'honneur : un instrument au nom paradoxal puisque, d'une quinte plus bas que le violon, il est assez grave pour avoir mérité, entre violoncelle et violon, le nom de « ventre de l'orchestre ».

Un accent romantique

On entendra Brigitte Engerer le 5 août (Chopin, Schumann), puis le 6 août Anne Quêffelec et Régis Pasquier (trois sonates pour piano et violon), suivis, le 8 août, du Quatuor Parisi (Mozart, Rousset, Beetho-

phiques du Hollandais Zwerger, de l'exposition « Nuits blanches » montée en avant-première de la Primavera de Barcelone. A l'exemple du formalisme baroque de Javier Vallbona, qui fut un de ses porte-drapeaux, il est dommage de voir la photo espagnole, si neuve et si inventive, sombrer aussi naïvement, sauf Jorge Ribalta, dans un post-modernisme pompier.

En revanche, l'illumination éblouit le visiteur qui entre dans l'église Saint-Martin-du-Méjan pieusement érigée en chapelle orthodoxe éclairée par une myriade d'ampoules électriques, par Christian Boltanski qui subtilise la vertu iconique de la photo. Ou ornée de « petites effigies », scandées par des dessins de mots, recopiés à l'infini, par Amette Messager.

Le triomphe des panoramiques

Le choc, l'événement, la révélation à lieu à l'Espace Van Gogh, splendide et rénové et transformé en palais des merveilles par Joachim Rannesson, qui expose cent dix pièces de sa collection de panoramiques. Conservateur passionné de ce musée personnel, il projette la galerie photographique dans une troisième dimension. Des prémices à 1950, cet ensemble, unique au monde, constitue le fabuleux panorama historique d'un domaine peu exploré.

Comme le montrent les vues urbaines et de campagne, prises à Porto ou à Tripoli, par Le Gray, Braun ou Baldus, le premier but du panoramique est de décrire l'espace, mais cette distorsion élégante des formes redresse ou dilate la perspective, élargit le champ de la vision. Épousant la courbe de l'œil, le procédé panoramique fait voir comme on ne voit jamais. Plus étonnant que la présence comme dans cette vue exceptionnelle de Jougnot (1863) qui apparaît trois fois devant la cathédrale de l'Épine. Brute, fantasque, parfois irrée ou bien encore polémique, il embrasse d'un seul plan cette bal-

lucante foule indienne qui fixe l'appareil de Bourne. Ou cette ronde humaine, écriée au panoramique qui figure en couverture du magnifique album publié par Actes Sud et les Rencontres.

Les soirées sont l'originalité d'Arles. Resserrées, mieux calibrées, elles ont débuté par un concert triomphal de Carl Perkins et se sont déroulées dans un Théâtre antique comble. Malgré des erreurs de programmation, le film mis de Claude Nori ou l'improvisation des *Projections privées*, elles se sont enfin passées sans anicroches techniques. Conciliant spectacle et création, cette vaste confrontation des façons de voir a permis de vérifier une fois de plus l'extrême diversité du langage photographique. Le sardonisme de Jean-François Biazot, la chronique des vingt ans, le saut étonnant aux photographes chinois, les vidéos fiction de Xavier Lambours et Paulo Nozolino, la compilation de nus, contées sans faconde, sur un ton quasi professoral par Lucien Clergue et l'épopée lyrique au banet de l'Yvan Dikhowitch, ode au peuple soviétique où la virtuosité du cinéaste transcende la qualité des images, ont brossé un tableau vivant de la création actuelle qu'Yvon Le Marrec ponctue d'un étonnant ballet révélant à l'œuvre sympathique l'invention d'un nouveau procédé de développement instantané.

Claude Hudiclot a gagné son pari. Certes, Arles n'est pas devenu le lieu de production (livres, films) qu'il avait prévu en prenant ses fonctions. Mais les œuvres de l'an passé ont été rectifiées. La structure a bien fonctionné. Point fort des Rencontres, les quarante-neuf stages ont accueilli cinq cent pensionnaires de dix-sept pays. Parvenues à maturité, dotées de solides moyens financiers, et ayant assaini leurs conflits, il reste désormais aux RIP à oser enfin parler sur la durée.

PATRICK ROEGERS.

★ Toutes les expositions durent jusqu'au 3 septembre. Entrée : 20 francs. Le prix du meilleur livre photo a été attribué à « Espana oculta », de Christina Garcia Rodero, Ed. Lunwerg, Espagne. Le grand prix européen Kodak, d'un montant de 70 000 francs, a été décerné à l'Espagnol Rafael Vargas.

Mort du chanteur-compositeur brésilien Luis Gonzaga

Le barde du Nordeste

Le chanteur-compositeur brésilien Luis Gonzaga est mort d'une pneumonie, mercredi 2 août. Il était âgé de soixante-dix-sept ans. De Luis Gonzaga, on disait qu'il était la conscience et la bonne santé du Nordeste.

Né à la frontière des Etats de Pernambuco et du Ceara, parmi les plus déshérités du Brésil, il avait appris à jouer de l'accordéon à l'âge de dix ans et commencé une carrière de musicien professionnel en 1939. Aux chansons de tradition portugaise (un accordéon, un triangle et une grosse caisse), qui ponctuent les récoltes et les fêtes religieuses, ou racontent des histoires de maris cocus, Luis Gonzaga a ajouté une dimension quasi mystique, où interviennent les légendes et contes populaires du sertão colportés par les poètes populaires : des *cangaceiros* aux prédi-

DANSE

« Eh, qu'est-ce que ça m'a fait à moi ! ? » de Maguy Marin, à Avignon

Entre Kurt Weill et Ubu-Roi

Figure obligée : le Bicentenaire. Dans la cour d'honneur du Palais des papes d'Avignon, qu'elle investit pour la première fois, Maguy Marin fait rire et déçoit.

Après l'éléphant Béart (1789... et nous) et la libellule Odile Duboc (*Insurrection*), le tableau Maguy Marin s'est attaqué à son tour au thème de la Révolution. Cornes basses, sabots rageurs. Les grands idéaux auront du mal à s'en remettre.

Pendant un bon moment, dans la cour d'honneur du Palais des papes archi-comble, on a cru que la programmation dans, un peu plus, de ce quarante et unième Festival, allait se clore par un feu d'artifice. Les images, les chansons et les rires fusillaient ; ça démarrait très fort. Puis les choses se sont gâtées, parce que Maguy Marin ne sait pas danser, resserret, conclure. L'ironie et la dérision sont des armes redoutables, elles se retournent contre leur utilisateur s'il ne les emploie pas avec une virtuosité constante.

Un petit peuple en blouses grises, genre employés de grand magasin, soupa et recompta, emplit, déplie les cubes gris de toutes tailles qui envahissent le plateau sur toute sa largeur. On entend un reportage radiophonique : « Le Bicentenaire de la Révolution, c'est quoi pour vous ? ». C'est honnête, c'est nous les petits contribuables qui payons... Des boîtes les plus grandes brillent soudain comme des diables huit musiciens et leurs instruments (batterie, percussions, synthétiseur, trompette, guitare, violoncelle, saxophone, trombone, tube), et Maguy qui chante, de sa voix râpeuse et savoureuse, *C'est nous les pauvres contribuables*. Suit un chœur très amusant sur *Oh ! la la*. Le petit peuple s'agite, crie des slogans incompréhensibles, tape du poing sur les cubes. Surgit une marionnette géante, entre Bread and Puppet et Bébête Show, qui harangue la foule dans une langue inventée mais dont nous connaissons la musique, celle des discours politiques. Cria, applaudissements, interventions de faux spectateurs qui injurient de la salle, sirènes de police.

Bondissent alors des garçons bouchers en tabliers sanglants, contels à la main, qui entonnent « *Faut que ça saigne !* » (marci Boris Vian) et se lancent des quarten de viande. On a compris : les révolutions avortent, les contribuables sont incapables de faire aboutir leurs revendications, ce sont des vœux promis à l'abattoir. Le politicien offre des paquets-cadeaux dont on extrait des costumes : un juge, un évêque, un officier nazi, un marquis... Lui-

même revêt une écharpe et un chapeau tricolore, et part sous les vivats.

Deuxième tableau : « les Patriotes ». Un meneur de jeu débute un texte dont on ne perçoit pas grand-chose - la sono est mal réglée, c'est un des défauts du spectacle. Ballet assez confus de soldats : « C'est la marche des p'tits gars/qui veulent pas la faire », chante Maguy. Coup de feu, les soldats tombent. Marche funèbre aux tambours, défilé de catafalques. On dresse des croix de bois, on inaugure un monument aux morts : la statue se dépeuple elle-même de son emballage, c'est un poulu de la guerre de 14 qui s'agit assez comiquement et brandit son drapeau.

Des interludes musicaux séparent les tableaux et permettent les démenagements des cubes - la musique de Michel Berrier et Philippe Madile est pimpante, dans ses meilleurs moments elle fait penser à du Kurt Weill.

Les « Révolutionnaires » du quatrième âge

Le tableau le plus drôle est sans doute le troisième, « les Révolutionnaires », où l'on voit Robespierre, Danton, Marat, Charlotte Corday et Louis XVI en pensionnaires ergotants, tremblotants et bafouillants d'un saile pour quatrième âge, sous la garde de robustes infirmières. Ils finissent leur dîner, puis passent au salon pour regarder la télévision, qui diffuse un reportage sur les fêtes du Bicentenaire : là se voient attribuer « le guillotin d'or », « le guillotin d'argent », « le guillotin de bronze », et s'abient le champagne avec émotion. A droite, sur une estrade, se déroule en contrepoint sans évocation assez primaire des révolutions actuelles : trio de Chinois, trio de Palestiniens et trio de Noirs. Des Japonais trottaient photographiant.

Le dernier tableau, « les Citoyens », est assez caillouteux. Des fous en houppelande grise, entonnant sur la tête, s'affaissant à la construction d'une gigantesque machine - on est cette fois du côté d'Ubu-Roi - à construire des mannequins humains. Gestes mécaniques, bruits d'usine. Les mannequins sont décapités, les têtes défilent puis sont recollées. La radio égrène un texte sur les droits de l'homme.

Eh, qu'est-ce que ça m'a fait à moi l'an passé en tournée dans le monde entier, son agenda est plein jusqu'en octobre 1990. Il sera en décembre prochain à Crète. Si, d'ici-là, Maguy empioigne ses ciseaux, coupe trois bons quarts d'heure, et soigne sa chorégraphie, qui dans l'ensemble ne dépasse pas le niveau divertissements télé, elle peut nous apporter un plaisant spectacle.

SYLVIE DE NUSSAC.

EN BREF

● Nominations à Mogador. - Le PDG du Théâtre Mogador à Paris, Fernand Limbros, a nommé deux codirecteurs : Odette Limbros, sa sœur, et André Thomazo - deux collaborateurs de longue date. Liliane Martinez a été nommée directrice adjointe du théâtre. Elle a quitté le TNP de Villeurbanne, où elle était entrée en 1972. Elle en occupait le poste de secrétaire général depuis 1981.

● Le programme de Bayreuth 90. - Wolfgang Wagner, directeur de Bayreuth, a annoncé le 26 juillet au lendemain de l'ouverture du 78^e festival, ses projets pour 1990. La 79^e édition des manifestations wagnériennes, qui aura lieu du 25 juillet au 28 août, présentera une nouvelle production de *Waisseau fantôme* (dirigée par Giuseppe Sinopoli et mise en scène par Dieter Dorn) ainsi que la reprise du *Ring*, dirigé par Daniel Barenboim et mis en scène par Harry Kupfer. Reprise aussi de *Parsifal*, mis en scène cette année par Wolfgang Wagner lui-même et dirigé par James Levine. Le petit-fils de Richard Wagner a ajouté qu'il songeait à être le metteur en scène de la nouvelle *Tétralogie*, qui sera montée à Bayreuth en 1994.

● Le postier d'Arles exposé au MOMA. - Le Musée d'art moderne de New-York (MOMA) a exposé jeudi le *Portrait de Joseph Roulin*, de Van Gogh, qu'il avait acquis mercredi 2 août auprès d'une collection privée suisse. Point en 1889, le *Portrait de Joseph Roulin* appartenait à la famille Van Gogh jusqu'aux années 20, avant de passer dans diverses collections privées. Il est le fleuron d'une série de portraits de ce postier d'Arles et de sa famille commandée à la fin de l'été 1888.

MUSIQUE EN L'ILE
EGLISE SAINT LOUIS EN L'ILE
Vendredi 4, samedi 5 août à 21h.
Dimanche 6 août à 17h.
3 représentations du grand guitariste
ALEXANDRE LAGOYA
Musique espagnole
ALBENIZ
GRANADOS - TARREGA
Informations : 45 23 18 25 - 3 FNAC

لوس غونزاغا

Vendredi 4 août

BUSTER (Brit., v.n.) : George V, 8^e (45-47.43.46) : - f. - Bathé Imperial 7 (42)

LA VIE D'UN LONG FLA
TRAVAILLE (Fr.) : George V, 8
 (45-62-22-81) ; 14 Juillet Bastille, 12
 (47-57-90-81).

VOYAGEUR MALGRE LUI (A. v.) :
 République Cinéma, 11 (48-05-51-33)
 Denfert, 14 (43-21-41-01).

WORKING (Am. v.) : UGC Bar-
 rix, 9 (47-62-20-40).

YOUNG GUNS (A. v.) : Forum Orient
 Express, 11 (42-31-33-26) ; Gaumont
 Ambassade, 9 (43-49-19-08) ; Gaumont
 Paris, 11 (43-49-19-08) ; U.C. & Ga-
 umont Orient, 2 (47-40-60-33) ; Gaumont
 Alsia, 14 (43-27-84-40).

ZUCKERBAY (All. v.) : Gaumont
 Les Halles, 11 (40-26-12-12) ; 14 Juillet
 Paris, 6 (43-26-58-00) ; 14 Juillet
 Bastille, 11 (43-57-90-81).

54-86 : Garmont Convention, 15 (48-
28-42-27) : Images, 19 (45-22-47-94).
LAWRENCE PARABE (Fr.) : v.a.
Kimpoparima, 19 (43-06-50-50).
LETTRES PARADOXALES (Fr.) : v.a.
(Fr.) : v.a. 16 (45-43-41-63).
LIASONS DANGEREUSES (Fr.) :
Relief Logos II, 5 (43-54-42-34).
MASCULIN-FEMININ (Fr.-Su.) : Epée
de Bois, 5 (43-37-57-47).
MONTY PYTHON, LE SENS DE LA
VIE (Fr.) : v.a. : Ciné Beaubourg, 4
(43-36-36-36).
PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A.
v.a.) : Forum Horizon, 1° (45-08-57-57).
FLEEN SOLEM (Fr.) : Forum Arc-en-
ciel, 1° (40-39-33-33). Le Saint-
Germier-de-la-Fr., 1° (40-33-33-33).
Le Saint-Germier-de-la-Fr., 1° (40-33-33-33). RAIHÉ

ACCATONE (Il., v.a.): Epée de Bois, 3° (43-57-57-67).
ACT UP VENGENCE (A., v.g.): Paris C, 10° (47-70-71-71).
AZZI (S., v.g.): Studio Galand, 9° (43-54-72-71).
CASINO ROYALE (Brit., v.a.): Lo Champo, 3° (43-54-51-60).
LE CAUCHEMER DE FREDDY
 (L'Espresso): L'Espresso Express, 1° (43-43-42-36); George V, 8° (45-62-41-48); v.f.: La Novelle Manxville, 9° (47-70-7-8-6); Favetto, 13° (43-43-31-31); v.f.: L'Espresso, 18° (43-43-47-54).
LE CIRQUE (A.): Epée de Bois, 4° (37-57-47).
CONCORDANT IT (A., v.a.):
 Raffet Médici Loges val: Louis-Jourvet, 5° (43-54-34-34).
EASY RIDER (A., v.a.): Cincinnati, 6° (46-33-10-82).
LE FAUCON MALTAIS (A., v.a.): Action Christine, 6° (42-39-11-30).
FIVE EASY PIES (S., v.g.): Casino Deauville, 1° (42-71-52-36); René Odion, 6° (42-36-12-18).
FULL METAL JACKET (*) (A., v.f.): Hollywood Boulevard, 9° (47-70-14-11).
LES GENS DE PAULIN (A., v.a.): Paris C, 1° (43-54-34-34).
LA GUERRE DES BOUTONS (Fr.): Saint-Lambert, 15° (43-32-91-68).
GUERREE ET AMOUR (A., v.a.): Action Rie et Amour, 3° (43-29-44-40).
HOMAGE TO YOU: Action Christine, 6° (42-39-11-30).
LES DERNIERES HAUTES PLAINES (A., v.a.): Action Rie Gasche, 3° (43-29-44-40); v.f.: Paramount Opéra, 9° (43-43-34-34).
INDIA SONG (Fr.): L'Entrepué, 14° (45-43-41-63).
L'INSPECTEUR HARRY EST LA DERNIERE CIBLE (A., v.f.): Hollywood Boulevard, 9° (47-70-10-41).
KENNY (A., v.g.): George V, 8° (45-62-41-46); v.f.: Favetto, 13° (43-43-31-31).

LA CONVENTION, 15^e (45-22-42-27); Patrie (45-22-42-27);

LE PORTE DU PARADIS (A. v.), Saint-André-des-Arts I, 6^e (43-26-48-18); Les Trois Buteurs, 3^e (45-61-10-60);

LES VERTUS LE FUTUR (A. v.), George V, 3^e (45-62-41-46); v.f.: Paramount Opéra, 3^e (47-42-56-31);

LE RIDEAU DÉCHIRÉ (A. v.), Action Chiracine, 6^e (45-29-31-30); Les Trois Buteurs, 3^e (45-61-10-60);

SALAAM BOMBAY (Indo-Fr.) Studio 43, 3^e (47-70-63-40);

SOUDAIN L'ÉTÉ DERNIER (A. v.), Gasmont Les Halles, 4^e (45-26-12-17);

LES TROIS FIANÇÉS (A. v.), AIL, v.a.; Utopia Champlain, 3^e (43-26-84-65);

TARAM ET LE CHAIRON MAGIQUE (A. v.), Forum Arc-en-Ciel, 1^{er} (45-43-94-94);

UGC Montparnasse, 6^e (45-74-94-94); UGC Emittage, 13^e (45-63-16-16); UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-39); UGC Les Halles, 4^e (45-26-12-17);

UGC, 14^e (45-39-52-43); UGC Concorde, 15^e (45-74-91-49); Patrie Clévy, 10^e (45-22-46-01); Le Gambetta, 20^e (46-36-36-36);

TOP GUN (A. v.), Grand Pavois, 15^e (45-54-46-85);

UN MOMENT EN PLEINE FORME (Riv. v.), Le Champo, 3^e (43-54-51-60);

UNE FEMME EST UNE FEMME (Fr.), Les Trois Luxembourg, 6^e (46-33-97-77);

LES UNS ET LES AUTRES (Fr.), Forum Arc-en-Ciel, 1^{er} (40-39-93-74);

LA VILLE DOBBE (AIL, v.), Les Trois Luxembourg, 6^e (46-33-97-77); Studio 43, 3^e (47-70-63-40);

VISAGES DE FEMMES (français, v.), Saint-André-des-Arts II, 6^e (43-26-80-25); Sept Paracassiens, 14^e (43-20-32-32);

LES YEUX NOIRS (It. v.), Le Triomphe, 3^e (45-62-45-76);

Jazz, pop, rock

Mare de Vento », Cœuvres de Vivaldi,
Tartini, Puccini.

Jazz, pop, rock

AU DUC DES LOMBARDS (42-36-51-53). Alfredo Rodriguez, Trio Salas, 23 h.

BAISER SALE (42-33-37-71). Toninho Ramos, 22 h 30, Ludlow Group, 20 h 30.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-05). Boogie-woogie. Irakli, Geranzi, 21 h 30.

94-97). Cabaret de la chanson française,
21 h. Chansons à la carte tous les soirs.

CHAPLAIN DES LOUISIANES (43-37-74-38), Miss Claude, 22 h 30.
JAZZ-CLUB LIONEL-HAMPTON (47-58-12-30), Saisonnie, 22 h. Claude Tiesse (sax.), Nicolas Montier (sax.), Claude Brand (sax.), Stan Lafaziere (piano), Pierre Malingourd (basse), François Laudet (batterie).
LA LOUISIANE (42-36-58-98), Char. Gilbert Laroux, 21 h ven.

Le Monde

ABONNEMENT

VOUS N'ÊTES PAS ABONNÉ ? Vous accueillez de votre grégentement un abonné de votre grégentement.

VOUS ÊTES DÉJÀ ABONNÉ ? Vous pour que le Monde vous suive en politains. Renvoyez-nous simple oublier de votre bande.

DURÉE	FRANCE
2 semaines	80 F
3 semaines	120 F
1 mois	150 F
2 mois	280 F
3 mois	365 F

* **TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER**

« LE MONDE »
BP 50709, 7542

Attention : la mise en place de votre abonnement

● **VOTRE ABONNEMENT VAC**
 de _____

● **VOTRE ADRESSE DE VACAN**
 NOM _____
 N° _____ RUE _____

CODE POSTAL _____ VI

● VOTRE RÈGLEMENT : ☐ CH
● VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ
| | | | |

Sur minitel 3615 L

PAYS _____

● VOTRE RÉGLEMENT : ☐ CH
● VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ

Sur minitel 3615 L

100

ABONNEMENTS VACANCES

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER* (voix normale)
2 semaines	80 F	150 F
3 semaines	120 F	210 F
1 mois	150 F	281 F
2 mois	280 F	482 F
3 mois	365 F	700 F

● **VOTRE ABONNEMENT VACANCES :** DURÉE _____

● VOTRE ADRESSE DE VACANCES :
NOM _____ PRÉNOM _____

CODE POSTAL _____ VILLE _____

PAYS _____

• VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (numéro sur la lettre)

C VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ: (si vous êtes déjà abonné)

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

1. *Journal of the American Medical Association*, 2000; 283: 2689-2695.

[illegible]

Économie

SOMMAIRE

■ La COB et les autorités boursières londoniennes enquêtent sur d'éventuels délits d'initiés dans les échanges d'actions d'Eurotunnel (lire ci-dessous). ■ M. Jean Mattéoli

pourrait être maintenu au Conseil économique et social et en conserver la présidence (lire page 17). ■ L'OPA de GEC et Siemens sur Plessey, qui atteint 21 milliards de francs, entre

dans sa phase finale (lire ci-contre). ■ L'économie des Açores, autrefois axée sur la chasse au cachalot, se tourne aujourd'hui vers le thon (lire page 17).

Après la brusque chute des cours du consortium franco-britannique

L'enquête de la COB sur d'éventuels initiés autour d'Eurotunnel sera difficile

La Commission des Opérations de Bourse a ouvert une enquête concernant un éventuel délit d'initiés sur le titre Eurotunnel. Cette décision, confirmée le 3 août, a été prise effectivement par la COB, le 28 juillet dernier, lors de la réunion de son collège.

L'attention de l'organisme de surveillance des marchés financiers a été attirée par la brusque gonflement des transactions et la forte chute des cours avant le vendredi 21 juillet, jour de l'annonce par le consortium chargé de creuser le tunnel sous la Manche d'un surcoût des travaux.

Les échanges, assez réduits et dépassant rarement les 600 000 titres quotidiens durant les premiers jours de juillet, augmentèrent brutalement dès le mardi 18. Alors que 291 318 actions avaient été échangées la veille, le montant ce jour-là s'élevait à 921 176 titres. Il atteignait les 1,37 million le jeudi

et dépassait les 3,6 millions le vendredi 21. Avec ces ventes massives, la valeur perdait 10,5 % durant cette période. Mais l'agitation ne s'arrêta pas pour autant. Lundi 24, Eurotunnel accélérât sa chute, réagissant violemment à l'annonce du surcoût des travaux. L'action perdait durant la séance 11 %, tombant sous la barre des 100 francs. Le volume des transactions resta soutenu les jours suivants, souvent au-dessus des 3 millions d'actions. Mercredi 26, un deuxième communiqué confirmait ce renchérissement des travaux. La commande de matériel roulant, en avoisinant les 6 milliards de francs, est près de trois fois supérieure aux prévisions.

Cotation simulée

Des initiés ont-ils été au courant de cette réévaluation ? et ont-ils anticipé le mouvement ? Pour tenter

de répondre à cette question ardue, les enquêteurs de la COB devront associer à leur recherche leurs homologues britanniques, car Eurotunnel est coté simultanément à Londres et à Paris. Dans la semaine du 17 au 21 juillet, les Anglais semblaient mieux informés que les Français. De l'autre côté de la Manche, ils évoquaient déjà une augmentation des coûts des travaux pour expliquer la baisse des cours alors qu'au palais Brongniart, les rumeurs concernaient des fissures dans le tunnel et l'inondation d'une partie du chantier. Puis les bruits évoluèrent et la semaine dernière, certains n'hésitaient pas à rendre responsable Sir James Goldsmith de la poursuite de l'effondrement des cours. Il aurait cédé ses titres pour financer une partie du rachat de British American Tobacco (BAT), entendait-on Rue Vivienne.

Jeu 21, le président d'Eurotunnel, M. André Bénard, a reconnu sur RTL que beaucoup de personnes

pourraient être au courant d'un tel surcoût. « Il est évident quand il y a des négociations avec des fournisseurs, qu'il y a beaucoup de gens qui savent ce qui se passe. Mais qui sont ces gens ? Quels sont ceux qui ont eu l'information ? Je n'en sais rien du tout. » L'échec sera difficile à démêler, d'autant qu'à la Bourse le marché du titre Eurotunnel est très sophistiqué.

L'action étant cotée simultanément à Londres et à Paris, les intervenants arbitrent leurs achats et leurs ventes selon les cours affichés sur l'une ou l'autre place. De plus, depuis le mois de mai, Eurotunnel sert de valeurs support à un marché d'options sur lequel les opérateurs anticipent l'évolution prochaine des cours à la hausse ou à la baisse. Instrument de couverture mais aussi de spéculation, ce lieu est révélateur pour un initié voulant se dissimuler.

DOMINIQUE GALLOS.

Une OPA de 21 milliards de francs

Assaut final de GEC-Siemens sur Plessey

Cosme prévu, l'allemand Siemens et son allié britannique GEC (General Electric Company) sont repartis à l'attaque de Plessey, numéro deux de l'électronique en Grande-Bretagne, améliorant leur offre d'achat de la mi-novembre 1988. Ils proposent désormais 270 pence par action Plessey, soit 20 % de mieux que précédemment (225 pence). L'offre publique d'achat contre Plessey s'élève donc à 2 milliards de livres (21 milliards de francs), ce qui en fait l'une des plus grosses en Europe.

Malgré tous leurs efforts et un lobbying intense, les dirigeants de Plessey n'auront donc pas réussi, cette fois, à sauver leur entreprise. Tous les observateurs s'attendent en effet à un succès de la nouvelle OPA de GEC-Siemens contre elle, après neuf mois de suspense. D'ailleurs, les deux assaillants, qui ont pris de vitesse les analystes en déposant leur nouvelle proposition vingt-quatre heures seulement après avoir reçu le feu vert du ministre britannique du commerce et de l'industrie, ont mis à profit ces dernières heures pour porter à 25 % leur participation dans Plessey (14,3 %). Ce qui tend à montrer que les actionnaires de Plessey pourraient bien se laisser séduire par l'offre qui leur est faite. Comme prévu, Plessey a immédiatement rejeté la nouvelle OPA dont elle fait l'objet, en dénonçant le prix trop bas, mais les assaillants se sont empressés d'indiquer qu'ils n'entendaient pas payer plus.

Siemens - qui se taille la part du lion dans le futur dépeçage de Plessey - acquittera la plus grosse partie de cette somme : 1,25 milliard de livres contre 0,75 pour son allié. Mais les enjeux sont importants pour le géant allemand qui fait un pas décisif dans les télécommunications en Europe en prenant pied sur le marché britannique, fort dynamique. Le tout quelques semaines après le débarquement de l'américain ATT (American Telephone and Telegraph), un de ses grands rivaux, dans la péninsule italienne et deux ans et demi après le rachat du téléphone d'ITT par le français Alcatel. Siemens conforte également par ce rachat sa prééminence européenne dans les composants électroniques où il assure la direction industrielle d'un joint-venture à 50/50. Comme attendu (Le Monde du 18 novembre 1988), les questions soulevées par le secteur de la défense ont été les plus difficiles à régler. L'allemand a dû faire des concessions dans l'avionique et l'électronique marine, notamment en Amérique du Nord : contrairement au projet initial qui donnait à GEC 51 % des deux filiales américaines de Plessey (Sipican aux États-Unis et Leigh Instrument au Canada), l'accord final lui en attribue la totalité du capital. En revanche, GEC a dû faire des concessions sur les radars et les systèmes de défense - dont il espérait prendre 35 % - attribués en totalité à Siemens. L'allemand, s'il a dû donner des garanties lors de longues discussions avec le ministre britannique de la défense, n'en fait pas moins une avancée redoutable dans l'industrie électronique européenne. A quand la riposte française ?

INSOLITES

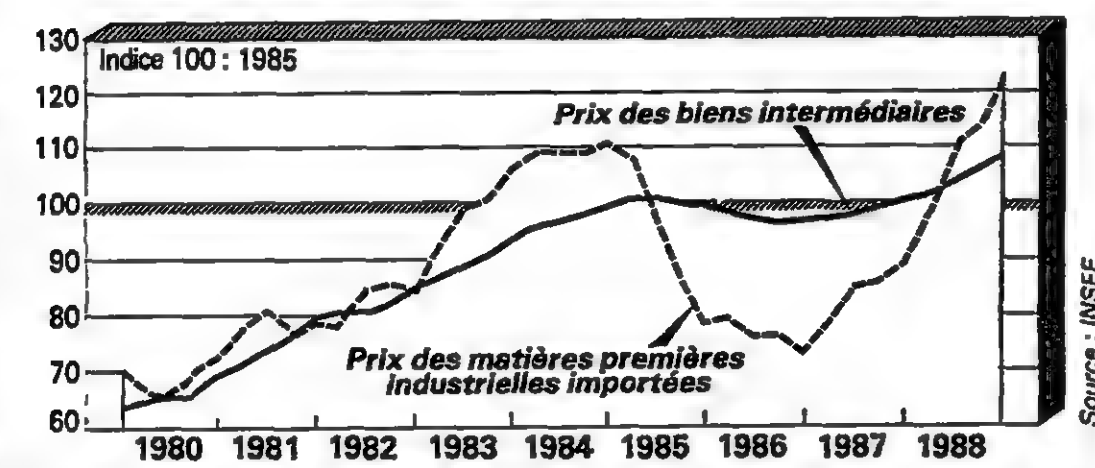
Des fils à retordre...

Les 60 millions de larves de vers à soie italiennes désespèrent leurs propriétaires. Au lieu de jolies et fines soies, elles ont été saisies d'une fringale telle qu'elles n'ont pu produire cette année leur quota de soie. Résultat : la sériciculture transalpine pourrait perdre cette année plus de 6 millions de francs.

Devant pareille ingratitude, il est tentant de se tourner vers d'autres sources d'approvisionnement. C'est ce que font des chercheurs américains, dont certains financés par le Pentagone. Ils étudient avec le plus grand soin les avantages de la soie... d'araignée. Le ver à soie - même transalpin - ne produit qu'une sorte de fil alors que les araignées peuvent en fabriquer jusqu'à six différents : pour la toile, le cocon, le fil de suspension, etc. Tous sont à la fois solides et très extensibles. Certains sont aussi solides que les fibres synthétiques.

Si les chercheurs isolent le gène qui permet de fabriquer la soie, ils pourront bientôt l'introduire dans des bactéries qui produisent la protéine de la soie plus vite que les araignées. Utilisation possible de cette belle soie : matériaux d'isolation pour le revêtement des avions, casques, fils de suture pour la chirurgie.

Tension sur les prix des biens intermédiaires



L'indice des prix de vente des biens intermédiaires fabriqués en France a augmenté de 2,2 % au premier trimestre 1989 après avoir connu une nette accélération en 1988. La hausse des prix des matières premières industrielles importées a été très marquée l'année dernière et a entraîné la flambée des prix sur les biens intermédiaires. On note cependant que les tensions s'atténuent sur les matières premières au deuxième trimestre de cette année.

Des radiotéléphones en plus en 1991 pour l'Ile-de-France

Les Franciliens seront plus nombreux à pouvoir s'équiper d'un radiotéléphone : les forces armées ont en effet accepté de libérer une bande de fréquence supplémentaire de 4 MHz pour France Telecom. Cette décision, qui prendra effet au début 1991, permettra d'augmenter d'environ 40 000 les possibilités d'abonnement au RadioCom 2000 en région parisienne. Actuellement, il y a un peu plus de 48 000 abonnés au réseau public en Ile-de-France.

Les nouvelles fréquences se situent dans la bande des 900 MHz, en dessous de la bande réservée au

radiotéléphone numérique paneuropéen appelé à voir le jour dans les années 90 (890-915 MHz et 935-960 MHz).

L'affectation de deux autres mégahertz supplémentaires dans la même bande de fréquence fera l'objet d'une décision « ultérieure », indique le ministère. « Celle-ci tiendra compte de l'évolution des besoins en région parisienne, des perspectives du marché de la radiotéléphonie fixe et du calendrier de mise en place du réseau cellulaire numérique européen. »

La pénurie de fréquences est un des facteurs qui expliquent le lent développement du radiotéléphone en France, où le taux d'équipement des usagers est nettement inférieur à celui des pays scandinaves ou allemands. Mais l'armée s'est toujours fait tirer l'oreille pour libérer des bandes supplémentaires. Nul doute que les fonctions exercées antérieurement à la défense par l'actuel ministre des PTT, M. Paul Quilès, ont dû l'aider à plaider sa cause auprès de son homologue de la rue Saint-Dominique.

En Finlande

Graves difficultés financières pour les chantiers navals Wartsila

Les dirigeants des grands chantiers navals finlandais Wartsila (6 500 salariés) ont demandé, le 3 août, l'aide du gouvernement d'Helsinki, faute de quoi l'entreprise risquerait la faillite.

Pour 1988, les pertes sont estimées à 350 millions de francs, et pour les quatre premiers mois de 1989 les ventes de la division « chantiers navals » du groupe, spécialisée notamment dans les brise-glaces, les navires frigorifiques et les paquebots, ont sensiblement baissé par rapport à la même période de 1988.

Les difficultés viennent notamment du fait que l'URSS, qui traditionnellement faisait construire beaucoup de ses navires en Finlande, a fortement réduit ses commandes. La réévaluation du mark finlandais a aussi entraîné une baisse de la compétitivité des chantiers.

Il y a quelques mois, l'idée d'un regroupement sous l'égide des pouvoirs publics des trois grandes entreprises finlandaises de construction navale, Wartsila, Rauma-Repola et Hollming, avait été avancée, mais elle n'a eu de suite.

Les ressources des départements

Le grand écart

Selon les statistiques que vient de diffuser le ministère de l'Intérieur, les disparités de ressources et de dépenses des différents départements français sont considérables.

Il y a les départements riches et les départements... « emigrants ». Ainsi, en 1987, dernière année connue, le potentiel fiscal des Hauts-de-Seine, l'est-à-dire le produit escompté des quatre impôts directs locaux, divisé par le nombre d'habitants atteignait 1 726 F - le record - suivi de la Savoie avec 1 151 F. En queue de liste, la Creuse (520 F) et le Gers (510 F), deux exemples de la France rurale.

Le département le plus endetté est le Vaucluse, le moins dépendant des banques, les Vosges. Enfin, favorisés par la vente libre de la décentralisation, certains départements ont ouvert les vannes du recrutement de fonctionnaires. Le conseil général du Val-de-Marne dépense en frais de personnel 536 F par habitant, la Lozère 262 F, la Loire 141 F, la Nièvre 244 F, le Pas-de-Calais 139 F, la Seine-et-Marne 179 F, et la Bas-Rhin 127 F.

F. G.

REPÈRES

Chômage

Stabilité en Europe

Le taux de chômage dans les douze pays de la CEE est resté stable en juin. Selon Eurostat, l'office statistique européen, « le taux de chômage dans la Communauté européenne est estimé à 9,3 %, au même niveau que les deux mois précédents. »

Dans l'ensemble de la CEE, le taux de chômage a baissé de 0,8 % depuis juin 1988, les diminutions les plus fortes ayant été constatées en Espagne (- 2,6 %), au Royaume-Uni (- 2,1 %) et en Belgique (- 1,2 %). En mai 1989, le nombre de chômeurs inscrits dans la CEE s'élevait à 14,3 millions (le chiffre du chômage aux Pays-Bas ne sera publié que dans un mois).

En données corrigées, les taux par État membre (à l'exception de la Grèce) sont les suivants : 17,4 % en Espagne, 17,3 % en Irlande, 10,8 % en Italie, 10,2 % aux Pays-Bas, 10 % en France, 9,5 % en Belgique, 7,3 % au Danemark, 6,7 % au Royaume-Uni, 5,9 % en RFA, 5,6 % au Portugal et 1,9 % au Luxembourg.

Selon l'office du travail de Nuremberg, le nombre de sans-emploi a augmenté en RFA en juillet : il est de 1 972 000, mais le taux de chômage est ramené à 6,9 % de la population active contre 6,7 % en 1988.

Activité

Nouveau recul de l'indice composite aux États-Unis

L'indice composite des principaux indicateurs économiques aux États-Unis a reculé de 0,1 % en juin, enregistrant ainsi sa quatrième baisse en cinq mois. Ce recul est interprété, outre-Atlantique, comme la confirmation d'un ralentissement de l'activité économique américaine d'ici à la fin de l'année. Sept indicateurs sur onze ont contribué à la baisse de l'indice, avec, notamment, une progression des demandes d'allocation chômage et une baisse des commandes de biens de consommation et des permis de construire. L'indice composite avait chuté de 1,6 % en mai dernier.

Masse monétaire

Progression de 0,2 % en juin

La masse monétaire française au sens strict (l'épargne M2, comprenant les billets et les dépôts à vue et sur livret) a progressé de 0,2 % en juin, après avoir diminué de 0,3 % en mai, selon les statistiques provisoires de la Banque de France publiées jeudi 3 août. En glissement annuel, le rythme de croissance de M2 ne change guère : 3,9 % en juin contre 4 % en mai ; il est conforme aux objectifs retenus pour 1989 par la Banque de France (hausse de + 4 à + 6 %).

Le Monde DE L'ÉDUCATION

Au sommaire de ce numéro :

- ENQUÊTE : LES MIRAGES DE LA COMMUNICATION. Des formations et des diplômes aux contenus encore flous et aux débouchés incertains. (Attention aux filières miroirs aux alouettes).
- EXCLUSIF : LE PALMARÈS DES DEUG. Les résultats en droit, sciences éco. AES, LEA, sciences des structures et de la matière, sciences de la nature et de la vie.
- LE FONCTIONNEMENT DES PREMIERS CYCLES.
- DOSSIER SPÉCIAL : LES PREMIÈRES INSCRIPTIONS EN FAC. Paris, province : où et quand s'inscrire ; les pièges à éviter.

NUMÉRO DE JUILLET-AOÛT 132 PAGES
En vente chez votre marchand de journaux

Le Bicentenaire a fait recette

L'opposition a bougé, mais les hôteliers se font les mains. La célébration à Paris du Bicentenaire de la Révolution française a été une véritable aubaine. L'hôtelier de l'Ile-de-France a enregistré deux millions cinq cent cinquante mille nuitées depuis le début juillet, soit deux tiers de plus que l'an dernier. Les auberges de jeunesse, centres d'accueil, logements chez l'habitant et autres hébergements de fortune ont également bien travaillé.

« Le Bicentenaire a été un détonateur pour l'hôtellerie en Ile-de-France », assure-t-on au ministère du tourisme. Selon ses prévisions, 1989 sera l'année record pour la balance touristique française. L'excédent de 8,07 milliards de francs atteint en 1985, lorsque les touristes américains étaient venus en masse dépenser leurs dollars sur évalués, devrait être dépassé cette année. Il pourrait approcher les 9 milliards de francs.

Cinq fois le coût des cérémonies

Combien de touristes ont visité la capitale en ce début juillet ? Difficile à dire exactement.

En supposant qu'en moyenne chacun a passé trois nuits à Paris, coefficient retenu par les spécialistes, ils auraient été plus de 800 000, toutes nationalités et toutes devises confondues. Pris d'assaut en priorité : les hôtels de luxe et de grand luxe. Le taux de remplissage des quatre étoiles et quatre étoiles de luxe a atteint 98 %, selon le ministère. A l'autre bout de l'échelle, les petits hôtels une étoile ont également affiché « complet ». En revanche, il restait quelques places dans les hôtels de catégorie moyenne, remplis à 85 % seulement.

En dehors de la capitale, les chiffres sont plus flous encore. A Amiens, à Rouen et à Reims, les chambres de commerce avouent leur incapacité à mesurer l'impact du Bicentenaire. Il est vrai que d'autres manifestations ont drainé les foules pendant la même période. On a pu estimer à 400 000 le nombre de touristes arrivés à Rouen pour les Voiles de la liberté. Au total, selon le ministère du tourisme, les festivités du Bicentenaire auraient rapporté quelque 2,2 milliards de francs en devises, plus de cinq fois le coût des cérémonies. Une réussite royale.

Économie

SOCIAL

Au Conseil économique et social

M. Jean Mattéoli sera-t-il « repêché » ?

M. Jean Mattéoli se succède-t-il finalement à lui-même à la présidence du Conseil économique et social (CES) ? La question agite, malgré la période estivale, les deux cent trente membres de cette assemblée. Juste après les fêtes du bicentenaire de la Révolution, le Haut Conseil du secteur public décide de ne pas reconduire M. Mattéoli, ancien ministre du travail sous le septennat de M. Giscard d'Estaing, comme membre du CES en titre, en groupe des entreprises publiques (le mandat est daté 16-17 juillet). Agé de soixante-six ans, élu à la présidence une première fois le 28 avril 1987, M. Mattéoli se voyait donc théoriquement intervenir un second mandat.

Cette décision, qui ne pouvait avoir été prise qu'en haut lieu — à l'Elysée murmurait-on — a suscité un grand émoi au palais d'Iena où la personnalité de M. Mattéoli, un gauchiste de gauche très courtois, un profil consensuel, est appréciée par la plupart des groupes. Dans les milieux gouvernementaux, certains parlent de « geste intelligent » et dans les couloirs du CES, où on s'exprime généralement avec mesure, on employait les termes de « maladresse » et de « boulette ».

C'est surtout la sanction politique d'un homme d'ouverture et par là même l'immixtion politique de l'Etat qui provoquent la plus forte réprobation. Même si, en 1987, la candidature de M. Mattéoli avait été vivement « encouragée » par M. Chirac.

La non-reconduction de M. Mattéoli a fait apparaître peu à peu l'extrême difficulté devant laquelle se trouvait l'assemblée pour élire, le 10 octobre prochain, un nouveau président. Candidat malheureux en 1987, M. René Toulade, président de la Fédération nationale de la mutualité française (FNMF), est en principe de nouveau dans la compétition. Mais ses chances apparaissent d'autant plus minces qu'il risque d'être victime de « l'effet boomerang » de la non-reconduction de M. Mattéoli, ayant déjà pour beaucoup l'image du « candidat de l'Elysée ». Il est probable qu'il hésitera à subir un second échec.

La désignation de M. Francis Blanchard, ancien directeur général du Bureau international du travail (BIT), comme membre du CES pour les entreprises publiques (il avait été précédemment nommé administrateur d'Aéroports de Paris) a relancé les spéculations. Allait-il être encouragé par l'Elysée, en raison de son excellente image auprès des partenaires sociaux, à briser la succession de M. Mattéoli ?

M. Pims, salarié italien travaillant en Savoie mais dont les enfants résident en Italie, a donc obtenu gain de cause. A l'origine, la caisse d'allocations familiales de la Savoie avait refusé de lui verser des allocations familiales pour une période de six mois au cours de laquelle ses enfants Sandro et Rosetta avaient résidé en Italie. En 1981, la cour d'appel de Chambéry avait confirmé ce refus. M. Pims s'était pourvu en cassation, la Cour de justice des Communautés européennes une interprétation du règlement de la CEE.

Le gouvernement français s'est déjà engagé à se conformer aux décisions de la Cour européenne en exportant les prestations familiales au taux interne (le Monde du 16 juin). Mais deux catégories échappent à la règle : les prestations liées à la naissance et à l'environnement économique et social.

1601 ? Ce cas de figure est vite apparu assez peu probable. « Il a soixante-treize ans et il n'est pas du sérail », assure un conseiller qui est un de ses amis. « Il ne s'agit pas d'être président même s'il est prêt d'être dans la maison », ajoute-t-il.

Une candidature de FO

La décision de FO de présenter une candidature à la présidence d'une assemblée qu'elle a déjà occupée deux fois — avec Léon Jouhaux et Gabriel Ventetol — semble étonner un peu plus une candidature de M. Blanchard, qui est d'ailleurs très proche de M. Marc Blondel. « Il faut sauvegarder le CES, estime le secrétaire général de FO. Que voulons-nous faire du CES ? Le plus mauvais service à lui rendre, ce serait de transformer cette institution en un appendice du Parlement ou, pire, en un substitut du Parlement, c'est-à-dire le politicien. » Pour M. Blondel, un retour de FO à la présidence devrait « apaiser beaucoup de choses ». La centrale devrait présenter la candidature de M^{me} Paulette Hoffman, cinquante-huit ans, secrétaire confédérale, qui préside le nouveau groupe FO, à la présidence.

De côté du groupe des entreprises privées (CNPF, CCFME, chambres de commerce) où se retrouvent désormais MM. François Périgot, René Bernasconi, Philippe Clément, Pierre Guillen et Yvon Chotard (lequel est désigné au titre des PME), alors que M. Gattaz n'a pas été reconduit, aucune candidature ne se profile. M. Chotard, dont le nom avait été évoqué, n'avait pas d'être candidat. Un responsable patronal met en avant M. Jean Bernard, président de la CFTC, qui « ferait l'unité ». « Certains, ajoute-t-il, ont pensé à Bergeron, mais il a dit trop de mal du Conseil. »

Devant cette impasse, l'hypothèse la plus fréquemment évoquée au CES depuis quelques jours est donc une reconduction de M. Mattéoli, grâce à un repêchage. Il pourrait, en effet, être désigné par le gouvernement au titre des quarante personnalités qualifiées qui doivent être nommées d'ici au 31 août. La première décision d'émanerait pas directement de M. Mitterrand, de surcroît conscient de l'impair commis en juillet. Si M. Mattéoli est désigné, il a alors toutes les chances de se succéder à lui-même pour un ultime mandat. Sinon l'imbricature persiste.

MICHEL NOBLECOURT.

Un arrêt de la Cour de cassation

Les travailleurs étrangers de la CEE ont droit aux allocations familiales

Dans un arrêt en date du 24 mai, et qui vient d'être rendu public, la Chambre sociale de la Cour de cassation a affirmé qu'un salarié italien — M. Pietro Pims — travaillant en France avait droit à des allocations familiales françaises même si ses enfants résident en Italie. Selon cet arrêt, « le travailleur salarié, soumis à la législation d'un Etat membre de la CEE, a droit, pour les membres de sa famille qui résident sur le territoire d'un autre Etat membre, aux prestations familiales prévues par la législation du premier Etat, comme s'ils résidaient sur le territoire de celui-ci ».

M. Pims, salarié italien travaillant en Savoie mais dont les enfants résident en Italie, a donc obtenu gain de cause. A l'origine, la caisse d'allocations familiales de la Savoie avait refusé de lui verser des allocations familiales pour une période de six mois au cours de laquelle ses enfants Sandro et Rosetta avaient résidé en Italie. En 1981, la cour d'appel de Chambéry avait confirmé ce refus. M. Pims s'était pourvu en cassation, la Cour de justice des Communautés européennes une interprétation du règlement de la CEE.

Le gouvernement français s'est déjà engagé à se conformer aux décisions de la Cour européenne en exportant les prestations familiales au taux interne (le Monde du 16 juin). Mais deux catégories échappent à la règle : les prestations liées à la naissance et à l'environnement économique et social.

Réinsertion

40 % des stagiaires FNE retrouvent un emploi

Une enquête du ministère du travail, menée en novembre 1987 auprès de 31 000 personnes, indique que sur les 43 000 personnes (dont 59,5 % de chômeurs de longue durée) admises en 1987 à un stage de formation financé par le Fonds national pour l'emploi (FNE), 40 % ont trouvé un emploi six mois après la fin du stage contre 43,9 % en 1986. Si l'on tient compte des personnes qui ont trouvé un emploi après le stage et qui l'ont perdu, le taux de réinsertion atteint 59,4 %. Six mois après le stage : 17,1 % des stagiaires étaient employés à durée indéterminée, 14,1 % à durée déterminée, 2,8 % étaient dans l'attente, 3,4 % TUC ou SIVP, 2,6 % avaient créé ou repris une entreprise, 3,3 % suivaient un stage de formation, 53,4 % étaient au chômage et 3,3 % s'étaient retirés du marché du travail. Parmi les stagiaires sans emploi au moment de l'enquête, un tiers en ont occupé un depuis la fin de leur formation. Pour 70 % d'entre eux, il s'agissait d'un emploi temporaire alors que, note l'étude, 15 % l'ont perdu à la suite d'un licenciement.

● Citroën porte plainte. — La direction de la filiale espagnole de Citroën a porté plainte pour séquestration à la suite de l'occupation par des grévistes de son usine d'Ormaiztegui (nord-ouest de l'Espagne), les 14 et 15 juillet. La direction affirme que lors de cette occupation, quatre dirigeants de l'entreprise ont été retenus contre leur gré et surveillés en permanence par plus de cent travailleurs. Elle a considéré que les accords qui ont mis fin à l'occupation — garantissant le maintien des cinq cents postes de travail de l'usine, qui doit être reprise par Labauto Iberica — ont été conclus sous la contrainte et sont donc nuls. Le 1^{er} août, cinquante ouvriers avaient endommagé trois cent cinquante véhicules (le Monde du 3 août).

ÉTRANGER

A Pico, aux Açores

Feu les cachalots, sus aux thons

PICO

de notre envoyé spécial

A l'image de ces vieilles carrosses de langoustiers à moitié enfouies dans le vase du fond de la baie de Dourenas, qui rappellent les florissantes tempêtes d'autrefois, l'île de Pico, l'une des neuf de l'archipel des Açores, dominée par un majestueux volcan, rassemble avec amertume le temps, pas si lointain, où toute l'activité économique évoluait à l'unisson de la chasse aux cachalots. Mais, aujourd'hui, le page est tournée. La dernière usine, celle de São Roque, où les énormes morceaux de ossements, enroulés dans des caudrons non moins immenses, donnaient une huile précieuse à travers le monde par tous les fabricants de cosmétiques, a dû fermer ses portes en 1982.

On raconte même que les négociants allemands, qui contrôlaient le marché à l'époque, abandonnèrent cette année-là l'usine avec toute sa production de douze mois sur les bras. Déjà les écologistes, en campagne pour la défense de ces mammifères, avaient profité des menaces. Alors les groupements capitalistes cessèrent d'acheter l'huile et les fermes pour animaux confectionnées à partir des sous-produits. Et dans des centaines de familles açoraises, pour qui la chasse — enseignée par les marins américains de New Bedford et de Nanucket — constituait, depuis plus de cent cinquante ans, à la fois une source de revenus importants et une branche maîtresse de leur culture spécifique, le glas avait sonné (1).

Les toiles d'araignée ont envahi les vitres, les vieilles machines, les poutres et les bidons noyés encore entreposés dans l'usine abandonnée de São Roque. Nostalgiques, les belles demeures à colonnes accolées à la colline, les églises baroques, les couvents souvent transformés en bâtiments municipaux surplombant le bâtiment pétrifié et silencieux devant lequel les barques des chasseurs, effilées comme des coutelles, et les petits remorqueurs qui les traînaient jusqu'aux lieux du massacre à quelques milles en mer semblent espérer encore un hypothétique après-midi.

Messieurs ! Car cet âge d'or était aussi de sang. Quand les vigiles aux yeux percés (surtout par temps pluvieux), postés sur les promontoires, apercevaient au large le jet d'eau des cachalots qui remontaient pour respirer, alors le village se mettait en branle et les embarcations gisaient à la mer en moins de temps qu'il n'en faut pour le dire. Ils montaient à sept à bord de chebecs, que barques, avec des harpons à main, le maître pour redresser au besoin les « armes », le corde de 600 mètres et le baquet d'eau pour le refroidissement elle chauffait lorsque l'animal blessé s'enfonçait vite et loin dans la profondeur entraînant le bateau à une allure vertigineuse.

Il fallait le fatiguer, s'approcher jusqu'à le toucher, lui assener des coups innombrables avant l'ultime encoche : le plus téméraire de l'équipage devait atteindre les poutres avec une sorte de lance très aiguë. Alors l'océan rougissait tandis que déjà retentissaient les clameurs de la victoire.

Puis les cachalots étaient ramorqués jusqu'à l'usine, débités, valorisés, transformés dans des marmittes fumantes et pastellisées, exploités jusqu'au dernier os de vertèbre et surtout jusqu'à la dernière dent. Car la chasse au cachalot, si elle donnait lieu à une activité économique classique et rémunératrice, était aussi à l'origine d'un travail d'artisanat de grande qualité.

Sculpture sur crocs

La sculpture de l'ivoire de ces véritables crocs, dont certains peuvent atteindre 10 centimètres de haut, fait vivre encore plusieurs centaines de personnes, car il doit bien y avoir dans les greniers quelques stocks de matière première ou... des contre-façons.

Reprenons-t-il un jour la mer, Manuel Vieira Soares, ancien capitaine baleinier, lui ou son fils ? Il a tué son dernier cachalot en novembre 1987. « Maintenant, il y a des gens de Greenpeace qui chaque année viennent faire des inspections. J'aimerais bien y retourner, en mer, mais c'est la capitainerie et la marine nationale qui donnent les autorisations. Pour des raisons politiques, ils ne veulent pas. Mais si dès demain on nous disait oui, immédiatement les gens disponibles et qualifiés sortiraient des maisons. Les canots sont prêts, le matériel existe. »

Exultant et démontant, Francisco Silva, député à l'assemblée régionale des Açores, renchérit : « Il faudrait nous autoriser à capturer quatre ou cinq cachalots par an. Par exemple, les vieux mâles. Maintenant, ils profitent. Et puis ils mangent les petits poissons dont se nourrissent les thons, une importante ressource pour nous. C'est une affaire très délicate. Plusieurs fois par an, à l'assemblée régionale, je pose la question. Le gouvernement régional de M. Moza Amaral ne serait pas opposé à une ouverture contrôlée de la chasse, mais le gouvernement central de Lisbonne, surveillé par les écologistes internationaux, n'ose pas dire oui. »

Sur le petit port de Lajes, devant une minuscule criée où une femme coupe en tranches des murènes et des congres pêchés de la nuit, le municipal a aménagé un musée des baleiniers, véritable mémoire ethnologique d'une civilisation maritime particulièrement et menacée... elle aussi. Canots, équipements, gravures, livres et photos, échouillons d'huile conservée dans une bouteille de Coca Cola avec leurs étiquettes d'origine, dents et os travaillés, figurines, mandibules

gigantesques mais aussi objets aratoires et agricoles, car les baleiniers étaient aussi des paysans : tout recompose la microcosme et l'épopée de Moby Dick... non donné évidemment aussi au café de la place du village.

Une chasse gardée

Il a bien fallu, comme dans d'autres régions du monde trop dépendantes d'une monoproduction, parler de reconversion. Ici (ce qui est logique pour une île de l'Atlantique), elle s'appelle pêche au thon. La Pêche — et les Açores spécifiquement — est le seul pays de la CEE qui pour une espèce commerciale comme le thon échappe aux quotas communautaires.

La zone des 200 milles marins qui entoure les Açores attribue à cette région portugaise une chasse gardée, au milieu de l'océan, presque aussi grande que toute la CEE, car 600 kilomètres séparent l'extrémité ouest de l'archipel de l'île la plus orientale. Les bancs de thons y passent souvent, et seuls — parmi les étrangers — les pêcheurs français de Lorient, des Sables-d'Olonne ou du Pays basque sont autorisés à venir y lancer leurs canots et à pêcher des poissons, dont certains dépassent les 200 kilos.

A Madalena, la capitale de Pico, un « complexe thonier » prend forme avec entrepôts frigorifiques et conserveries construits grâce à des financements de la CEE. Jouant le haut de gamme, les usines expédient surtout leurs conserves en Italie. Déjà, la flottille de 50 thoniers a doublé ses captures en trois ans. « 15 000 tonnes de thon ont été débarquées en 1988, et notre objectif pour 1992 est fixé à 25 000 tonnes », explique Adolfo Ribeiro Lima, secrétaire (c'est-à-dire ministre) régional de l'agriculture et des pêches de la région autonome des Açores. « Nous avons sept ans pour tout profit de notre zone économique, car après 1999, qui sera pour nous le fin de la période transitoire dans ce domaine, tous les pêcheurs de la Communauté pourront y venir librement. Et l'on connaît les ambitions des Français et des Espagnols... »

D'ici là, qui sait, la chasse sélective au cachalot ne sera peut-être plus vouée aux gémonies. Au moins pour une commémoration. C'est en 1894, en effet, que fut construit et lancé à Lajes le premier canot baleinier açorien, qui devint célèbre par la suite grâce à sa silhouette élégante et sa robustesse. Jusqu'à la fin de la période transitoire, les embarcations d'Amérique, le grand voilier.

FRANÇOIS GROSCHICHARD.

(1) Comme les baleines ou les dauphins, les cachalots appartiennent à la famille des cétacés. Mais, à la différence des baleines dont la bouche est garnie de fanons, les cachalots ont des mâchoires puissantes et étroites munies de dents pointues.

Après les élections de décembre prochain au Chili

Les entreprises privatisées ne devraient pas redevenir publiques

SANTIAGO

de notre correspondant

Si M. Patricio Aylwin est élu président de la République le 14 décembre, les entreprises privatisées sous le régime militaire ne retourneront pas au secteur public. Depuis que les dix-sept partis de la concertation pour la démocratie ont désigné candidat unique, le dirigeant démocrate-chrétien multiple les déclarations rassurantes à l'intention des investisseurs nationaux et étrangers. Même les privatisations décidées après le plébiscite d'octobre dernier, qui avaient été mal reçues par les forces d'opposition, ne sont pas systématiquement remises en question par le candidat. « Nous les examinerons cas par cas, sans aucun dogmatisme », précise M. Pablo Pinera, conseiller de M. Aylwin pour les affaires économiques.

La défaite du général Pinochet au plébiscite, loin de refroidir l'ardeur des autorités, a au contraire incité le gouvernement à accélérer la cession au secteur privé de plusieurs entreprises de l'Etat. « C'est la grande braderie avant le désengagement », ironise un dirigeant socialiste. Ainsi, la Compagnie des téléphones d'Espagne et la Banque de Santander ont acquis 20 % du capital d'Entel (entreprise nationale des télécommunications), et élèveront bientôt à 35 % leur participation.

Ce mois-ci, c'est la compagnie aérienne Lan-Chile qui vendra 51 % de son capital. Huit acheteurs sont sur les rangs, parmi lesquels Alitalia, Air New Zealand, American Express, la Banque européenne pour l'Amérique latine... et les salariés de l'entreprise, dont les chances sont bien minces de l'emporter sur de si redoutables concurrents. Lan-Chile a connu une forte croissance de ses activités ces dernières années, et a enregistré un bénéfice de 1 million de dollars au premier semestre.

Plus lointains semblent les projets de privatisation du métro de Santiago et de plusieurs chaînes de télévision. Quant aux grandes mines de cuivre, elles restent taboues dans un pays où leur nationalisation a été approuvée à l'unanimité par le Parlement sous la présidence de Salvador Allende.

GILLES BAUDIN.

● M. Bush menace d'opposer son veto au plan de sauvetage des caisses d'épargne. — A la suite du vote à la Chambre des représentants d'un plan de sauvetage des caisses d'épargne américaines, le jeudi 3 août, le président Bush a fait savoir qu'il opposerait son veto au texte si celui-ci n'était pas modifié. Le Sénat a néanmoins voté peu de temps après un texte identique à celui de la Chambre des représentants. Le différend entre le Congrès et le président porte sur l'affectation du coût direct, pour l'Etat, du sauvetage des établissements en difficulté, soit 44 milliards de dollars. Afin de ne pas alourdir le déficit budgétaire, le président Bush a prévu qu'une partie de ce coût soit prise en charge par les détenteurs de ces caisses (par voie d'emprunts). Or les membres du Congrès estiment que cette somme doit figurer sur le budget, quitte à ne pas être prise en compte pour le calcul des coupes budgétaires prévues par l'amendement Gramm-Rudman-Hollings.

● Le fisc américain réclame 2 milliards de dollars à Exxon et Texaco. — Le fisc américain réclame plus de 2 milliards de dollars (13 milliards de francs) aux compagnies pétrolières Exxon et Texaco pour détournement de bénéfices imposables entre 1979 et 1981. A cette époque, les compagnies américaines achetaient à l'Aracno, le consortium soudien dont ils sont partie prenante, du brut à 4 dollars le baril tandis qu'il valait 40 dollars sur le marché. Texaco et Exxon le revendait à ce prix très faible à leurs sociétés de raffinage, qui ensuite cédaient les produits aux prix normaux du marché, empêchant d'énormes bénéfices. Le fisc s'en plaint car les sièges de ces sociétés ne sont pas aux Etats-Unis : à ses yeux Texaco et Exxon auraient dû appliquer le prix du marché à leurs filiales.

● La France rééchelonne la dette publique mexicaine. — La France a décidé de rééchelonner les échéances de la dette publique mexicaine, appliquant ainsi la première des dispositions prévues par l'accord conclu en mai dernier entre la Mexico et ses créanciers du Club de Paris.

Le Monde L'IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

appartements ventes

14^e arrdt

EXPERTISE GRATUITE

Etude Dourmes 45-41-11-00

16^e arrdt

Bréguet, rempart, près 2-3 p.

Ch. Sud. Px : 995.000 F.

Tél. : 45-58-75-01 (soir).

ACHETE COMPTANT IMMOBILES

même occupé

M. Brunet - 45-41-11-00.

appartements achats

Recherche APPARTIS

Toutes surfaces

Immobilier 45-52-01-82

locations non meublées offres

Région parisienne

SAINT-CLOUD HIPPODROME

Prest. Compagnie assurances

SITUATION EXCEPTIONNELLE

100 APPTS NEUFS

DU 2 AU 6 PIÈCES

habitations été-automne 83

LOGGAS - TERRASSES

JARDINS D'IVER

Superbe jardin intérieur

SALE & JANS

SERVICES RÉGÉNÉRÉS

BOGEE

Sur place de 11 à 18 h tous les jours, même le dim.

2-4, rue Francis-Chauveau

CINE - 43-20-28-28

propriétés

Gordelin, Coll. 10^e St-Denis-Port. Maison de maître, en L. meub. sur 900 m², bord riv., pierres, poutres neuves, grand sous-sol, 120 m² hab., 5 p., bain, ramp., chauff. électr., double vitr., terr., dépend., piscine, tennis, vola, golf, équité, four TV, ball, de sauto, belle présentation.

Prix : 450 000 F justifié.

(16) 96-70-05-19

Alain Salad, heures bureau.

propositions diverses

Etudiante californienne ch. chambre dans une famille pour 6 mois min. soit contre : - Cours d'anglais ou baby-sitting - Paiement (maximum 1200 F/mois) - Echange avec étudiant français souhaitant logement en Californie.

45-55-91-52 bur. p. 4371, ou 39-70-79-86, domicile.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

Voiture 480 turbo, oct. 88, modèle 88, pris embrache métallique, intérieur cuir noir, brins ABS, autoradio, vitres électriques, antenne électrique, direction assistée, 1^{er} main, 28.000 km.

Prix : 125.000 F.

Tél. : 45-43-15-52, Rép.

كنا من الحاد

Vernhes, directeur d'Indosuev, devient le PDG de la Banque libano-française. Par ailleurs, le tribunal de commerce de Paris a décidé le 3 août de reporter sa décision sur le sort de la Banque de participations et de placements (BPP), placée en redressement judiciaire en mars dernier. Les candidatures de reprise, dont celles d'un financier nantais, M. Francis Lagarde, et de la Compagnie Rembrandt Investissement, seront examinées à la fin du mois prochain. La BPP, filiale française du groupe financier libanais latif, d'affaires bâstienne par l'homme d'affaires libanais Roger Tamraz, avait été contrainte au dépôt de bilan en raison de « la profonde dégradation de sa situation financière ».

En août 1988, dans le cadre de la modernisation de la Bourse, M. Edouard Balladur, ministre de l'économie et des finances, confiait à M. André Serre, président de la SICOVAM, l'organisme de dépôts des titres, le soin de réformer les procédures de règlement-livraison attachées aux négociations de valeurs mobilières. Depuis, une informatique nouvelle a été conçue pour permettre à la place parisienne de se mettre en conformité avec les normes internationales en la matière. Le principe est de ramener la durée des transactions (achats et ventes de titres) contre paiement en espèces à cinq jours, au lieu de treize en théorie actuellement. L'objectif

trois jours au milieu des années 90. L'investissement global se situe entre 400 et 450 millions de francs. Cette dépense est prise en charge par le Fonds de modernisation de la Bourse (le Monde daté 11-12 juin).

« EH a réussi son OPA sur l'américain Pennwalt. — Elf-Aquitaine a annoncé, vendredi 4 août, que sa filiale américaine détenait 98 % des actions de l'entreprise chimique Pennwalt. L'issue, le jeudi 5 août, de son OPA amicale à 132 dollars par action.

Cette société d'un chiffre d'affaires de 1 milliard de dollars renforcera la chimie des spécialités du groupe pétrolier en s'intégrant à la filiale locale d'Atotech (270 millions de dollars) de la Elf-Aquitaine Chemicals (400 millions de dollars).

La commission fédérale du commerce (FTC), après un long examen des conditions de concurrence, avait donné son accord à la condition qu'Elf rachète une partie de résine de plastiques de la Pennwalt représentant 5 % de son chiffre d'affaires (le Monde du 2 août).

● **ERRATUM.** — Les négociations en vue de la constitution de la SCOR SA ont rassemblé l'UAP, AXA-Midi, le GSCAM et les AGF, et non le GAN comme indiqué par erreur dans notre édition du 4 août. D'ailleurs, comme il était précisé plus loin, la SCOR, société anonyme dont les actionnaires sont en majorité du secteur public, est contrôlée par la holding HCS, détenue à 40 % par l'UAP, les AGF (20 %), AXA-Midi (20 %) et le GSCAM (20 %).

Peur des plages bondées mais envie de soleil ?
Besoin de respirer et de se détendre ?
La résidence **FRANTOUR de NAJAC** propose des vacances vertes à tous les amoureux de la nature, dans un domaine boisé de 60 hectares.

Située au cœur de l'Aveyron, elle bénéficie d'un cadre exceptionnel pour toutes excursions : gorges du Tarn, site de Roc amador..., d'inoubliables promenades que l'on peut ponctuer par un repos au bord de la piscine ou au Club-House de la résidence (bars, salons...).

En pavillon (pension complète) ou en appartement 2 pièces, vous bénéficiez du confort de l'habitat et le cadre est verdoyant.

Souvenez-vous : Résidence **FRANTOUR de NAJAC**, c'est N comme Nature, A comme Air, J comme...

INFORMATIONS ET RÉSERVATIONS

Brochure **TRAIN + HOTEL**, dans toutes les agences de voyages **FRANTOUR TOURISME** et dans toutes les gares SNCF.

Par téléphone : (142-81-38-80.

Par correspondance : BP 62-08 Paris cedex 08.

Dans l'attente de nouvelles indications sur l'évolution de l'économie américaine, la Bourse de New-York a évolué, jeudi, de façon irrégulière dans des limites étroites. L'indice Dow Jones a finalement terminé la journée sur une petite hausse, de l'ordre de 4 points, à 2 661,61. Le marché a été modérément actif, avec quelque 170 millions d'actions échangées. Le nombre des hausses était supérieur à celui des baisses, à concurrence de 847 contre 622.

Les investisseurs attendaient l'indice concernant l'évolution du chômage pour se faire une idée plus précise sur l'évolution réelle de l'économie américaine car, dernièrement, les chiffres ont été basés sur 0,1 % de l'indice composite en juin, publié jeudi, n'a pas apporté l'éclairage suffisant sur l'activité économique. Avec ce chiffre, les experts ne sont pas en mesure d'évaluer si l'économie américaine est en train de se diriger vers une récession. Ce dernier mot effraie évidemment certains boursiers. Walt Disney, qui a décidé de doubler la capacité de son parc d'attractions d'Orlando et fait, d'autre part, l'objet de rumeurs d'achat de la chaîne de télévision, a vu ses actions grimper de plus de 6 points, à 121. Fermés de Loews et de Motorola.

VALEURS	Cours du 2 août	Cours du 3 août
Alcoa	70 5/8	70 1/2
A.T.T.	40 1/8	40 1/8
Bioing	50 3/8	50 1/8
Chemical Bank	114 1/8	114 1/8
Du Pont de Nemours	114 1/8	114 3/4
Eastman Kodak	47 5/8	47 5/8
Exxon	47 5/8	47 5/8
Ford	57	57
General Electric	57	57 1/4
General Motors	44 1/2	45
IBM	113 7/8	113 7/8
L.T.M.	61 3/8	61 3/8
Mobile Oil	63 3/4	63 3/4
Shell	63 3/4	63 3/4
Schlumberger	43 3/4	43 1/2
Texaco	52 3/4	52 3/4
U.S. Carb. & Chem.	28 1/8	28 1/2
Union Carbide	28 1/8	28 1/2
U.S.S.	39 1/4	39 1/8
Westphalia	39 1/4	39 1/8
Yardco	87 3/8	87 1/4

Peu d'événements, jeudi, à la Bourse de Londres, qui a évolué dans des limites étroites pendant toute la séance. L'indice Footsie des cent valeurs a terminé la journée sur une hausse de 1,5 point, à 2 306,3.

Quelque 550 millions de titres ont été échangés. Les cas particuliers ont encore fait bouger de manière significative le marché. Le titre japonais d'Emu, qui a été 8 pence à 266, après la nouvelle offre de GEC et de Siemens à 170 pence par action, a perdu une valeur d'un milliard de livres à 25 pence. Eurotunnel a été 23 pence à 850, après la confirmation d'une émission en France sur le même titre d'un milliard de livres. L'imprimerie perdait 14 pence à 314, après l'approbation par ses actionnaires de la vente de ses usines à la France (l'usine de Pont et on japonais Fuji. Aux mexicains, TCI Group était en baisse de 9 pence à 464, le marché étant déçu par les résultats de la semaine dernière.

Les analyses favorables des brasseries de courtoisie sur les brasseries ont continué à porter leurs fruits sur le marché. La brasserie de la Ruse était en hausse sensible. La faiblesse de la livre sterling a pesé sur les fonds d'Etat. Léger hausse

A la veille du week-end, le marché régnait rue Vivienne, et le samedi évoluait légèrement à la baisse de l'ouverture de la séance (+0,09 % en début d'après-midi). Le bilan de cette semaine reste satisfaisant, avec une légère progression d'environ 0,6 % et de nouveaux records pour l'indice parisien : le passage au-dessus des 500, 500 points à Vaudreuil. Les opérateurs expliquent le peu d'activité de la journée toujours par les départs en vacances mais aussi par l'attente de la publication des chiffres du chômage officiellement annoncés mardi. La Bourse semble bien être entrée dans une phase de consolidation après sa progression de 20 % depuis le début de l'année. Symbole de cette pause, le jour de jeudi, nu somme de laquelle l'indicateur insensibilisé est resté quasiment inchangé, terminant vu au Palais Brongniart.

Dès ce constat, les hausses étaient emmenées par les valeurs financières ou bancaires (VIF, Eurofrance, Sovic) mais aussi par Eurotunnel. Le titre de la firme chargée de construire le tunnel sous la Manche s'appréciait de plus de 3 % dans un marché de près de 700 000 titres. La valeur se redressait au lendemain de la confirmation par la COB du lancement d'une enquête concernant un éventuel délit d'initié.

Sous l'égide de la science, la suspension de cotation des titres Compagnie industrielle et financière du groupe Victoire. Les cotations ont été suspendues alors que Suzel et la Compagnie industrielle étudient le financement de l'acquisition du groupe allemand Colonia, acheté par Victoire le 27 juillet dernier. Le groupe Victoire a pour actionnaire la Compagnie industrielle détentrice de 50,5 % des droits de vote et la Compagnie financière de Suzel pour 34 %. Cette dernière est également actionnaire à environ 18 % de la Compagnie industrielle.

La Bourse de Tokyo était, vendredi, en semi-vacances, la plupart des investisseurs institutionnels ayant déserté le marché pour un week-end de trois jours. Le volume des échanges était donc modeste et l'évolution des cours irrégulière. L'indice Nikkei a cédé 37,82 points à 4.744,74, après avoir abandonné 119,53 points la veille.

Des opérateurs ont toutefois effectué quelques achats sélectifs, notamment dans le secteur de l'électricité. Les experts jugent que les marchés japonais ont tout fait normales après une hausse qui, en neuf jours, avait fait gagner au Nikkei 1.600 points.

VALEURS	Cours du 3 août	Cours du 4 août
Alcatel	745	750
Bridgestone	1 650	1 640
Canon	1 720	1 740
Fuji Bank	3 830	3 620
Honda Motors	1 980	1 980
Mitsubishi Electric	2 340	2 350
Mitsubishi Heavy	1 230	1 230
Sany Corp.	7 930	7 980

« Avon rejette la proposition d'achat d'Irwin Jacobs. — Le groupe américain de conseil Avon a refusé de considérer la proposition d'achat faite par le financier Irwin Jacobs (le Monde du 4 août). « Le conseil a réaffirmé sa position selon laquelle Avon n'est pas à vendre » et souhaite « rester une société indépendante », a souligné le président du groupe, M. James Preston, dans une lettre adressée à M. Jacobs. Il se déclare « prêt » à rencontrer M. Jacobs, « comme tout homme d'affaires impartial », mais ne veut pas discuter du développement de la société, mais pas pour négocier la vente ».

mons, dénotait, depuis le 17 juillet, 8,08 % de Lockhead. Au début de l'année, le constructeur avait mit en place des mesures de défense (participation des salariés), alors que M. Simmons annonçait détenir 50 % de la firme.

■ **Roussel-Uclaf** rachète une société américaine. — Le groupe pharmaceutique français Roussel-Uclaf annonce l'acquisition de la société américaine Ford's Chemical Company, basée à Pasadena (Texas), qui produit et distribue des insecticides et des pesticides. L'achat devrait être réalisé au cours d'un trimestre. La société américaine a des chiffre d'affaires de plus de 100 millions de francs. Elle est notamment bien implantée sur le marché de la protection et de l'entretien des espaces verts, précisent Roussel-Uclaf.

● **Myson** accepte l'offre de Blue Circle. Le groupe britannique Myson, spécialiste du saut-à-l'élastique, a accepté l'offre de rachat pour un montant de 195,7 millions de livres (2 milliards 135 millions de dollars) de Myson, producteur mondial de ciment, Blue Circle. Ce groupe propose de racheter les titres ordinaires de Myson à 21 pence par action et de verser 21 pence par échanges d'actions. Le 21 juillet dernier, Vale et Valer ont accepté de vendre à Myson une OPA que Myson avait alors acceptée, pour un montant de 180 millions de livres. Myson, qui est coté à la Bourse de Londres, a dans les années 70, à encreigner, l'an dernier, un bénéfice impossible de 22,6 millions de livres.

■ **Harold Simmons** est prêt de 10 % de Lockheed. « Le milliardaire texan Harold Simmons, qui a investi 10 millions de dollars, a porté sa participation dans le capital de Lockheed, constructeur du bombardier de combat F-16, à 9,46 %, Valhi Corp, contrôlé par M. Sim-

● De La Rue (Imprimerie) approuve la vente de Crosfield... Les actionnaires de la compagnie britannique De La Rue (Imprimerie) ont approuvé la vente de la participation de la société dans la division des activités de reprographie de Crosfield Electronics, filiale de De La Rue, à l'américain Du Pont de Nemours & Co. Cette vente pour un montant de 235 millions de livres au comptant. Le patron de presse britannique Robert Maxwell avait, de son côté, proposé sans succès à De La Rue de racheter la participation de la société Scitex, qui préside, de rucher Crosfield Electronics. De La Rue conservera les activités de reprographie de la filiale britannique (trois mille deux cents salariés, 245 millions de livres de chiffre d'affaires en 1988), qui est un des leaders mondiaux dans les systèmes de reprographie. La vente permettra à la compagnie de se consacrer à haute définition, pour la presse notamment.

VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours
Arnaud & Associés	440		La 9e rue du mou	480	
Arsenal	240		Loce Investissement	280	
B.A.C.	339		Locatime	141 80	
B. Desmarest & Associés	638		Moskito	288	
B.C.A.	618		Mutuelle	191 60	
Bidart	424 50		Mutuelle (Jeune)	23 90	
Bidart Technologies	951		Molot	201	
Bolton (Lyon)	270		Novelis-Dalmei	210	
Bolton (Lyon)	2215		Obvion-Lyon	1196	
Calsonan	858		Ona. Gae-Fl.	301 80	
Canal	700		Pianet	633	
C.A. de P.F. (C.C.I.)	537		P.F.A. S.A.	537	
C.A.T.A.	140		Profrance (C. et F.)	57	
C.D.M.E.	1788		Profrance Assurance	580	
C. Espoir. Elec.	798		Publicis-Rigault	703	
C.E.G.I.D.	278		Rand	705	
C.E.S.E.P.	470		Rémy & Associés	340	
C.E.P. Communication	703		St-Gabriel Exchange	2245	
Chemists of Calgary	630		St-Henri Médias	225 10	
C.N.R.M.	281		S.C.F.P.M.	387	
Condomor	340		Ségis	235 80	
Consept	1038		Sélection Int. (Lyon)	111	
Consept	465		S.E.P.	540	
Dafin	150		S.E.P.R.	138	
Dagblin	1458		Seitex	935	
Dawley	1165		S.M.L. (Géop)	328	
Dawley	538		Sofidex	845	
Delfin	125		Sopas	280	
Défense Industrielle	230		Thermostat Hôtel. (Lyon)	175 50	
Expans Investissement	230		TF 1	408	
Financ. Investissement	512		Unilog	181	
Ganor	952		Union Financ. de P.	502	
Gae Yves St Laurent	314 90		Val de Cte	210	
Gr. Pénicill. Fr. (G.P.F.)	824				
I.C.C.	248				
I.C.C.	281				
Idem	800				
Idem	258				
W.C.	258				
La. Mail System	258				
La. Communication	258				

Nombre de contrats : 14 623.

VALEURS	PRIX coteaux	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Sept.	Déc.	Sept.	Déc.
		dernier	dernier	dernier	dernier
Accor	680	73	-	3,20	-
CCF	480	3,60	13	35	-
EDF-Agitation	528	8,50	19	30,50	33
Euromont SA-PLC	80	15	20	3	4,60
Lafarge-Coppin	1 780	78	140	-	34
Michelin	188	6	15	7	7
Midi	1 480	55	-	33	-
Paribas	488	32	47	4,70	-
Peugeot	925	35	69,50	23	33,81
Saint-Gobain	680	69	93	1,50	-
Société générale	560	4	16	-	-
Thomson-CSF	220	6	14,50	13,90	16,50
Sources Pénier	1 600	95	-	-	-
Suez Financière	360	23	33	2,78	6

Notionnel 10 %. — Cotation en pourcentage du 3 août 1989
Nombre de contrats : 55 713.

COURS	ÉCHÉANCES			
	Sept. 89	Déc. 89	Mars 90	
Dernier	109,98	109,74	109,48	
Précédent	110,14	109,88	109,62	
Options sur notional				
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Sept. 89	Déc. 89	Sept. 89	Déc. 89
108	1,99	-	0,05	0,50

CHANGES	
Dollar : 6,3545 F ↑	
Le dollar s'est inscrit en nette progression le vendredi 4 août, cotant 6,3545 F contre 6,2860 F la veille à la cotation officielle. Les opérateurs ont procédé à des achats de dollars à la suite de la légère remontée des taux d'intérêt aux Etats-Unis. Ils attendaient la publication, vendredi, des statistiques américaines du chômage en juillet.	
FRANCFORT 3 août	4 août
Dollar (en DM) ...	1,8625 1,8759
TOKYO 3 août	4 août
Dollar (en yens) ...	136,40 136,65
MARCHÉ MONÉTAIRE (effets financiers)	
Paris (4 août)	91/1649/16%
New-York (3 août)	91/1855/16%

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SEX MOIS	
	+ base	+ base	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -	
\$ E-U.	6.329	6.369	+ 10	+ 25	+ 35	+ 60	+ 135	+ 215
\$ Can.	5.410	5.415	- 190	- 163	- 328	- 297	- 510	- 727
\$ Mex.	4.000	4.000	+ 160	+ 285	+ 325	+ 315	+ 798	+ 1.042
\$ dm.	3.395	3.394	+ 38	+ 46	+ 105	+ 133	+ 305	+ 366
\$ France	3.605	3.602	+ 39	+ 46	+ 110	+ 135	+ 340	+ 440
\$ Fr (100)	1.612	1.619	+ 78	+ 94	+ 118	+ 143	+ 410	+ 528
\$ S.	3.393	3.393	+ 38	+ 69	+ 114	+ 145	+ 323	+ 443
\$ l. (1 000)	4.675	4.787	+ 189	+ 229	+ 359	+ 391	+ 859	+ 1.131
\$ f.	16.714	16.389	- 441	- 392	- 819	- 781	- 2.623	- 3.743

SE-II...	6	3/4	9	8	5/8	8	3/4	8	1/2	8	5/8	8	1/4	8	3/8
Rich...	6	7/8	7	7/8	8	13/16	6	15/16	8	5/8	8	1/4	8	3/8	
Rich...	7	1/4	7	7/8	7	1/8	7	1/4	7	1/8	6	5/8	6	7/8	
ER (100)	7	1/4	8	3/4	8	5/8	8	5/8	8	5/16	8	3/16	8	1/2	
ER (100)	7	1/4	8	3/4	8	5/8	8	5/8	8	5/16	8	3/16	8	1/2	
L (100)	11	1/2	12	3/4	11	7/8	12	13/16	11	7/8	12	1/8	12	13/16	
C F...	13	1/2	13	3/4	13	13/16	13	13/16	13	13/16	13	13/16	13	13/16	
C F...	9	3/4	9	1/4	8	15/16	9	1/16	8	15/16	9	1/16	8	15/16	

PARIS
and marché

PARIS
and marché

PARIS
and marché

PARIS
and marché

PARIS
and marché

PARIS
and marché

ÉTRANGER	SOCIÉTÉ	SPORTS	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 La crise au Proche-Orient et le sort des otages du Liban. 4 Somalie : la violence s'étend au Sud. - Panama : première réunion de conciliation entre opposition, gouvernement et armée.	8 Les incendies dans le Sud-Est. 7 Un médecin libanais menacé d'expulsion trois ans après les attentats de 1988. - Communication : les enjeux de la télévision du futur (I).	8 Championnat du monde de triathlon : les trois glorieux. - Polémique autour du centenaire de la Fédération sud-africaine de rugby.	13 Les XX ^e Rencontres de la photographie en Arles. - Danse : Maguy Marin à Avignon. - La mort du chanteur-compositeur brésilien Luis Gonzaga.	16 L'enquête de la COB sur Eurotunnel. - Assaut final de GEC-Siemens sur Plessey. 17 La prochaine élection à la présidence du Conseil économique et social. 18 Les marchés financiers.	Abonnements 8 Annonces classées 17 Carnet 12 Loto 15 Météorologie 12 Mots croisés 11 Philatélie 12 Radio-Télévision 15 Spectacles 14	Les résultats des grandes écoles : 3615 tazes LEMONDE Les offres d'emplois du Monde : 3615 tazes LM

Collaboration européenne pour la mise au point d'un vaccin contre le sida

L'Europe scientifique va-t-elle prendre forme avant l'ouverture du marché unique ? Les Douze, rejoints par la Suède, la Norvège, la Finlande et la Suisse, viennent d'adopter, dans le cadre du programme européen de recherche sur le Sida, un plan de collaboration pour la mise au point d'un vaccin anti-Sida. Baptisé EVA (1), ce programme portera notamment sur la mise en commun des animaux et des réactifs utilisés pour les essais des vaccins expérimentaux.

Huit ans après la découverte aux Etats-Unis des premiers cas de sida, les obstacles qui s'opposent à la mise au point d'un vaccin n'ont toujours pas été levés. La complexité et l'extrême variabilité du virus, ainsi que le coût et les incertitudes de l'expérimentation animale, ont été jusqu'à présent les principales raisons de l'échec des voies d'approche proposées.

Le programme EVA s'attaquera précisément aux nombreuses difficultés techniques qui, à l'heure actuelle, compliquent les travaux

des laboratoires de recherche. La purification des réactifs - les protéines utilisées comme candidats vaccins - est une entreprise de longue haleine. Les manipulations sont délicates et coûteuses. D'autre part, les macaques, l'unique espèce de singes qui, infectés par le HIV, développent une véritable maladie semblable au sida, sont très rares et extrêmement chers. La mise à la disposition des chercheurs des macaques des animaleries britanniques et allemandes constitue donc un avantage notable. C'est notamment le cas pour les équipes françaises dont l'avance dans ce domaine est incontestable mais qui ne disposent pas d'animalerie.

Deux millions et demi d'ECU

« Il est difficile de résister à un tel courant d'harmonisation », souligne le professeur Marc Girard, directeur scientifique de Pasteur Vaccins, tout en précisant que sa société conserve son programme indépendant de recherches sous la direction du professeur Luc Montagnier et en insistant sur l'intérêt que

présente pour tous les chercheurs un débat approfondi sur les analyses et les schémas d'approche choisis.

Adopté le vendredi 16 juin à Bruxelles lors de la réunion du comité de gestion du groupe européen de travail sur le sida, EVA a officiellement démarré le 1^{er} juillet. Doté de 2 millions et demi d'ECU (15 millions de francs) prélevés sur les 14 millions d'ECU alloués en novembre 1987 au programme de recherche sur le sida, le plan dispose, jusqu'en 1991 tout au moins, de crédits confortables.

Dès septembre, des annonces publiées dans les grands revues scientifiques européennes inviteront les chercheurs à faire connaître leurs projets, à participer à la production de réactifs et à profiter des possibilités offertes. Représenté par deux spécialistes pour chaque pays (les professeurs Luc Montagnier et Marc Girard pour la France), EVA fonctionnera aussi en liaison avec l'OMS et les Etats-Unis.

BÉATRICE BANTMAN.

(1) European AIDS vaccine program.

A l'occasion d'un congrès de chimie à Stockholm

Le professeur Fleischmann se dit en mesure de confirmer le phénomène de la « fusion froide »

STOCKHOLM
de notre correspondante

« Nous ne revenons pas sur ce que nous avons dit, nous ne voyons aucune raison de changer d'avis. Tel est l'état de nos travaux », a déclaré, jeudi 3 août, à Stockholm, le professeur Martin Fleischmann. Vedette incontestée du 32^e Congrès de l'International Union of Pure and Applied Chemistry (IUPAC), qui se tient du 2 au 7 août dans la capitale suédoise, le « père » (avec le professeur Stanley Pons) de la très contestée « fusion froide » est resté sur ses positions, précisant même qu'il avait obtenu de nouveaux résultats. « Nous espérons soumettre un article en septembre prochain, mais nous ne garantissons rien pour l'instant. Nous accélérerons notre programme de recherche », a ajouté le professeur Fleischmann.

« Il y a de fortes pressions dans la production de chaleur, dans la durée peut varier de quelques heures à plusieurs jours, et qui

dégagent de très grandes quantités d'énergie, a-t-il affirmé. La question à 65 millions de dollars reste : comment faire pour que ces poussées soient continues ? Mais cela relève de la stratégie de recherche à long terme. » Pour Martin Fleischmann, un « gros problème » à résoudre est de savoir « pourquoi certaines électrodes donnent un résultat nul ». « Mais, estime-t-il, en tout état de cause, cela doit nécessairement impliquer une réaction nucléaire car l'échelle et la magnitude du dégagement d'énergie sont mille fois plus élevées que pour une réaction chimique. »

Le professeur soviétique Valentin Kopytov, président de l'IUPAC, s'est déclaré « perplexe ». « Mais nous avons la même position à propos des supraconducteurs haute température, et il a ajouté. Je pense que ce champ de recherche est très intéressant, mais je ne suis pas certain qu'il donnera quelque chose d'important. »

FRANÇOISE NIÉTO.

L'IPSN se porte acquéreur de l'ancienne imprimerie du « Monde » à La Plaine-Saint-Denis

Le démarrage de la nouvelle imprimerie du Monde à Ivry-sur-Seine a entraîné la fermeture, à la fin du mois de juin 1989, de son centre d'impression de La Plaine-Saint-Denis, où une partie de la production du journal était réalisée depuis 1970. L'imprimerie de la presse société nouvelle (IPSN) (1) vient de passer un accord de principe avec le Monde en vue d'une location précaire de ces installations de La Plaine-Saint-Denis à compter du 7 août : cette location devrait être suivie d'une acquisition par l'IPSN, qui installerait sur place du nouveau matériel d'impression offset.

Rappelons qu'une concertation organisée à la fin du mois de juillet, sous l'égide du Syndicat de la presse parisienne, entre plusieurs éditeurs parisiens, dont le Monde, et le comité intersyndical du Livre parisien CGT a conclu à la viabilité d'une IPSN « raisonnablement modernisée », compte tenu du potentiel de travail existant en région parisienne.

(1) La majorité du capital de l'IPSN, société anonyme à participation ouvrière, est détenue par une société civile qui regroupe les actions des deux cent-dix salariés.

ISRAËL

La Cour suprême repousse un appel contre l'emploi de balles en plastique

Jérusalem (AFP). - La Cour suprême d'Israël a repoussé, jeudi 3 août, à Jérusalem, un appel de la Ligue israélienne des droits de l'homme contre l'emploi par l'armée de balles en plastique dans les opérations de maintien de l'ordre dans les territoires occupés.

L'avocate de la Ligue des droits de l'homme, Me Felicia Langer, a accusé les soldats israéliens d'avoir la « gâchette trop facile », estimant que l'emploi des balles en plastique constituait une « violation flagrante des conventions internationales sur la protection des populations de territoires occupés ».

La Cour s'est rangée toutefois aux arguments de l'armée selon lesquels l'usage de balles en plastique aurait permis de réduire fortement les troubles en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, sans accroître le nombre des victimes lors de la dispersion de manifestations. Cinq cent dix Palestiniens ont été tués par des tirs de militaires ou de colons israéliens depuis le début de l'Intifada en décembre 1987, selon un bilan établi par l'AFP à partir de sources palestiniennes. Environ trois cents d'entre eux ont été tués par des tirs de militaires, depuis l'entrée en usage des balles en plastique, il y a un an.

TURQUIE

Deux Kurdes sont morts en prison

Deux détenus politiques turcs membres du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, marxiste-léniniste) sont morts, dans la nuit du mercredi 2 au jeudi 3 août, dans la prison d'Aydin, à 100 kilomètres au sud d'Izmir, où ils venaient d'être transférés.

Selon certaines sources, les deux détenus seraient morts des suites de la grève de la faim qu'ils observaient depuis trente-cinq jours. D'autres sources ont affirmé qu'ils avaient été tués, au cours d'affrontements avec les gardiens.

Les deux hommes venaient de la prison d'Edirne, qui avait été évacuée mercredi ; 280 des 319 détenus y observaient une grève de la faim depuis 35 jours. - (AFP.)



LE BON CÔTÉ DE LA MODÉ CHEZ RODIN LES PRIX 36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

Drame de préséance chez les Bourbons

Un prince de la branche aînée des Bourbons peut-il aller s'asseoir derrière un Orléans ? Cette grave question de préséance royale a été posée très officiellement, jeudi soir 3 août, dans un communiqué, par le secrétaire général du duc d'Angoulême, à l'issue d'une commémoration, à Pau, de l'événement d'Henri IV au trône de France.

« Affronts aussi grotesques qu'offensants », « graves incidents », les monarchistes français opposés au comte de Paris n'ont pas de mots assez durs pour qualifier l'« avenue outragée » subie, selon eux, à Pau par deux princes de la Maison de Bourbon : Axel de Bourbon-Parme et Gonzalve de Bourbon, oncle du jeune duc d'Angoulême (fils du prince franco-espagnol Alfonso de Bourbon décedé accidentellement l'hiver dernier, et héritier du trône de France pour ses légitimistes).

Une douzaine de membres de la famille des Bourbons s'étaient, en effet, réunis jeudi à Pau pour commémorer l'accession d'Henri IV au trône de France. Autour de la comtesse de Paris, de ses deux fils Jacques et Michel et de deux de ses petits-enfants, Charles-Louis et Louis-Philippe, étaient présents plusieurs représentants des

Bourbons d'Italie, d'Espagne, du Portugal et du Brésil. M. Alain Decaux, ministre de la francophonie, devait également participer, dans la soirée, à un dîner avec les descendants d'Henri IV dans les jardins du château.

Le drapeau s'est produit pendant le 7^e Deum donné dans la nécropole des rois de Navarre. Là, affirme le secrétaire du duc d'Angoulême, les deux Bourbons de la branche aînée auraient été « relégués », « supposés prendre place après tous les princes de la branche cadette et notamment les Orléans Bragance, de nationalité brésilienne ».

Fis, « pour mettre le comble à ces incongruités », et « emigré des engagements des organisateurs », selon lesquels il n'y aurait pas eu de table d'honneur à déjeuner, il y en eut une, et de surcroît, « présidée par une princesse de la branche cadette de la Maison de Bourbon ».

Devant cette situation, les deux princes de la branche aînée ont préféré ne pas assister aux manifestations, indiquent les légitimistes. « Regrettant, une fois encore, qu'un rassemblement politique et familial soit défiguré par les prétentions politiques déplacées » [de la famille d'Orléans].

La mort de Dom Grammont

Un homme d'accueil et de dialogue

Dom Paul Grammont, qui a été pendant trente-huit ans le responsable de l'abbaye bénédictine du Bec-Hellouin, dans l'Eure, est décédé, dimanche 30 juillet, à l'âge de soixante-dix-huit ans (Le Monde du 2 août).

L'abbaye bénédictine du Bec-Hellouin, proche d'Evreux, est en deuil et nombre de ses amis, de ses proches, de ses hôtes avec elle : Dom Grammont, qui vous quarante années de sa vie à sa résurrection, est mort à soixante-dix-huit ans, deux ans après avoir remis sa charge de père abbé.

Artisan de la restauration spirituelle, intellectuelle et architecturale de cette abbaye normande, qui avait connu sa grande époque de prospérité au onzième siècle sous les grands abbés que furent le bienheureux Herluin, Lanfranc et saint Anselme, Dom Grammont était devenu une figure si rayonnante de l'Eglise de France que Rome lui avait demandé de prendre la succession du cardinal Marty comme archevêque de Paris, mais à un âge tel qu'il avait estimé ne pas pouvoir accepter une si lourde charge.

Cette personnalité imposante, infébrée par une douceur inspirée, était à l'articulation de la plus haute tradition et de la plus grande ouverture sur l'avenir : l'occuménisme avec les anglicans et le dialogue

juéo-chrétien ont caractérisé une des fortes empreintes dont il a marqué sa communauté monastique, en fondant notamment en Israël le prieuré d'Abon-Gosh. Il dominait avec une majesté aussi bien physique que spirituelle un temps dont il n'ignorait rien et qui lui faisait souhaiter, par exemple, pour l'avenir de l'Eglise l'ordination d'hommes mariés. S'il n'avait pas la manière « provocante » de son évêque, Mgr Gallot, de relancer certaines questions brûlantes : il convenait volontiers en privé que il défiant d'opportunités laudables, le bien-fondé de sujets controversés ne pouvait être indéfiniment reporté à demain.

Homme d'accueil et de dialogue, ami des arts et surtout de la musique à laquelle il offrit souvent l'hospitalité, Dom Grammont puisait sa force dans le goût de la solitude et de la prière silencieuse, incarnant admirablement le paradoxe de cette règle d'action des grands réalisateurs : « Sans refuser l'extériorité, creuser l'intériorité ».

ALAIN MAILLARD
DE LA MORANDIAE.
(Historien.)

Le numéro du « Monde » daté 4 août 1989 a été tiré à 503 047 exemplaires

EN BREF

● GRANDE-BRETAGNE : explosion dans un hôtel de Londres. - Un homme a été tué, jeudi 3 août, par l'explosion d'une bombe qu'il était en train de fabriquer dans l'hôtel de Beverly House, dans le quartier de Paddington, à Londres. L'explosion n'a pas fait d'autres victimes. La police britannique a pu établir que l'homme venait du Proche-Orient, et a écarté l'hypothèse d'un attentat de l'IRA. Les forces britanniques sont placées en état d'alerte, alors que l'on approche du vingtième anniversaire de la présence des troupes britanniques en Irlande du Nord. - (Reuters.)

● MAROC : condamnations d'étudiants. - Vingt-cinq étudiants ont été condamnés, les 24 et 25 juillet dernier par le tribunal de Fès à des peines allant de dix ans à six ans de prison ferme, rapporte le dernier numéro de l'hebdomadaire marocain Anouar, paru vendredi 4 août. Ils sont inculpés notamment d'« atteinte à l'ordre public » et d'« appartenance à association non autorisée ». Les peines les plus lourdes ont touché cinq accusés arrêtés à la suite d'incidents ayant opposé en janvier 1988 des étudiants de l'université de Fès aux forces de l'ordre. - (AFP.)

● ITALIE : les députés favorables à l'abolition de la prison à perpétuité. - Les députés italiens, contre l'avis du gouvernement, se sont prononcés, jeudi 3 août, par 308 voix contre 205 pour l'abolition de la prison à perpétuité et la suppression de dispositions du code pénal sur la peine de mort en temps de guerre. La résolution était proposée par les écologistes et le Parti radical. - (Reuters.)

● Un nouveau chef des relations publiques au ministère de l'Intérieur. - M. Daniel Diéval, sous-préfet de l'arrondissement d'Orléans, a été nommé chef du SIRP (Service d'information des relations publiques) du ministère de l'Intérieur, par décision de M. Pierre Joxe. Il avait déjà occupé ce poste du 23 octobre 1984 au 28 octobre 1985 et avait été remplacé par M. Michel Hanique, administrateur civil, qui dirige le SIRP d'avril 1986 à juillet 1988. Suivant les directives du ministre de l'Intérieur, M. Diéval a été chargé de rénover le SIRP aux fins d'un développement de la communication.

[Né le 9 mai 1943 à Ecuire-les-Arres (Pas-de-Calais), M. Diéval est entré dans la fonction publique en 1968, en qualité de contrôleur départemental des lois sociales. Par la suite, il fut notamment chargé de mission auprès du directeur général de l'ONCFS (ministère des anciens combattants, conseiller technique au cabinet du ministre du commerce et de l'artisanat, chargé des fonctions de directeur de cabinet, et de commissaire de la République du département des Ardennes. Nommé en 1984 sous-préfet, commissaire adjoint de la République de l'arrondissement de Rochefort-sur-Mer (Haute-Vienne), il était sous-préfet de l'arrondissement d'Orléans depuis le 28 octobre de cette année-là.]

● Accident d'avion en Grèce : trente-quatre victimes. - Un avion de la compagnie grecque Olympic Airways s'est écrasé le 3 août dans la soirée contre une montagne de l'île de Samos, en la mer Egée. De fabrication britannique, cet appareil, un bimoteur Short-330, qui venait de Salonique, transportait trente-quatre personnes, toutes de nationalité grecque. Il n'y a aucun survivant. Au moment de l'accident, un épais brouillard couvrait la région. Le ministre des transports et des communications, M. Nicos Gueletahis, a exclu la possibilité d'un attentat terroriste, démentant les informations diffusées dans ce sens par une chaîne de télévision américaine. - (AFP.)

● Trois nouvelles lunes pour Neptune. - Trois nouvelles lunes ont été observées autour de Neptune sur les images envoyées à la Terre par la sonde spatiale américaine Voyager-2, a annoncé, le jeudi 3 juillet, le Jet Propulsion Laboratory de Pasadena (Californie). Après l'existence de la lune 1989 N1 révélée le mois dernier (Le Monde du 9 juillet), ces découvertes portent à six le nombre de satellites de cette planète connus à ce jour. Nommées provisoirement 1989 N 2, N 3 et N 4, ces trois nouvelles lunes présentent des diamètres allant de 98 kilomètres à 200 kilomètres. Lancée en 1977, la sonde était encore à 35 millions de kilomètres de Neptune lorsque ces observations ont pu être confirmées. Les scientifiques s'attendent à de nouvelles découvertes d'ici le 25 août, date à laquelle Voyager-2 devait survoler la planète, encore quasiment inconnue, à moins de 5 000 kilomètres de distance. - (AFP.)

Le président Mobutu confirme la normalisation des rapports belgo-zaïrois

Le président Mobutu a confirmé, dans une interview publiée vendredi 4 août par le quotidien la Libre Belgique, la normalisation des rapports de son pays avec la Belgique, après la signature la semaine dernière à Rabat d'un accord mettant fin à une crise de plusieurs mois.

« Les coopérations belges pourront après les vacances reprendre leurs activités au Zaïre », a déclaré le chef de l'Etat zaïrois. Il a également indiqué qu'un « qui concerne les étudiants zaïrois (qui avaient reçu l'ordre de quitter la Belgique) » tous les membres pressés pendant la crise sont annulés ».

Le maréchal Mobutu confirme que « dans le cadre des décisions de Rabat, la compagnie aérienne belge Sabena reprend ses quatre fréquences hebdomadaires (vers le Zaïre). Soit demandant concernant la cinquième fréquence sera examinée au niveau des deux sociétés aériennes du Zaïre et de la Belgique ».

En ce qui concerne le convoi zaïrois rallié en Belgique, le chef de l'Etat a déclaré : « Les accords avec la Belgique portent sur le raffinage d'environ 40 % de notre production. Ils seront respectés. Mais rien ne nous empêche de conclure des accords avec d'autres. » La libre Belgique rappelle qu'il est question d'un usage de raffinage des Allemands installés dans le Shaba. - (AFP.)

(Publicité)

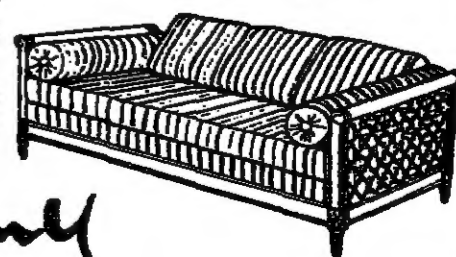
Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'Outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les effractions, ISO-FRANCE-FENÊTRES vient poser dans la journée ces fenêtres qui sont la clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en clarté. Garantie dix ans. Délai gratuit - Magazine d'explication, 111, rue Lafayette (10^e) 8^e Gare du Nord, 48-57-12-18.

Le Monde
RADIO TELEVISION
COMMUNICATION

En tous styles, toutes dimensions, laques et patines anciennes, également transformables en couchage de deux personnes (concessionnaire exclusif Jean Rochet). Rémy : réédite les plus beaux meubles « Louis XIII », « Rustique » (noyer de France), en passant par le XVIII^e siècle, jusqu'à l'Art nouveau et même l'Art déco.

Etonnante collection de lits de repos...



Rémy : 80-82, rue du Faubourg-Saint-Antoine 12^e, 43-43-65-58.

A C D E F G H